

Centenaire de l'Armistice : Les tirailleurs tunisiens, ces héros

N° 90 - Novembre 2018 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Leaders

Législatives et présidentielle 2019

139 MD

Nos si chères élections



TUNISIAIR NON DESTINÉ À LA VENTE



Khayreddine en Allemagne



Ben Jannet



1288 (50 mil/appel)
www.tunisiatelecom.tn



Insouciance

Sommes-nous en pleine tectonique des plaques, avec la dérive, cette fois-ci, non pas des continents, mais des formations politiques. Au vu de tant de transhumances et nouvelles alliances, la théorie fixiste du globe solide censée caractériser le paysage politique en prend pour son grade.

Affligés par pareil spectacle, les Tunisiens, lassés, ne s'en soucient, en fait, que très peu, ou presque pas. Que des députés changent de bloc parlementaire, que des partis scellent de nouvelles alliances, que des tribuns portent de nouvelles casquettes, que des ministres quittent le gouvernement et d'autres prennent leur place, cela n'améliore en rien les conditions de vie de la population.

Inventer le récit commun, forger l'avenir désirable et faire preuve d'une réelle audace dans la prise des décisions qui s'imposent sont loin de constituer le fer de lance de la classe politique actuelle. La seule dynamique perceptible est celle de l'immobilisme, chacun se cramponnant à son siège, s'attachant à ses privilèges, sans se soucier réellement ni de la situation fort dégradée de l'économie, ni de l'envolée des prix. Les discours se font de plus en plus creux, les promesses ne trouvent aucune oreille attentive.

L'insouciance se conjugue avec l'impunité. Que risque un fonctionnaire, un élu, un ministre ? Que peut craindre un malfrait, un contrebandier, un usurpateur de biens publics ? La perversité l'emporte sur la construction du bien. Des dizaines de projets de loi, dont des accords de financement cruciaux, de décrets d'application essentiels pour la mise en œuvre des textes votés ou d'autorisations indispensables pour affranchir de grands projets sont relégués aux oubliettes. Dans l'insouciance. Sans condamnation.

A ce rythme-là, la démocratie ne creuse-t-elle pas son tombeau ? La léthargie fait-elle le lit d'une forte revendication populaire ? Personne ne semble savoir comment s'en dépêtrer. Le propre du politique est d'accéder au pouvoir, pour le garder.

L'unique horizon pour la classe politique est l'automne 2019, c'est-à-dire les élections législatives et la présidentielle. Comme si le résultat des scrutins pouvait apporter un changement effectif, de nouvelles politiques publiques et des bénéfices immédiats tant attendus. Jusque-là, point de programmes en gestation, seule une course qui se prépare.

Les vainqueurs risquent de n'être que des champions des urnes qui s'imposeront difficilement en véritables leaders conduisant vers l'essor.

La loi de finances et le budget de l'Etat pour 2019 fixent les limites sans cesse réduites des crédits alloués dans le Titre II au développement. Tous ces investissements publics en faveur des projets, petits et grands, devant s'implanter dans les régions n'en reçoivent que la portion congrue. Sur un budget total de 40.861 millions de dinars (en croissance de 8.5% par rapport à 2018, sous l'effet des dépenses, et en déficit de 4.512 MD, 4.9% du PIB), les crédits de développement ne comptent que 6.150 millions de dinars, soit 5.3% du PIB. Mais aussi presque le principal de la dette publique arrivant à échéance de remboursement en 2019, qui est de l'ordre de 6.170 millions de dinars à laquelle il faudrait ajouter 3.137 millions de dinars en intérêts, totalisant ainsi 9.303 millions de dinars à servir.

Comment générer de la croissance et parer aux urgences ? Dans la quadrature du cercle, tout gouvernement, quel que soit son génie, ne peut compter que sur la magie salutaire, pour échapper au monopole de la déglutine.

Dans cet Atlas des fractures tunisiennes déjà profondes, sur une vie politique disloquée se greffent une économie délabrée et un social à la dérive. Encore une année de patience, en espérant que les deals qui se nouent et se dénouent finiront par porter une vision d'avenir.

Sans trop y croire, il reste aux Tunisiens de se résoudre... à l'insouciance. ■

T.H.

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Behi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
• Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi
• Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
• Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
• Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi
• Ammar Mahjoubi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla
• Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

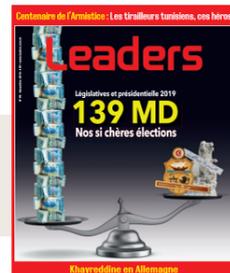
APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet
• Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
• Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSIION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn



Disponible sur

الخطوط التونسية
TUNISAIR



Opinion

18 Allons-nous persévérer sur le chemin de la démocratie ?
Par Riadh Zghal

Nation

20 60e anniversaire de l'Armée de Mer : une fierté tunisienne

En couverture

25 **Dossier :** Législatives et présidentielle 2019 : 139 MD, nos si chères élections ?

Chronique

47 Périalisme et césarisme
Par Habib Touhami

International

53 Retour de Shanghai : Le dragon chinois et les autoroutes du futur
Par Abdelhafidh Harguem

56 Impressions de voyage : Moscou bien illuminée sous mille feux et lumières
Par Mounir Ben Miled

59 Comment la Turquie réussit sa percée en Afrique
Par Mohamed Ibrahim Hsairi

62 Les Tunisiens au BI-MU, le plus important salon italien sur la robotisation : des partenariats en perspective
Par Najeh Kharraz

Société

66 Khayreddine en Allemagne
Par Mounir Fendri

80 Résidence de Grande-Bretagne : Le nouveau charme discret
92 Sortir du chaos, les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient
Par Gilles Kepel

100 Centenaire de l'Armistice (1914 - 1918) : les 86 903 combattants tunisiens pour la France

109 Abdelhamid Gmati, Miduni : La plume, le boss, l'ami
Par Slah Maaoui

Billet

112 A vaincre sans péril...
Par Hédi Béhi



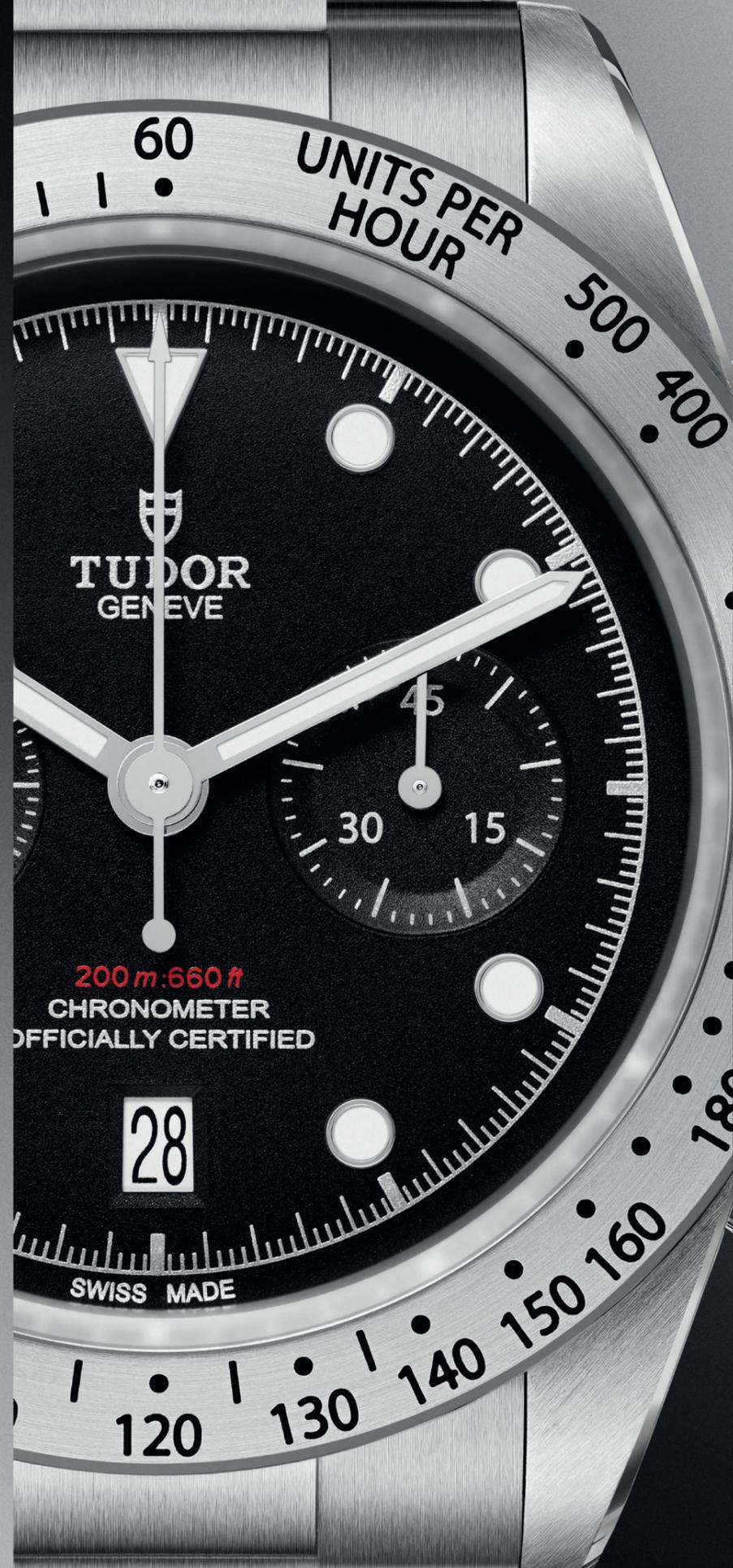
 **STAR**
تأمينات
Assurances

www.star.com.tn

سنة تعملو علينا

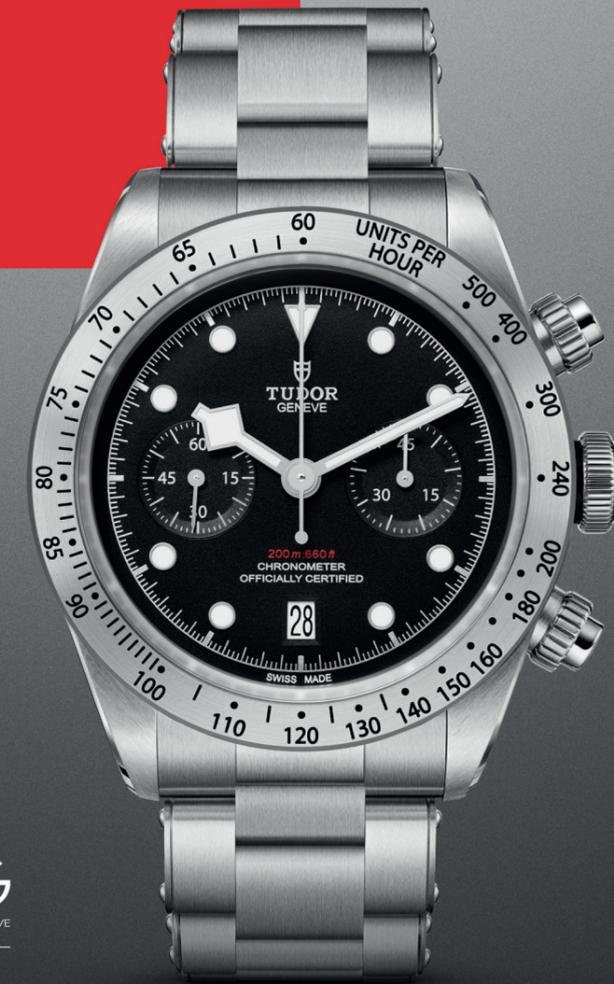
“ Amoureux des classiques, nous rejetons le statu quo. Nous gardons le meilleur du passé, les meilleures techniques horlogères, les meilleurs designs, et redéfinissons les standards. Conçue dans un but précis. Testée en conditions extrêmes. Pour ceux qui sont prêts à tout, ceux qui repoussent leurs limites, ceux qui se réinventent chaque jour. Une TUDOR est née pour oser. #BornToDare ”

**#BORN
TODARE**



**#BORN
TODARE**

BLACK BAY
CHRONO




GPHG
GRAND PRIX D'HORLOGERIE DE GENEVE
2017
Prix de la Petite Aiguille

Ben Jannet

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS


TUDOR

La saison des mémoires



La série de récits de parcours nous réserve en cette rentrée 2018-2019 une nouvelle cuvée qui s'annonce intéressante. L'ancien ministre de l'Intérieur, de la Santé et de l'Education, Driss Guiga, est à l'ouvrage. Son témoignage sur la crise du pain, en 1984, mais aussi les grandes affaires du complot de 1962 et bien d'autres est

très attendu.

De son côté, l'ancien gouverneur dans les années 1960 et commissaire général des scouts tunisiens, Mohamed Triki, met les dernières touches à un livre de près de 500 pages.

Du côté des entrepreneurs visionnaires, Abdelwaheb Ben Ayed s'est finalement résolu à livrer son récit, si riche et si passionnant. Le fondateur de Poulina est aussi le concepteur d'un management original qui a fait ses preuves. Jusque-là, il n'en a révélé lui-même que des bribes, laissant à d'autres le soin de l'évoquer par séquences. Tout comme pour ce qui est de son parcours personnel. D'où l'intérêt de ces mémoires. 



Mustapha Kamel Nabli dit oui à la Bibliothèque nationale

Déclarer ses biens, confier ses œuvres à la Bibliothèque nationale, c'est un plus précieux. En lançant un appel aux auteurs tunisiens publiés à l'étranger pour lui remettre un exemplaire de chaque ouvrage édité hors de Tunisie, Raja Ben Slama a eu la main heureuse. Premier à y donner suite, l'ancien ministre et gouverneur de la Banque centrale, Mustapha Kamel Nabli. L'économiste et longtemps directeur à la Banque mondiale est en effet l'auteur de nombre d'ouvrages de référence publiés en français et en anglais en Europe et aux Etats-Unis notamment. En les versant dans le fonds bibliothécaire national, il enrichit la bibliographie sur divers sujets économiques, financiers et de développement. Les chercheurs y trouveront une riche matière et découvriront des aspects pas tous connus de l'œuvre et de la pensée de M.K. Nabli. En espérant que d'autres le suivront. 

Moins de gazeuses, plus de bière

Les indicateurs financiers de la Sfbt à fin septembre dernier sont édifiants quant à l'engouement des consommateurs en Tunisie pour la bière, par rapport aux boissons gazeuses. C'est ainsi qu'au cours du troisième trimestre de cette année, soit les trois mois de l'été, synonymes de chaleur, de vacances et de fêtes familiales, les ventes de bière se sont accrues de 6% par rapport à l'été 2017, passant de 566.617 hl à 600.536 hl, soit 33.919 hl de plus. A l'inverse, celles des boissons gazeuses régressent de près de 14%, baissant de 715.106 hl à 612.915 hl, soit 102.191 hl de moins. Ces indicateurs partiels n'affectent en rien les résultats financiers de la Sfbt qui continuent une forte progression. Le chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2018 s'élève à 215.390.889,312 D, contre 197.886.913,571 D pour la même période en 2017 (+9%). 

RACING IN STYLE. 

WORLD SPONSOR AND OFFICIAL TIMEKEEPER SINCE 1988.

MILLE MIGLIA 2016 XL RACE EDITION (168580-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 03.05-C

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

MILLE MIGLIA
Chopard

Nominations

Diplomatie

• **Ridha Ben Mosbah**

Ambassadeur de la République Tunisienne auprès du Royaume de Belgique

• **Hechmi Laâjili**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire chargé de mission auprès de la République du Soudan

• **Hatem Landolsi**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire chargé de mission auprès de la République du Kenya

• **Nourreddine Erray**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire chargé de mission auprès du Sultanat d'Oman

• **Slim Ghariani**

Ambassadeur extraordinaire et

plénipotentiaire chargé de mission auprès du Royaume de Bahreïn

• **Tarek Bettaïeb**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire chargé de mission auprès de la République islamique d'Iran

• **Bouzekri Remili**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire chargé de mission auprès de la République démocratique du Congo

• **Raja Jhinaoui Ben Ali**

Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire chargée de mission auprès de la Roumanie

• **Nouveaux ambassadeurs accrédités à Tunis**• **Etienne Thévoz**

Ambassadeur de Suisse en Tunisie



Originaire de Missy dans le Canton de Vaud, natif de Lausanne (1956) et titulaire d'une licence ès lettres de l'Université de Genève, il rejoindra dès 1988 le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et se verra confier, après une année de stage, le dossier Monde arabe.

De 1993 à 1996, Etienne Thévoz a suivi les dossiers politiques et la IVe Commission des Nations auprès de la Mission suisse d'observation à New York. En 1997, il a été transféré à Riyad en qualité de premier collaborateur du chef de mission, activité qu'il a également exercée de 2001 à 2004 à l'ambassade de Suisse en Belgique. Nommé ministre en 2004, M. Thévoz est retourné à Berne pour occuper le poste de suppléant du chef de la Division politique II Afrique/Moyen-Orient.

En 2007, M. Thévoz est désigné à Yaoundé en qualité d'ambassadeur de Suisse au Cameroun, RCA et Guinée équatoriale. Après cette affectation en Afrique subsaharienne, il ira dans les pays du Golfe. C'est ainsi qu'il sera successivement ambassadeur de Suisse au Koweït et Bahreïn de 2011 à 2015, au Qatar jusqu'à l'été 2018.

• **Guillermo Ardizone Garcia,**

Ambassadeur du Royaume d'Espagne



VOS
HISTOIRES
RACONTENT
LA NÔTRE



tunisair.com

GET CLOSER

الخطوط التونسية
TUNISAIR

À VOS MARQUES, PRÊTS... INNOVEZ !!



Challenge 
INNOVACT



Inscrivez-vous sur :
www.innovact-ubci.tn

CHALLENGE ÉTUDIANTS

Participez au Challenge Innovact aux côtés de Professionnels UBCI pour le développement d'idées innovantes et bénéficiez :

- d'une immersion dans l'univers bancaire
- de formations en User Experience, BMC, Pitching, etc..
- d'une chance de remporter le 1^{er} prix de **6000 dinars**.

Pour plus d'informations : www.ubci.tn



UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



Banque centrale de Tunisie

• **Mohamed Fadhel Derouiche**
Secrétaire général



Ministère des Finances

• **Mohamed Kâaniche**
Directeur général de la Banque tunisienne de solidarité (BTS)

• **Mohamed Adel Souissi**
Membre du conseil d'administration de la Banque tunisienne de solidarité (BTS)

Ministère de l'Intérieur

• **Mohamed S'Haiek**
Secrétaire général

• **Tarek Dergham**
Directeur général des affaires administratives et financières

• **Mohamed Ali Khaldi**
Directeur général des droits de l'Homme

• **Néjib Belkhir**
Chef de l'unité de la Bonne gouvernance, rattachée au cabinet

• **Dhouha Akkari**
Chef du Bureau de l'action gouvernementale et parlementaire

• **Rached Hersi**
Administrateur en chef, avait été nommé le 30 juillet dernier chef de cabinet du ministre. Il était jusque-là chargé de mission au cabinet, en charge de l'action gouvernementale et parlementaire



Ministère de la Défense

• **Abdelhak Khemiri**
Chef de cabinet du ministre de la Défense

Ministère de la Justice

• **Youssef Bouzakher**
Président intérimaire du Conseil supérieur de la magistrature

Ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises

• **Souheil Chour**
P.D.G. de l'Agence foncière industrielle (AFI)



• **Hazem Yahiaoui**
Directeur général de l'Énergie



• **Mohamed Gharsallah**
Directeur général du Centre technique des matériaux de construction, de la céramique et du verre (Ctmccv)

• **Riadh Soussi**
Directeur général de l'Institut national des normes de la propriété industrielle (Innorpi)



Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi

• **Rached Ben Romdhane**
Chef de cabinet



Ministère du Commerce

• **Mohamed Lassâad Laabidi**
P.D.G. du Centre de promotion des exportations (Cepex)



• **Youssef Trifa**
Chef de cabinet du ministre du Commerce

• **Karima Hamami**
Directrice générale de la Concurrence et des enquêtes économiques

• **Mohamed Chokri Rejeb**
Chargé de mission



Ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables

• **Abdellatif Hmam**
P.D.G. de la CPG et du Groupe chimique tunisien

Ministère de l'Éducation

• **Hayet Ayed**
Directrice générale de l'Office des logements des personnels du ministère de l'Éducation

Ministère des Technologies de la communication et de l'Économie numérique

• **Lassâad Hamzaoui**
Président de l'Instance nationale des télécommunications (INT)

Nominations

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières

• Riadh Gharbi

Président de la Commission de confiscation



Banque africaine de développement (BAD)

• Lassaad Lachaal

Représentant de la BAD en Algérie

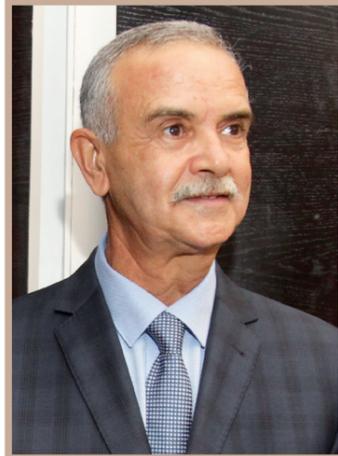
Fédération internationale des experts-comptables francophones (Fidef)

• Slaheddine Zahaf

vice-président

Né à Sfax, M. Zahaf

est un expert-comptable diplômé de l'Institut des hautes études économiques de Tunis (Ihec) Carthage. Il avait été nommé président du Club Sportif Sfaxien (CSS). Entre 2011 et 2014, il a été membre de l'Assemblée nationale constituante (ANC). En mai 2018, Slaheddine Zahaf a été élu président du Conseil de l'Ordre des experts-comptables de Tunisie



Election

Union des radiodiffusions des États arabes (Asbu)

• Dalila Fradi

Directrice du Comité permanent de l'information



Décès



• Bechir Turki

87 ans, ancien ingénieur militaire en électronique, auteur de plusieurs ouvrages



• Mohamed Chedly Kochbati

Ancien directeur général du Premier ministre



• Abdelhamid Gmati

Ancien rédacteur en chef du journal La Presse



• Tahar Fellous Refai

68 ans, ancien directeur des relations extérieures au ministère de l'Intérieur

• Ali Zouari

Expert-comptable et associé du cabinet d'expertise et de conseil Finor

• Ali Khalfaoui

Ancien directeur de la poste

• Nejb Guinoubi

Syndicaliste, homme politique, membre de l'UGTT



• Ines Boujbel

Femme d'affaires, fondatrice et dirigeante de la société Deyma Dattes



• Habib Jomni

65 ans, réalisateur de télévision à la Télévision tunisienne

• Hassine Bouazra

63 ans, journaliste

• Hssan Msalmi

Ecrivain, syndicaliste

• Mohamed Néjib Lazhar

Professeur agrégé à la faculté des Sciences de Tunis et directeur général de la recherche scientifique



• Adnane Harketi

57 ans, musicien et organiste



• Mondher Sghaïri

Ancien proviseur du Lycée pilote de l'Ariana

Ambition et plus...


www.tsb.com.tn

32, Rue Hedi Karray 1082 Tunis

Tél.: 70 24 30 00

Fax: 71 75 32 33

TSB | Tunisian Saudi Bank
البنك التونسي السعودي

Ma banque et plus ...

Les honneurs rendus à la Tunisie



Il n'est ni Premier ministre, ni président de la République pour passer en revue un détachement de l'armée irlandaise. Mais, l'ambassadeur de Tunisie, Nabil Ben Khedher devait en effet présenter, jeudi 20 septembre dernier, ses lettres de créance au président Michael D. Higgins. Le cérémonial protocolaire au palais Áras an Uachtaráin, résidence officielle du président d'Irlande, est assez impressionnant. En digne représentant de la Tunisie, sur les pas de ses prédécesseurs, dont l'actuel ministre des Affaires étrangères Khemaies Jhinaoui, l'ambassadeur Ben Khedher (avec résidence à Londres) était salué par les honneurs militaires.

L'émotion est vive. Après le protocole britannique exceptionnel pour présenter ses lettres de créance à la Reine d'Angleterre, Elizabeth II, au palais Buckingham, le 14 décembre 2017, celui de l'Irlande ne manque pas de faste. L'ambassadeur Ben Khedher ne peut qu'en être honoré. De son brillant parcours aussi.

Un pur produit de l'école publique et de la diplomatie tunisienne

Diplômé de l'IHEC Carthage, il est également titulaire d'un DEA de l'Université d'Aix-Marseille II et d'un DESS de l'Université Paris Dauphine ainsi que d'un diplôme du Foreign Service Programme de l'Université d'Oxford. Dès 1994, il rejoindra le ministère des Affaires étrangères où, depuis 24 ans, il poursuit une carrière en ascension, dans différentes fonctions au siège, en poste à l'étranger et au sein de la cellule diplomatique de la présidence de la République. C'est ainsi qu'il exercera successivement dans diverses directions régionales, se spécialisera particulièrement dans les questions européennes, servira au cabinet du ministre, deviendra conseiller économique à l'ambassade de Tunisie à Londres (1999-2004) et suivra depuis Bruxelles les relations avec l'Union européenne (2009-2014). Dès l'accession du président Caïd Essebsi à la magistrature suprême, l'ambassadeur Ben Khedher ira en janvier 2015 à Carthage, d'abord en tant qu'attaché, puis promu en qualité de conseiller diplomatique. Il y restera jusqu'à sa nomination en tant qu'ambassadeur de Tunisie au Royaume-Uni et Dublin. Ce quadra, père de deux filles, est un voyageur passionné. Il aime la musique et pratique divers sports. Il a reçu plusieurs distinctions de pays étrangers (Suède, Italie et France). ■



Allons-nous persévérer sur le chemin de la démocratie ?

Persévérer sur le chemin de la démocratie nécessite un leadership cohérent avec les principes démocratiques. Ce leadership n'est pas le fait d'une personne désignée par « le chef », voire « le chef suprême » auquel on se soumet sans discuter, parce qu'il a des qualités exceptionnelles ou parce que c'est la tradition ou la règle dans un système bureaucratique. C'est plutôt un leadership qui s'appuie sur des valeurs et des normes partagées qui servent de référent aux comportements des dirigeants. Ces valeurs que l'on peut assimiler à des principes comme l'équité par exemple, et ces normes qui sont autant de modes de comportements respectueux de ces principes, le tout guidé par une vision, des orientations, des objectifs collectifs à atteindre. Or tout cela ne peut constituer un aboutissement naturel et quasi automatique d'un vœu démocratique si noble et si sincère soit-il. →

La lame de fond qui a secoué la Tunisie et renversé un régime fondé sur le pouvoir centralisé a certes mis en avant des valeurs et principalement celle de la dignité et de la démocratie, mais les normes pour les appliquer n'étaient pas au rendez-vous. Il s'agit là de comportements, de culture et le changement culturel est difficile et lent même à l'ère du numérique. Les médias et les faiseurs d'opinion ont tenté, au lendemain du soulèvement de 2011, de montrer la voie de la mise en place d'une réelle démocratie. Par exemple Jawhar Chatty avait écrit dans le journal *La Presse* du 8 janvier 2012 : «*Il faut ouvrir les horizons, créer les perspectives favorables à la collaboration et à la mobilisation.*» On a cru dans les institutions, on a promulgué une constitution que l'on a cru être le pare-feu empêchant le retour d'une dictature. Mais l'émergence d'un leadership malgré tant d'élections décrites comme «libres et transparentes» se fait encore attendre. Parce que la démocratie, on ne connaît pas. Elle n'est pas seulement élections de représentants du peuple. Au fait représentant du peuple, cela veut dire quoi ? Combien de Tunisiens se reconnaîtraient dans un Gassas, un Mourou, un Ben Jaafar, une Ben Toumia ou une Abbou même s'ils ne douteraient pas de leur bonne volonté pour servir le pays ? Toutefois, les Tunisiens reconnaissent malgré tout l'importance des institutions. Ils se sont mobilisés lorsqu'il y avait des risques de dérapage menaçant les acquis de la femme ; la société civile a poussé à la promulgation de lois favorables à l'égalité, à la lutte contre la violence faite aux femmes, la corruption, la discrimination...

La révolte et la chute du régime ont créé les conditions favorables à la révélation de toutes les contradictions, les paradoxes, les fractures, les maux divers de la société en plus de l'avidité de pouvoir de certains grisés par le fait que ce pouvoir était là à ramasser. Malgré tout, cela avait du positif car les Tunisiens ont découvert leur diversité longtemps tue par des régimes totalitaires et commencé à reconnaître que le vivre-ensemble nécessite de la tolérance et l'acceptation des différences. Quelques petits pas sont faits dans ce sens, qu'il s'agisse de genre, de région, d'idéologie mais le chemin pour effacer l'accumulation de clivages des décennies durant reste encore long. Des signaux positifs plus ou moins faibles de l'avancée vers une démocratie délibérative orientée vers la participation, le dialogue, la négociation, voire l'association, apparaissent à l'horizon. Je citerai la discrimination positive inscrite dans la constitution, le chemin parcouru en matière de décentralisation et l'organisation réussie des élections municipales qui a promu une mosaïque d'édiles municipaux indépendants ou appartenant aux divers partis, la défense acharnée de la liberté d'expression permettant à des voix jadis étouffées à devenir audibles, l'engagement au plan économique dans le partenariat public-privé, le paysage de la rue désormais diversifié : que les femmes se teignent blondes, se promènent en minijupe ou en jeans moulants ou bien en foulard ou voilées, que les hommes portent une barbe fournie ou des bijoux, cela ne semble plus gêner outre mesure.

En revanche, d'autres signaux risquent de faire le lit d'une nouvelle dictature. Il y a d'abord les médias qui ont mis en avant, y compris dans les journaux radiodiffusés et télévisés, cette tendance du citoyen à se déresponsabiliser et à miser sur l'Etat pour résoudre tous ses problèmes (on apprend davantage sur les revendications que sur les efforts déployés par des acteurs institutionnels ou de la société civile en faveur de la

communauté). Ensuite, il faut relever que de nombreuses voix s'élèvent contre la démocratie. Ils trouvent à cela plus d'un argument : les difficultés économiques au niveau de l'Etat (déficit budgétaire et de la balance commerciale, endettement, incapacité d'appliquer des accords signés avec des corps de métiers et des structures de la société civile...), l'appauvrissement de la classe moyenne, de l'extension de la corruption et de l'économie informelle et bien d'autres griefs qui font que certains souhaitent un coup d'Etat à l'égyptienne, un retour de l'Etat autoritaire sous prétexte que le citoyen tunisien n'est pas du tout «mûr» pour la démocratie... Parallèlement apparaît une montée de ce que Maurizio Ferraris appelle l'imbécillisme à cause d'Internet, au téléphone portable et aux réseaux sociaux qui ont donné la parole à tout un chacun pérorant sur le Net en dehors des codes de bienséance et du respect de l'autre, permis la diffusion d'informations mensongères et non moins influentes. Tout cela constitue une réelle menace pour le processus démocratique. Certes la démocratie peut être considérée comme une condition nécessaire pour le développement économique et humain mais elle n'est pas suffisante. La démocratie, c'est des institutions mais aussi et surtout une culture, des attitudes et des comportements. L'aspiration à la démocratie a été créée haut et fort par la jeunesse tunisienne en 2011 et par tous ceux qui ont subi dans leur chair la répression d'un régime autoritaire. Continuer la marche du processus démocratique est aujourd'hui une opportunité historique pour instaurer la liberté et le respect des droits de l'Homme avec un effet de non-retour. Si on échoue dans cette dynamique, personne ne peut répondre de quelle dictature sera fait l'avenir, ni de combien d'autres révolutions la société aura besoin pour désapprendre les pratiques dictatoriales et neutraliser les aspirations de ceux qui sont avides de pouvoir et ne cherchent qu'à faire échouer toute tentative d'autonomie individuelle, groupale ou nationale.

La démocratie est un apprentissage et pour que ses principes soient étendus à toutes les sphères de la société, il faut de la pédagogie et du leadership. De la pédagogie parce qu'il s'agit d'un changement culturel profond qui rompt avec des représentations et des comportements d'une autre époque. Le changement viendra d'un sens partagé de ce qu'est l'intérêt général, et ce sens il faut le définir clairement et le diffuser, mais avant cela il faut que les cloisonnements qui séparent les partis, les institutions et les organisations de la société civile perdent de leur étanchéité. Le sens de l'intérêt général devra être décliné en national, régional et local. Il réside également dans la reconnaissance que chaque citoyen, quelle que soit sa position, dispose d'une marge de liberté pour agir soit individuellement, soit collectivement, au lieu d'attendre que le remède vienne d'ailleurs. Et la pédagogie ne porte pas ses fruits grâce aux seuls discours mais surtout grâce à l'ajustement des discours avec les actes que sont les politiques et les comportements des dirigeants à tous les niveaux. Et pour avoir raison des écueils qui jalonnent le chemin vers la démocratie, notre pays a besoin aujourd'hui d'un leadership en mesure de persuader du sens de l'intérêt général établi, qui aide le citoyen à supporter les turbulences du changement, les efforts et les sacrifices nécessaires pour atteindre l'état du système social et de la gouvernance souhaités. Maintenant que les lignes ont bougé à plus d'un niveau, nous devons rester vigilants pour éviter des reculades néfastes pour les générations futures de notre pays. ■

R.Z.



• Par Riadh Zghal

“ L'aspiration à la démocratie a été créée haut et fort par la jeunesse tunisienne en 2011 et par tous ceux qui ont subi dans leur chair la répression d'un régime autoritaire. Continuer la marche du processus démocratique est aujourd'hui une opportunité historique pour instaurer la liberté et le respect des droits de l'Homme avec un effet de non-retour. ”



60^e anniversaire de l'Armée de Mer Une fierté tunisienne

A peine l'indépendance de la Tunisie acquise, le 20 mars 1956, et la République instaurée le 25 juillet 1957, naissait le 15 octobre 1958 l'Armée de Mer. La célébration, cette année, de son sixtième anniversaire a été marquée par une parade jusque-là inédite de nombreux bâtiments militaires tunisiens et de pays amis au large de la baie de Tunis. Un spectacle exceptionnel. Un ouvrage rétrospectif publié par le

ministère de la Défense nationale à cette occasion retrace une grande épopée qui mérite d'être connue.

Le livre, richement illustré par notamment des photos historiques, nous plonge au cœur de l'Armée de Mer, depuis sa constitution jusqu'à aujourd'hui. On y découvre comment, dès le mois d'octobre 1958, un premier noyau de jeunes officiers

marins, constitué par Habib Ben Fdhila, Rachid Sahnoun, Mustapha Chahed, Cherif Jerbi et Abdallah Almi, était envoyé en formation dans les grandes écoles militaires spécialisées en France. D'autres instructeurs devaient se charger de monter un centre de formation dédié, installé à Salammbô, l'actuel musée océanographique, avant d'être transféré à la base de La Goulette.

Le 22 septembre 1959, la Tunisie recevait son premier patrouilleur, Istiklal, qui sera commandé par Béchir Jedidi, alors enseigne de vaisseau, qui sera en juin 1970 contre-amiral, chef d'état-major de l'Armée de Mer. Un mois plus tard, un deuxième patrouilleur, le Destour, sera livré à la Marine, constituant tous deux le premier noyau de la flotte marine tunisienne.

Une date clé, le 15 octobre 1963, avec la remise, lors de l'évacuation de Bizerte, de la base marine, à la faveur d'un accord signé par le lieutenant de vaisseau Mohamed Chedli Sanchou et l'amiral Aman. Une saga commence.

L'Armée de Mer s'impose aujourd'hui en avant-garde, avec l'Armée de Terre et l'Armée de l'Air, dans la défense

de la souveraineté du territoire, contribuant à diverses missions océanographiques, hydro-géographiques et de secours, et assurant la gestion des phares et balises. L'Académie navale de Menzel Bourguiba et la construction en partenariat public-privé de vedettes et patrouilleurs constituent également autant d'acquis précieux.





Contre-amiral Béchir Jedidi
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 1er octobre 1970 - 7 août 1978



Contre-amiral Habib Fdhila
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 7 août 1978 - 1er août 1988



Contre-amiral Mohamed Chedli Cherif
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 1er août 1988 - 10 novembre 1997



Contre-amiral Brahim Barrak
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 11 novembre 1997 - 22 juillet 2003



Contre-amiral Tarak Faouzi Larbi
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 23 juillet 2003 - 31 août 2010



Vice-amiral Mohamed Khammassi
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 1er septembre 2010 - 30 août 2015



Contre-amiral Abderraouf Atallah
 Chef d'Etat-major de l'Armée de Mer
 Depuis le 1er octobre 2015

La performance qui fait
gagner des distances

AgilX Premium

AGIL INNOVE EN LANÇANT SON CARBURANT
DE DERNIÈRE GÉNÉRATION TECHNOLOGIQUE,
AGILX PREMIUM GASOIL ET ESSENCE.

AgilX^{Premium} préserve, protège et nettoie le moteur dès le premier plein. Cette nouvelle gamme est enrichie d'additifs multi actions permettant l'amélioration de la performance du moteur et l'augmentation de sa longévité. Combiné avec une conduite rationnelle AgilX^{Premium} permet de faire des économies de carburants.

AgilX^{Premium} permet également de réduire jusqu'à 25% des émissions polluantes (test labo Afton Chemical). Grâce à la dernière génération de technologie GreenClean3™, AgilX^{Premium} Gasoil offre un excellent anti mousse lors du remplissage, une accélération plus rapide et réduit le bruit du moteur.

Adopter AgilX^{Premium}, c'est adopter le bon geste pour garantir la mécanique de votre véhicule.



À votre Service



Législatives et présidentielle 2019

139 MD

Nos si chères élections

En glissant allègrement votre bulletin de vote, un dimanche de l'automne prochain (2019), pour choisir vos députés et votre président de la République, vous n'aurez en apparence rien à payer de votre poche. Mais, pour le contribuable que vous êtes, vous auriez consenti, sans vous en apercevoir, pas moins de 19D188 pour les législatives et 10D815 pour la présidentielle, soit 30 DT. Est-ce cher payer pour vous permettre d'exercer librement votre droit tant revendiqué ? En 2014, vous n'avez payé que, respectivement, 11D720 et 6D606, soit 18D 326. Au total, le coût des élections législatives et la présidentielle de 2014 était de 85 millions de dinars. Le budget présenté par l'Isie pour l'opération 2019 passera à 139 millions de dinars, hors frais de fonctionnement permanent de l'Instance. Le rebond pour 2019, si adopté, sera de 54%. Comment l'expliquer ? Combien coûte l'organisation de l'opération électorale et quels sont les différents postes de dépenses ? A combien revient une voix exprimée et un siège élu ? Quel est le budget total de l'Isie ? Qu'en est-il des dépenses électorales

et des subventions publiques ? Sans omettre de jeter un regard comparatif sur d'autres démocraties. C'est ce dossier que Leaders tente d'explorer. En première lecture seulement, tant ses comptes sont enchevêtrés et incomplets. La collecte des données n'a pas été facile. Il faut rendre hommage cependant au concours actif de l'Isie (Anouar Ben Hassen). Tout l'aspect financement public des campagnes électorales, financements privés, plafonnement des dépenses et infractions sera traité ultérieurement dans un prochain numéro. Les précisions obtenues auprès de la Cour des comptes (Fadhila Gargouri) et du ministère des Finances (Ridha Chalghoum, Khalil Chtourou et Zouhair Attalah) ont été précieuses. L'analyse de l'activité de l'Assemblée des représentants du peuple fera l'objet, elle aussi, d'une enquête documentée dans une prochaine livraison de Leaders. Mention spéciale au président Mohamed Ennaceur qui, à la tête de l'ARP, a autorisé ses services (Adel Hanchi) à nous communiquer les données requises. Dossier. →

• Dossier établi par Taoufik Habaieb



**ON PEUT TOUS PARTAGER
NOS AVIS SUR LES ATELIERS CITROËN**



CITROËN-ADVISOR.TN

Service Après-Vente Citroën
Recommandé par vous

**INSPIRED
BY YOU**

CITROËN préfère TOTAL Grâce à Citroën Advisor, vous avez la possibilité de noter et de partager votre avis sur votre Véhicule Citroën ou sur votre Point de Vente Citroën. Visitez www.citroen-advisor.tn ou utilisez l'outil directement depuis votre application mobile My Citroën. Des conditions s'appliquent. Plus de détails sur www.citroen.tn Crédit photo : Plainpicture. ALTMANN + PACREAU



Dans la foulée du 14 janvier 2011, l'organisation immédiate d'élections pour une assemblée constituante devant élaborer la nouvelle constitution était une grande gageure. Jusque-là confiés aux services du ministère de l'Intérieur et dominés par le parti unique au pouvoir, les scrutins se déroulaient dans une opacité totale, leurs coûts exacts aussi. Ni administration électorale indépendante, ni registre d'électeurs fiable et à jour, ni indépendance et transparence, ni règles de financement public des listes candidates... Il fallait tout inventer en quelques mois seulement et être prêt le 23 octobre 2011 pour porter 217 constituants au Bardo. Pari tenu. Quitte, pour le registre électoral, à tenir compte alors des inscriptions d'office et de celles volontaires, en essayant de recouper par la suite avant le suffrage. L'Isie a été créée de toutes pièces, Kamel Jendoubi et ses coéquipiers ont posé les premiers jalons d'un processus qui s'emploiera à se perfectionner au fil des votes successifs en 2014 et 2018 (les municipales).

La première analyse nécessaire à faire est celle des électeurs inscrits, des voix exprimées lors de chaque scrutin, et du budget alloué. Pour la présidentielle, concernant les deux tours, il s'agit d'additionner

les votants de chacun de ces tours. C'est ainsi qu'on passe de 4.3 millions d'électeurs dans l'euphorie de 2011 à 3.5 millions de votants pour les législatives de 2014 et 6.5 millions au total des deux tours de la présidentielle de la même année (3.3 millions + 3.1 millions).



Electeurs inscrits et électeurs votants

	ANC 2011	Législatives 2014	Présidentielle 2014
Electeurs inscrits	8 289 924	5 236 244	5 307 842
Dont inscrits volontaires	4 098 888		
Dont inscrits automatiques	3 407 936		
Votants	4 308 888	3 579 257	6 529 338
		Dont votants au 1er tour	3 339 666
		Dont votants au 2ème tour	3 189 672

Source : ISIE
Pour l'élection de l'ANC en 2011, s'agissant du premier scrutin après le 14 janvier 2011, le registre électoral a compté des inscrits volontaires et des inscrits automatiques
Pour l'élection présidentielle de 2014, il s'agit de prendre en compte les votants au 1er et ceux du 2ème tour

**Ce que vous coûte
votre voix**



L'opération électorale repose sur une institution (Isie) qui fonctionne à longueur d'année, qu'il y ait élections ou pas, soit des frais fixes, et les scrutins, qu'il s'agisse d'élection ou de référendum, soit des frais variables (effectifs, rémunérations, logistique, fournitures, etc.) et des frais proportionnels (nombre de centres et bureaux de vote...). Le financement provient essentiellement du budget de l'Etat. Quelques donations étrangères, très réduites, peuvent subvenir à certains frais (acquisition d'urnes, d'encre indélébile...).

Les coûts d'organisation des élections

	2011 (réalisé) MONTANT EN DT	2014 (réalisé) MONTANT EN DT	%	2019 (estimé) MONTANT EN DT	%	Ecart 2019 /2014
Inscription		13,220	0%	21,643	0%	8,424
Elections législatives		28,729	0%	47,035	0%	18,306
Elections présidentielles		43,131	1%	70,614	0%	27,483
Dont 1er tour	23,233			38,037		
Dont 2ème tour	19,898			32,577		
Total	42,206	85,080	100%	139 293,000	100%	54,213

Les coûts d'organisation des élections

La lecture des indicateurs recueillis nous permet un croisement budgétaire utile afin de déterminer le coût d'une voix exprimée mais aussi d'un siège élu. C'est ainsi que le budget de l'Isie a démarré avec 42.2 millions de dinars en 2011, pour atteindre 85 millions de dinars en 2014 et ambitionne le montant de 139.2 millions de dinars pour 2019. La défalcation entre les scrutins législatif et présidentiel est instructive. La grande question qu'elle pose est de savoir comment imputer les frais communs d'établissement et de mise à jour du registre électoral. La pratique

souvent adoptée par les administrations électorales à l'étranger est de les comptabiliser au titre du premier scrutin concomitant, dans le cas de la Tunisie, les législatives tenues le même jour avec le premier tour de la présidentielle. Evidemment, la question reste ouverte.

C'est ainsi que jusque-là, le contribuable tunisien aura payé 9D795 en 2011, 11D 720 pour les législatives de 2014 et 6D606 pour la présidentielle de la même année. 

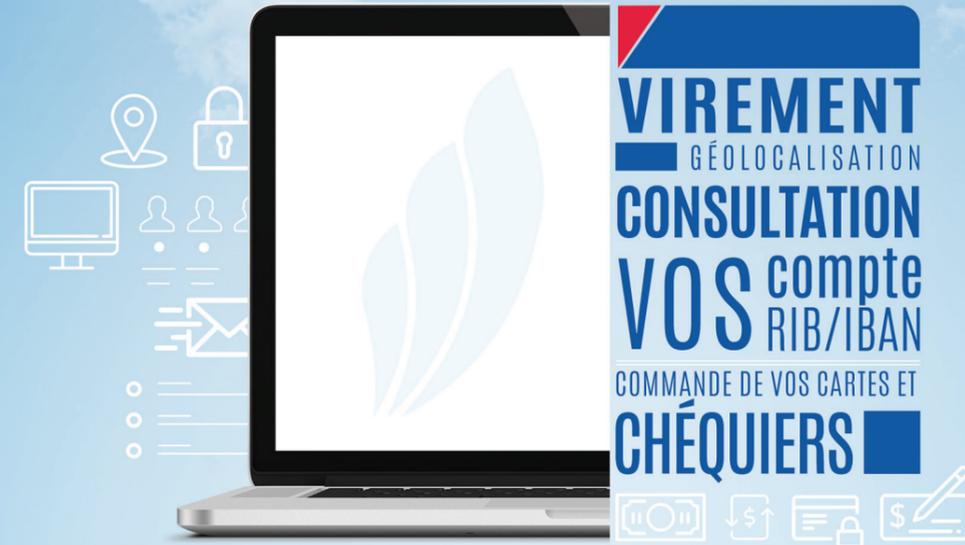


WIFAK
Digital



WIFAKNET ...

Votre banque en un clin d'œil !



Pack WIFAKNET vous permet de:

- Consulter et suivre vos comptes ;
- Consulter et éditer votre RIB /IBAN ;
- Suivre vos cartes et chèquiers ;
- Consulter les cours de change ;
- Bénéficier d'un service de messagerie (assistance, déclaration de perte, etc.) ;
- Simuler vos opérations de financement ;
- Géolocaliser nos DAB/GAB et Agences WIFAK BANK ;

Pack WIFAKNET+ vous permet de:

- Consulter vos comptes ;
- Commander et suivre vos cartes bancaires et vos chèquiers ;
- Ordonner en toute sécurité vos virements (vers vos comptes et autres) ;
- Consulter et éditer votre RIB /IBAN ;
- Consulter les cours de change ;
- Bénéficier d'un service de messagerie (assistance, déclaration de perte, etc.) ;
- Simuler vos opérations de financement ;
- Géolocaliser nos DAB/GAB et Agences WIFAK BANK.

Combien en 2019 et pourquoi cette forte augmentation ?



La question se pose avec acuité pour les deux prochains scrutins en 2019. Après calculs et ajustements, le projet de budget de l'Isie, rien que pour l'opération électorale, table sur 139,2 millions de

dinars. La lassitude du corps électoral, sur-sollicité depuis 2011, le désenchantement national, le peu d'empressement pour les nouvelles inscriptions et l'accroissement du taux d'abstention risquent de maintenir le nombre des votants quasiment au même niveau, comme le pronostiquent nombre de spécialistes.

Cela reviendrait ainsi à aboutir aux coûts estimés de 19D188 par voix aux législatives et 10D815 pour la présidentielle.

Pour Anouar Ben Hassen, membre du conseil de l'Isie, chargé des finances (élu en mai 2011 et réélu en janvier 2014), l'explication est claire. Cet expert-comptable de formation est la mémoire financière de l'Instance et sa cheville ouvrière. Nombre de facteurs en sont à l'origine, dit-il à Leaders. Il s'agit de l'accroissement des frais relatifs aux prestations des ministères

de la Défense nationale et de l'Intérieur, l'acquisition d'urnes supplémentaires et des rémunérations, primes de vote, de dépouillement et des heures supplémentaires, sachant que l'Isie, outre ses 292 salariés permanents, recourt à près de 58.150 agents temporaires et contractuels durant l'ensemble du processus de vote.

Ben Hassen y ajoute deux autres éléments. Le premier est l'augmentation du nombre des centres et bureaux de vote. On s'attend en effet à ce que le nombre de bureaux de vote passe à 11.500. Le second élément concerne le vote à l'étranger. La parité du dinar par rapport à l'euro et au dollar, le changement du mode de rémunération et l'accroissement des centres et bureaux de vote imposent une augmentation de pas moins de 7,9 millions de dinars. Le total de l'augmentation serait alors de l'ordre de 54 millions de dinars, soumise à l'adoption de l'ARP.

ISIE Budget comparé 2014 - 2019

Désignation	Montant en DT		
	2014	2019	Ecart
Eléments divers			
Frais relatifs aux prestations assurées par le ministère de la Défense nationale	11 000 000	18 000 000	7 000 000
Frais relatifs aux prestations assurées par le ministère de l'Intérieur		6 000 000	6 000 000
Facteur coûts (hors prestations ministère de la Défense nationale)	74 000 000	88 800 000	14 800 000
Acquisition d'urnes		2 500 000	2 500 000
Evolution du nombre des centres et bureaux de vote en Tunisie (indemnités)		1 000 000	1 000 000
Crédits pour le recrutement et la rémunération d'agents temporaires		2 800 000	2 800 000
Augmentation des primes de vote, de dépouillement et des heures supplémentaires		11 980 000	11 980 000
Sous-Total 1	85 000 000	131 080 000	46 080 000
Les élections à l'étranger			
Facteur taux du dinar / euro		3 720 000	3 720 000
Changement du mode de rémunération		1 000 000	1 000 000
Accroissement du nombre de centres et bureaux de vote		3 200 000	3 200 000
Sous-total 2		7 920 000	7 920 000
Total budget	85 000 000	139 000 000	54 000 000

Source : ISIE

LA NOUVELLE REXTON

LE PRIVILÈGE QUI SE MÉRITE



PROFITEZ DE NOS OFFRES À TAUX PRÉFÉRENTIELS
EN PARTENARIAT AVEC ATTIJARI LEASING

1 AN D'ENTRETIEN GRATUIT
* OU 20 000 KM



التجاري ليزنغ
Attijari Leasing

f Ssangyong Tunisie



AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

Comme ses clients, Tunisie Valeurs monte les marches du succès.

« Pour se développer dans les multiples dimensions du marché de capitaux et élargir son offre de services d'investissement, Tunisie Valeurs s'introduit à la Cote Principale de la Bourse. Bienvenue »

Admission : 11 juin 2018
 Visa : 09 août 2018
 Début de cotation : 28 septembre 2018



Bienvenue à **Tunisie Valeurs**
BIEN PLACÉE POUR MIEUX PLACER



www.bvmt.com.tn

STRATÉGEO - Tél. : 00216 71 960205

A combien revient l'élection d'un député et du président de la République ?

En divisant le montant des budgets effectifs (2011 et 2014) et estimé (2019) sur le nombre de sièges à pourvoir, on peut déterminer le coût d'un siège. Faute de calculs plus affinés, prenant en compte toutes les dépenses concernées, il s'agit là d'un indicateur «réducteur d'incertitude» à manier avec précaution, mais qui demeure intéressant à examiner.

Un député au Bardo aura coûté pour son élection 194,498 mille dinars pour l'ANC (en 2011) et quasiment le même montant pour l'ARP en 2014, soit 193,313 mille dinars. La note (investissement démocratique, affirment les politologues) risque d'être salée en 2019, grim pant à 316,488 mille dinars.

L'élection à la magistrature suprême est plus coûteuse, devant aboutir en définitive à un seul élu. C'est ainsi qu'elle a coûté 43, 131 millions de dinars en 2014, alors qu'il faut s'attendre à voir la facture monter à 70,614 millions de dinars en 2019.

Un député au Bardo		Le président de la République	
193.313 D	316.488 D	43.131 MD	70,614 MD
2014	2019	2014	2019




Très, très cher député

Les élections partielles dans la circonscription d'Allemagne, en décembre 2017, ont fait sauter la cagnotte. Pour pourvoir le siège laissé vacant par le député Hatem Ferjani, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Diplomatie économique, le scrutin aura coûté 450 mille dinars. Ainsi, l'élection du député Yassine Ayari aura été la plus chèrement payée par le contribuable tunisien. Avec 1 325 votants, le prix moyen d'une voix a cartonné à 340 D (contre 11D 720 pour les députés élus en 2014, soit près de 30 fois plus).

L'élection du député
 Yassine Ayari aura
 été la plus
 chèrement payée
450.000 D
 En 2017





Une grande machine

L'Isie s'avère en fait une véritable institution pour «superviser les élections de l'Assemblée nationale constituante et assurer des élections démocratiques, pluralistes, honnêtes et transparentes.» Elle fonctionne à deux régimes : celui ordinaire tout au long de

l'année et celui pendant des opérations électorales. Ses effectifs sont composés d'élus (9 au total, dont un président et 8 membres du conseil de l'Instance) et d'un personnel permanent employé au siège à Tunis et dans les 25 directions générales implantées dans les régions. A fin septembre 2018, ces derniers étaient au nombre de 292. S'y ajoutent des effectifs contractuels, temporaires et occasionnels recrutés pour les différentes séquences des opérations électorales. 

ISIE budget général 2019 estimé

Désignation	Montant en DT
Titre 1 : Frais de fonctionnement de l'Instance	17 284 466
Frais	11 708 466
Moyens	5 156 000
Dépenses	420 000
Frais des élections	139 292 506
Titre 3 : Frais d'équipement	10 000 000
Total	166 576 972

ISIE budget élections 2019 estimé

Désignation	Total	%
Le registre électoral	15 861 797	11%
Frais de réception des candidatures	183 315	0,13%
La supervision de la campagne	9 598 602	6,89%
La logistique du vote et du dépouillement	96 663 368	69,39%
Indemnités des membres des instances durant l'ensemble du processus	4 352 089	3,12%
Rémunération des contractuels et autres collaborateurs occasionnels durant l'ensemble du processus	12 033 335	8,63%
Call Center durant l'ensemble du processus	600 000	0,43%
Total	139 292 506	100%



5 vols réguliers cargo par semaine

Tunis Carthage / Paris Charles de Gaule

EXPRESS
AIR CARGO
we cargo Africa

www.express-aircargo.com

VERNICOLOR GROUP

DECORATED PARTS

Le budget total de l'Isie pour 2019 s'élèvera à 166, 576 972 millions de dinars. Il se compose de trois parties : les frais de fonctionnement (17, 284 466 millions de dinars), les frais d'équipements (10 millions de dinars) et les frais des opérations électorales (139,292 506 millions de dinars).

Effectifs de l'ISIE à fin septembre 2018

Fonctions / Catégories	Administration centrale	Directions régionales	Total
Directeur exécutif	1		1
Exécution	33	136	169
Encadrement	15	3	18
Cadres	43	14	57
Coordinateurs régionaux		25	25
Daffeurs		10	10
Chefs d'unité centrale	1		1
Chefs d'unité	3		3
Chefs de sous-unité	7		7
Chef de cellule	1		1
Total	104	188	292

Recrutements temporaires et occasionnels pour les opérations électorales en 2019

Chefs et membres d'instances locales en Tunisie	108
Membres de bureaux de vote en Tunisie	51 900
Agents de dépouillement et de collecte en Tunisie	3 000
Membres de bureaux de vote à l'étranger	3 150
Total	58 158

Pour l'année 2019, les recrues ponctuelles seront au nombre de 58.158 personnes, la majeure partie étant en Tunisie.

Le coût d'une voix exprimée en DT

	ANC 2011	Législatives 2014	Présidentielle 2014	Législatives 2019 (estimé)	Présidentielle 2019 (estimé)
Budget	42 206 000	41 949 000	43 131 000	68 678 000	70 614 000
Votants	4 308 888	3 579 257	6 529 338	3 579 257	6 529 338
Coût d'une voix en DT	9,795	11,720	6,606	19,188	10,815

AUTOMOTIVE Industry

INTERIOR PARTS
EXTERIOR PARTS
SAFETY PARTS

HEADQUARTER FRANCE

PLANTS ROMANIA
TUNISIA
MEXICO



IATF International Automotive Task Force

IATF 16949



▲ HEADQUARTERS ● PRODUCTION CENTERS ● LOGISTIC PLATFORM ■ TECHNICAL CENTER



CONTACT US

FRANCE 15, Rue Jeanne Braconnier, 92 360 Meudon

ROMANIA Calea Borsului, nr. 19, 410605, Oradea, Bihor County

TUNISIA Impasse de la physique, Zone Industrielle Grombalia, 8030

MEXICO Monterrey

e-mail sales@vernicolor.com

Web www.vernicolor.com

PROCESSES

PLASTIC INJECTION
PAINTING
LIQUID CHROME PAINTING
CHROME PLATING - Cr6+ & Cr3+
HOTSTAMPING
LASER ETCHING
INK DEPOSIT
TAMPOPRINTING
ASSEMBLY



Et à l'étranger ?

Vaste sujet ouvert à toutes les cachotteries, mais aussi interprétations. Pas facile en effet d'obtenir des données exactes sur le coût effectif des opérations électorales dans nombre de pays. Au Maroc, le ministère de l'Intérieur laisse entendre un montant équivalent à 14 millions d'euros pour l'élection de 395 députés, lors des législatives de 2016, par 15.7 millions d'électeurs inscrits. En Algérie, le scrutin législatif de mai 2017 aurait bénéficié, selon le ministère des Finances, d'un budget de l'ordre de 68 millions d'euros. C'est notre confrère *Jeune Afrique*, qui, tout en confirmant ces montants, nous livre davantage de détails sur d'autres pays africains. Il avance pour des législatives et des présidentielles les montants de 20 millions d'euros au Sénégal (2017), 57 millions d'euros en Côte d'Ivoire (2015).

En France, un rapport du Sénat (par Hervé Marseille, 2015) indique que les dépenses pour l'organisation des élections présidentielles et législatives « ont représenté pour l'État une dépense de 342 millions d'euros. En prenant en compte certaines dépenses non comptabilisées par le ministère de l'intérieur, l'Inspection générale de l'administration (IGA) parvient à un montant de 437 millions d'euros. »

Au Royaume-Uni, les législatives de 2010 auront coûté 113 millions de livres (125 millions d'euros), soit 4.20 euros par électeur, selon les estimations rapportées par notre confrère londonien The Telegraph.

Au Canada, l'organisme officiel Elections Canada estime que la 42e élection générale, en octobre 2015, a coûté 443 millions de dollars canadiens, en augmentation de 53 % par rapport à la précédente de 2011. Le coût par électeur a grimpé de 11.94 \$CA à 17.04 \$CA.

Partout des rapports d'audit traquent les fausses dépenses, à la recherche d'erreurs et de dérapages. En Tunisie, c'est la Cour des comptes qui audite les livres comptables de l'Isie, mais aussi des listes candidates pour les législatives et les candidats à la présidentielle. Ses rapports constituent une mine d'informations et ses recommandations sont instructives. Nous y reviendrons dans notre dossier sur le financement public des campagnes électorales.

L'optimisation des budgets alloués aux opérations électorales retient l'attention des parlementaires dans les démocraties. Comment concilier exercice du droit de vote, en toute transparence et indépendance, et maîtrise des coûts ? Le vote électronique, ne serait-ce que partiel, pourrait-il constituer une alternative au mode actuel ? A quelles conditions ? Y a-t-il aussi d'autres postes d'économie à réaliser ? Une série de questions qui devraient interpeller les différentes parties concernées en Tunisie. 



Au Maroc
14,000 M€
Législatives
2016



En Algérie
15,700 M€
Législatives
2017



En Côte
d'Ivoire
57,000 M€
Législatives et
présidentielle
2017



En France
342,000 M€
Législatives et
présidentielle
2015



Au Royaume-
Uni
125,000 M€
Législatives
2010



Au Canada
443,000 M\$
42e élection
générale
2015



OneTech

One stop intelligent source for
electronic & electromechanical modules for automotive

www.onetech-group.com

DU **27** AU **30**
NOVEMBRE 2018
AU PARC DES EXPOSITIONS DU KRAM-TUNIS



Organisateur :



Partenaires :



FÉDÉRATION NATIONALE
DE LA MÉCANIQUE

FÉDÉRATION NATIONALE
DE L'ÉLECTRICITÉ



Tél.: (+216) 71 973 111 / 71 976 111 - Email: itf.com@fkram.com.tn

www.tunisia-automotive.com.tn



L'industrie des composants et pièces automobiles en Tunisie monte en puissance

En mettant les mains sur le volant de votre voiture, il y a beaucoup de chance qu'il ait été fabriqué en Tunisie. Tout comme l'airbag, la console centrale, les faisceaux de câblage, les circuits imprimés, les cartes électroniques, voire des pièces pour les sièges et bien d'autres. Elles sont pas moins de 200 entreprises, employant près de 85 000 salariés (dont 15% de cadres), à s'y accomplir, à un rythme en plein régime annuel, ne souffrant pas de saisonnalité, contribuant à hauteur de 6.4% dans la formation du PIB. Parmi ces entreprises figurent de grandes firmes étrangères de divers pays : Allemagne, France, Suède, Italie, Espagne, Suisse, Japon, Corée du Sud et Etats-Unis. Mais aussi des entreprises tunisiennes qui ont su se faire une place importante parmi ces géants.

« Nous pouvons aller encore plus loin, affirme Nabhen Bouchaala, président de la Tunisian Automotive Association (TAA), créée en février 2016 à l'initiative des acteurs de l'industrie des composants automobiles. Pousser à 10% du PIB est à notre portée, ajoute-t-il, si l'écosystème est renforcé et des mesures incitatives immédiates sont prises par les pouvoirs publics. De plus, le site Tunisie doit être promu davantage auprès des constructeurs et équipementiers automobiles et reconnu comme le producteur d'une industrie de composants et de pièces de premier plan. »

Le président de la TAA se félicite des performances tunisiennes et de leurs perspectives d'avenir. « Nous avons de vrais champions. Plus de 60 entreprises sont certifiées LATF et nombre de nos produits sont acquis en première monte par de grands constructeurs et équipementiers automobiles. Divers éléments clés sont appréciés, en plus de la qualification professionnelle et de la qualité des produits. »

Un grand salon ce mois-ci : Tunisia Automotive 2018

Pour donner plus de visibilité à ce secteur et offrir à ses différents acteurs un espace de présentation, d'échange, de mise en relation avec d'autres partenaires en Tunisie et à l'étranger, est née l'idée d'un Salon International des Composants et Pièces de Rechange, Tunisia Automotive 2018. Conçu sous forme biennale, sa première édition se tiendra du 27 au 30 novembre 2018 au Parc des Expositions du Kram. Le Salon est organisé par la Société des Foires Internationales de Tunis en partenariat avec la TAA et le Centre Technique des Industries Mécaniques et Electriques (CETIME) avec la collaboration de la Fédération Nationale de la Mécanique et la Fédération Nationale de l'Electricité (UTICA), de l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (API), de l'Agence



de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA TUNISIA) et du Centre de Promotion des Exportations (CEPEX). Avec l'appui du ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises et du ministère du Commerce.

Ouvert essentiellement aux industriels tunisiens et étrangers producteurs de composants pour matériels roulants de toutes spécialités, ainsi qu'aux industriels fournisseurs de machines et équipements de fabrication de composants pour matériels roulants, il se veut une vitrine des nouvelles technologies dans le secteur des composants et de la pièce de rechange et de ses services annexes et connexes. Le Salon fera valoir les compétences acquises par les entreprises tunisiennes dans ce domaine et mettra en évidence les potentialités importantes d'investissements étrangers dans ce secteur porteur pour l'économie tunisienne.

Plus d'envergure et de diversification

Bien qu'il s'agisse d'une première édition, le Tunisia Automotive 2018 se donne des objectifs ambitieux mais tangibles, à savoir :

1. Présenter la Tunisie comme pays producteur de composants et de pièces de rechange
2. Mettre en valeur tous les deux ans l'évolution de l'industrie des composants et pièces de rechange automobiles en Tunisie
3. Développer l'activité d'exportation du secteur
4. Proposer aux professionnels constructeurs, représentants et



importateurs un espace de présentation et d'échange, de mise en relation, de partenariat et aussi de diversification des marchés

5. Assurer la veille technologique et sensibiliser les professionnels sur les mutations technologiques futures du secteur
6. Présenter l'ensemble des corps de métiers liés à l'industrie des composants et pièces de rechange automobiles de manière à favoriser au maximum l'intégration
7. Augmenter le volume des ventes et développer l'image de marque de l'entreprise exposante.

Devant réunir plus de 150 exposants tunisiens et étrangers des différentes branches d'activité des composants et de la pièce de rechange, le Salon prévoit d'attirer plus de 5 000 visiteurs professionnels, représentant principalement des entreprises de France, d'Italie, d'Allemagne, et de divers autres pays, mais également des entreprises exposantes du Maghreb.

Parallèlement à ce salon, se tiendra le Tunisia Automotive Day, forum et workshops sur l'industrie des composants et des pièces de rechange organisés par la FIPA et la TAA.



Le Comité Directeur de la TAA

- Président : Nabhen Bouchaala
- 1er Vice-Président : Feu Aouatef Elloumi El Ghouli
- 2e Vice-Président : Imed Charfeddine
- Trésorier : Wisssem Badri
- Secrétaire Générale : Lamia Gharbi
- Membres fondateurs :
 - COFAT
 - COFICAB
 - DRÄXLMAIER
 - VISTEON
 - MARQUARDT
 - LEONI
 - FAURECIA
 - PEC
 - KROMBERG & SCHUBERT
 - CAVEO

Développer un secteur à fort potentiel de croissance

En créant la Tunisian Automotive Association (TAA), les fondateurs se sont donnés pour mission quatre objectifs principaux, à savoir:

- Créer un environnement favorable au développement de l'industrie des composants automobiles et coopérer avec les autorités publiques afin de développer le secteur.
- Accompagner ses membres dans leurs projets de croissance et développement, encourager et aider les investisseurs intéressés.
- Conférer davantage de rigueur au secteur de l'industrie des composants automobiles.
- Développer la formation initiale et continue au profit du secteur automobile en Tunisie.

Il s'agit en effet de maintenir notre notoriété dans le secteur, créer de la valeur dans le monde de l'automobile en Tunisie, réussir l'accélération de l'industrialisation automobile et attirer plus d'entreprises pour accélérer l'intégration locale.



Un grand potentiel

Selon une étude récemment menée, le secteur des composants et pièces automobiles en Tunisie dispose d'atouts majeurs qui l'autorisent à saisir de grandes opportunités qui s'offrent sur divers segments.

La position de la Tunisie dans le secteur du câble et des faisceaux de câble est compétitive à l'échelle mondiale. Les domaines connexes comme les commutateurs et connecteurs sont très bien développés. Il y a de plus en plus de domaines de technologie qui offrent des possibilités de développement pour les clusters électriques :

- Système d'alimentation 48 V
- Moteurs électriques
- Batteries (pour véhicules électriques)
- Mécatronique
- Éclairage

L'avenir apportera une utilisation accrue d'appareils électriques et des défis de câblage plus complexes, plus de moteurs électriques, beaucoup plus de batteries, et de la mécatronique.

Pour l'électronique, la Tunisie peut s'appuyer sur une solide compétence dans la production et le test de systèmes électroniques, airbags et pièces mécatroniques.

Les voitures et les véhicules utilitaires vont changer considérablement au cours des 10 prochaines années, tandis que l'électronique et les TI vont jouer un rôle clé dans ce développement. Il y a beaucoup de nouveaux défis découlant de la connectivité et de la conduite autonome nécessitant des systèmes électroniques les plus avancés et les plus sûrs, de plus en plus de capteurs, RF,

de dispositifs de radars et à ultrasons, ainsi que des systèmes plus complexes de protection des passagers (airbags, système de retenue).

De nombreux développements auront lieu au siège des FEO et des principaux fournisseurs de systèmes électroniques. Cependant, il sera de plus en plus nécessaire de développer, de produire et de tester de nouveaux composants.

La conclusion de l'étude est de développer 4 clusters clés:

- Electronique
- Connectivité
- Conduite autonome
- Capteurs
- Optoélectronique
- Mécatronique
- Systèmes de sécurité
- TI de équipement automobile
- Electrique

Technologie avancée des câbles

- Système d'alimentation 48 V
- Moteurs électriques
- Batteries (pour véhicules électriques)
- Mécatronique
- Éclairage

Intérieur / module Plastiques perfectionnés

Plastiques renforcés de fibres de verre ou de fibres de carbone
Composants légers (remplaçant le métal)

- Thermoréductibles

- Composites
- Véhicules utilitaires et spéciaux
- Véhicules spéciaux
- Véhicules commerciaux de grande série.

David Gonard

Sales Manager Vernicolor Tunisia

Une croissance continue et bientôt un deuxième site de production à El Fejja

Vernicolor produit des pièces et sous-ensembles plastiques décorés (peinture/vernissage, marquage laser, marquage à chaud, tampographie, ...) pour le secteur automobile principalement. Ce sont, par exemple, des enjoliveurs de volants, des pièces de panneaux de commandes (interfaces homme-véhicules, switches, control-panels...), des pièces d'ébénisterie intérieure (panneaux de portes, consoles centrales, certaines pièces d'aspect pour les sièges...).

Nos clients sont essentiellement des équipementiers automobiles de rang 1, présents dans toutes les régions du monde. Certains d'entre eux sont implantés en Tunisie, c'est le cas d'Autoliv, Marquardt, Valeo et autres qui ont des sites de production en Tunisie. Depuis la Tunisie, nous livrons également ces clients, et d'autres comme Faurecia, ZF-TRW, Reydel, Joyson Safet, notamment, sur l'Europe, le Maroc, la Turquie, mais aussi la Chine, les USA et le Mexique.

Aujourd'hui, Vernicolor Tunisia compte un effectif global de 255 personnes, sur un total groupe de plus de mille collaborateurs. Au cours des deux dernières années, nous avons intégré toutes les fonctions de management de projet, d'étude et de développement sur notre site historique de Grombalia. Cette forte croissance de nos effectifs en bureaux d'études nous permet d'accompagner nos clients dans les phases de co-conception / co-design avec nos équipes locales, basées au plus près des moyens de production finaux.

Notre chiffre d'affaires en Tunisie s'est élevé en 2017 à 5.5 millions d'euros. Du fait des nombreux investissements réalisés en 2017 et début 2018, nous sommes en forte croissance. Nos résultats en cours font apparaître jusque-là en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 8 millions d'euros, soit une progression de plus de 40% par rapport à l'exercice précédent. Vernicolor Groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé de 48 millions d'euros.



Quels sont les atouts majeurs de votre performance en Tunisie ?

Il est clair que les conditions économiques en Tunisie nous permettent d'avoir des coûts de production maîtrisés et d'atteindre de très bons niveaux de compétitivité. Mais principalement, la force de notre performance réside dans la qualité des ressources humaines, tant dans les postes opérationnels que dans les fonctions d'ingénierie ou les fonctions support. Toutes les compétences sont disponibles en Tunisie. Il y a une forte culture industrielle et un bon niveau de formation dans la quasi-totalité des disciplines liées à nos domaines d'activité.

Quelles sont vos perspectives de développement au cours des prochaines années ?

Nous sommes toujours en forte progression d'activité. Nous misons sur des perspectives favorables et nous travaillons à une croissance à long terme. Nous ouvrons donc notre deuxième site de production tunisien à El Fejja (la Manouba), qui sera pleinement opérationnel au second semestre 2019.

Qu'attendez-vous de ce premier Salon ?

Beaucoup de visiteurs, notamment des acteurs du marché automobile avec qui nous pourrions nouer des liens et collaborer dans le futur, bien sûr, mais pas uniquement. Les salons sont aussi des occasions de faire la promotion d'un domaine d'activité. Le secteur automobile offre de nombreuses perspectives de développement en Tunisie, il est important de le faire savoir. La TAA assure une excellente promotion de nos activités et de nos entreprises, et ce type d'événement permet une communication encore plus large et diversifiée.

Lamia Fourati

Chief Strategy officer, One TECH Group

Innovation, proximité et réactivité

Chez OneTech, nous avons une multitude de produits mécatroniques. Nous fabriquons les circuits imprimés, composant essentiel dans l'électronique, les cartes électroniques, les modules plastiques, les faisceaux en général et les modules électroniques et électromécaniques, essentiellement pour l'automobile.

Nous avons tout un panel de références clients dont: Valeo, Continental, Bosch, Delphi et bien d'autres encore.

Nous sommes actuellement 4 500 collaborateurs et nous observons une évolution positive de notre chiffre d'affaires atteignant les 700 MDT dont presque 80% réalisé à l'export, essentiellement sur l'Europe pour la partie automobile.

Quels sont les atouts majeurs de votre performance en Tunisie ?

En ayant des clients essentiellement basés en Europe et Europe de l'Est, nous avons plusieurs atouts. La compétitivité de nos ressources humaines, leur disponibilité et leur capacité à innover constituent un des piliers de la réussite de notre groupe. Notre positionnement est aussi important, car la proximité de nos clients est un atout essentiel en termes de réactivité et d'apport métier et engineering. Enfin, un atout que nous renforçons de plus en plus : notre expertise industrielle et notre capacité à apporter notre valeur ajoutée en termes d'innovation et de développement sur les produits.

Quelles sont vos perspectives de développement au cours des prochaines années ?

Notre stratégie est de nous internationaliser davantage pour accompagner nos clients, d'une part, et miser sur l'innovation, d'autre part. Notre vision est d'augmenter la valeur ajoutée de nos modules et sous-ensembles et d'accroître ainsi la croissance de nos activités vers l'Europe et d'autres marchés tels que les USA.

Qu'attendez-vous de ce premier Salon ?

Je pense que cette première édition du Salon Tunisia Automotive sera surtout importante pour montrer la Tunisie en tant que site de production pour les composants automobiles capable de relever le défi du développement international de ce marché. Il représente une excellente opportunité pour faire connaître notre groupe et

son savoir-faire dans l'automobile. Nous sommes très contents de pouvoir y participer et contribuer à l'effort national pour attirer des investissements étrangers dans le secteur automobile en Tunisie.



TIVOLI & XLV

LE CROSSOVER QUI SE MÉRITE

PROFITEZ DE NOS OFFRES À TAUX PRÉFÉRENTIELS
EN PARTENARIAT AVEC ATTIJARI LEASING



1 AN D'ENTRETIEN GRATUIT

* OU 20 000 KM



التجاري ليزنغ
Attijari Leasing



f Ssangyong Tunisie

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

SFAX - Rte de Gabès, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME



Périalisme et césarisme

Devant l'insécurité, l'affaiblissement de l'Etat et l'aggravation de la situation socioéconomique, des Tunisiens en nombre expriment ouvertement leur adhésion à une réforme constitutionnelle. Ils pensent que le salut passe par la mise en place d'un système de gouvernement dans lequel le pouvoir exécutif sera confié à un seul homme, un dictateur «élu» en quelque sorte. Le problème est que la Tunisie a déjà connu ce type de régime et qu'il a vite tourné au périalisme et au césarisme.

La Tunisie indépendante a vécu d'abord sous la férule d'un homme exceptionnel, au sens littéral du terme, tout à la fois «débiteur», éducateur et «père». Elle a vécu ensuite sous la férule d'un homme banal, au sens littéral du terme aussi, tout à la fois brute épaisse, accapareur et «parrain». Les deux régimes, quoique différents sous plusieurs aspects, appartiennent à la catégorie du «césarisme démocratique» et ont montré leur incapacité à évoluer en harmonie avec l'évolution socioéconomique et culturelle du pays et ce malgré des réalisations remarquables. Mais la leçon n'a pas été tirée. Un demi-siècle de présidentialisme a manifestement laissé des traces —syndrome de Carthage oblige— au point d'ancrer dans l'esprit d'un large public l'idée qu'un régime présidentiel, fût-il méprisant et absolutiste, est préférable à un régime parlementaire.

On peut se méfier du parlementarisme - c'est mon cas -, surtout s'il tourne à la partitocratie, mais pour porter un jugement équitable sur la Constitution en vigueur, il aurait fallu l'appliquer dans des conditions «honnêtes» par des partenaires «honnêtes». Il aurait fallu que tous jouent le jeu, loyalement, à commencer par le président de la République. Or celui-ci n'a pas cessé d'interpréter les textes à sa guise, de choisir des chefs de gouvernement à sa main, de nommer des ministres-conseillers à la Présidence, acte sans équivalent dans les démocraties modernes, et d'empiéter sur les domaines relevant constitutionnellement du chef de gouvernement. Jouant sur le penchant atavique de la classe dirigeante tunisienne à la division, le président de la République est allé plus loin encore dans la désagrégation de la vie démocratique en phagocytant élus, représentations intermédiaires, partis politiques (dont le sien) et organisations socioprofessionnelles.

Aucune Constitution ne peut fonctionner correctement dans ces conditions d'autant que le problème réside davantage dans le mode de scrutin aux législatives et dans le choix des dirigeants politiques que dans l'équilibre des pouvoirs. Et pour déloyal qu'il soit, le comportement du président de la République ne fait que répondre finalement à l'attente de beaucoup de Tunisiens. Ceux-ci aiment être dirigés «d'en haut» et jugent trop «communs» les régimes parlementaires bien que ces régimes prévalent dans la majorité des pays démocratiques. Ils préfèrent vivre, semble-t-il, sous le césarisme «démocratique», quitte à abdiquer leur libre arbitre et à s'asseoir sur leur dignité. En d'autres termes, la modification de la Constitution ne changera pas fondamentalement les choses si les Tunisiens restent majoritairement des citoyens-sujets. ■

H.T.



La deuxième étape est le montage, en créant une filiale dédiée, Medicars. Il introduira la célèbre marque indienne populaire Mahindra en version pick-up, qui sortira de ses chaînes implantées dans la région de Sousse. L'outil industriel bien maîtrisé l'autorise à élargir sa production à d'autres marques. Les voitures Geely naîtront ainsi à Sousse en superstar.

Le capitaine d'industrie et le parlementaire

Entrepreneur visionnaire qui a commencé un 26 janvier 1978 avec 50 dinars en poche, Hafedh Zouari est aussi courageux que généreux. A titre professionnel, comme sur le plan personnel. La tête est dans le développement et la rentabilité. Le cœur dans le soutien et la solidarité. Tellement soucieux de servir, il s'est trouvé engagé, quasiment malgré lui, dans une aventure de parlementaire, élu député Afek dans la circonscription de Sousse.

Son mandat au Bardo l'empêche de défendre ses droits et le prive de sa liberté de parole en tant que capitaine d'industrie, mais aussi lui prend beaucoup de temps au détriment de son groupe et de sa famille. Il lui procure, parfois, un moment de bonheur lorsqu'il parvient à faire aboutir une bonne proposition. C'est son seul réconfort face au grenouillage du marécage politicien ambiant.

Une montée en puissance industrielle et commerciale continue

Le Groupe Zouari réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 200 MD et emploie plus de 1 000 salariés permanents. Quand il s'agit pour lui d'investir, il n'hésite pas, réinvestissant sans cesse en bonne levure les revenus générés. Rien que pour la nouvelle chaîne de montage de Geely, il a déjà consenti pas moins de 21 millions de dinars (MD), y ajoutant 20 autres MD pour la mise en place de la plateforme logistique de livraison et de réparation (assurée par le réseau de SOTUDIS, en charge

également de la commercialisation et du service après-vente).

Nouveau fleuron de l'industrie automobile, véhicules utilitaires et voitures privées en Tunisie, Medicars aligne, avec des investissements de près de 40 MD, une capacité totale de production de 2750 unités, appelée à doubler en adoptant un système de deux équipes en rotation. Ses effectifs passeront en régime de croisière à 200 employés.

Hafedh Zouari ne compte pas s'arrêter là. De nouvelles plateformes de distribution et de services après-vente sont d'ores et déjà en chantier dans la banlieue sud de Tunis et nombre d'autres régions, dans un design futuriste et en toute fonctionnalité. Il reprendra également l'investissement industriel. C'est ainsi qu'il a déjà dans ses cartons le projet d'une nouvelle unité de montage de véhicules destinés à l'export, avec un investissement de près de 100 MD devant créer 500 emplois directs et indirects.

Avec  **GEELY**

Quand Hafedh Zouari relance le montage des voitures privées

Ce n'est pas un autre nouveau véhicule qui sort d'une chaîne de montage en Tunisie. C'est toute une symbolique, mais aussi toute une ambition qui commence à se concrétiser. En inaugurant, le 12 octobre dernier, dans la région de Sousse, la nouvelle chaîne d'assemblage de voitures particulières de la marque Geely, Hafedh Zouari célèbre plus d'un événement à la fois.

D'abord, la reprise, 30 ans après l'arrêt par la STIA, depuis 1987, du montage des voitures privées. Jusque-là, l'industrie automobile s'est limitée aux véhicules utilitaires.

Mais aussi le partenariat avec le premier constructeur automobile privé de Chine, Geely, propriétaire de Volvocars, actionnaire majoritaire de la firme allemande Daimler AG, du constructeur automobile anglais Lotus et à 49.9% du constructeur malaisien Proton... Après avoir racheté en 2013 les taxis londoniens. Et surtout initié un projet à long terme. Si le point de départ est d'assurer le montage de 1 500 à 2 000 unités par an pour couvrir les besoins du marché tunisien, c'est surtout vers l'export que s'intéresse le plus Hafedh Zouari. Les industriels chinois ont en effet compris que le coût du transport des véhicules représente

pas moins de 15% du prix de revient, alors qu'il peut être considérablement réduit s'agissant de CKD. De plus, l'intégration très avantageuse, grâce à des composants tunisiens, à la compétitivité du coût de la main-d'œuvre tunisienne et aux tarifs douaniers préférentiels ou l'abolition de barrières douanières (Europe, Maghreb, COMESA, et bientôt CEDA et MERCOSUR), permettent de comprimer les coûts et de réduire les prix de vente sur de grands marchés très porteurs.

Une stratégie bien pensée

C'est cette perspective particulièrement favorable que Hafedh Zouari a su prendre en compte dans son projet. Après des débuts, à travers les Ets. Zouari et la SOTUDIS, notamment dans la distribution d'engins de travaux publics, de machines agricoles et de véhicules utilitaires, ainsi que de voitures privées et de bus, tout en garantissant un service après-vente de première main, il a su gagner la confiance de ses partenaires, notamment les marques sud-coréennes Hyundai et Ssangyong, et chinoise, Kinglong, mais aussi ses clients publics et privés en Tunisie.



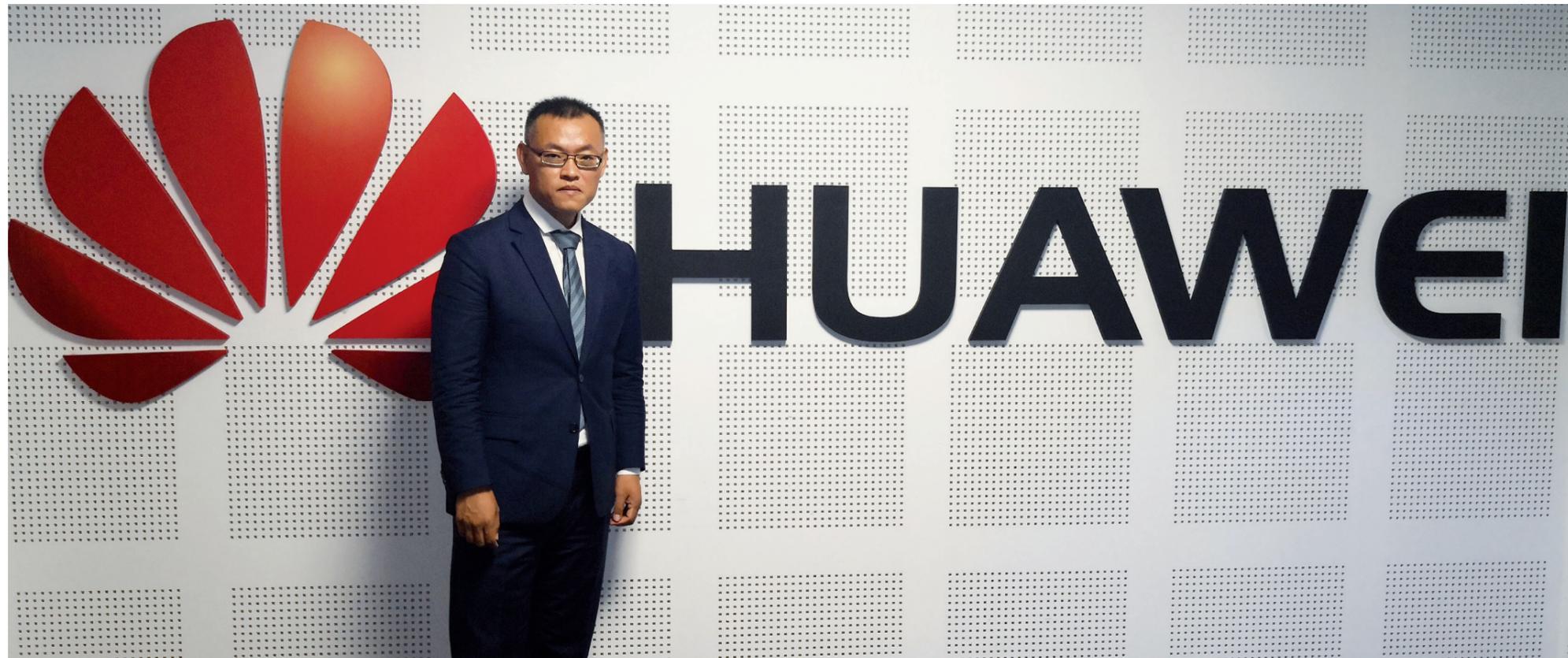
Photos usine en Chine



Une star optimisée

Intuitif certes, mais aussi attentif aux études de marché, Zouari sent bien la demande des clients. C'est ainsi qu'il portera son choix sur le lancement de la voiture Geely GC6. Avec 4,34 m de longueur pour 1.69 m de largeur, 1.435 m de hauteur et un empattement de 2.5 m, elle est dotée d'un moteur essence 1498 cylindrée. Une voiture qui convient parfaitement à la famille tunisienne à la recherche d'un bon rapport qualité / prix. Les premiers prototypes sont déjà sortis de la ligne de production certifiée par le constructeur. Elle sera commercialisée début 2019 aux côtés des autres modèles importés qui viendront compléter la gamme Geely en Tunisie.





Spark Zhang

Directeur général Tunisie

L'ambition de Huawei : la révolution digitale pour tous

Fournisseur global de solutions dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), la multinationale chinoise Huawei est aussi le premier fournisseur d'équipements télécoms dans le monde, avec un revenu annuel de 89,6 milliards \$ en 2017. Elle s'apprête à célébrer bientôt ses vingt ans de présence

en Tunisie, depuis 1999. Son directeur général Tunisie, Spark Zhang, revient sur les actions entreprises, les nouvelles approches et le plan d'action. Interview.

Quels sont les secteurs dans lesquels Huawei opère ?

Huawei opère dans plusieurs secteurs d'activité. Nous nous chargeons des

relations entre les consommateurs et l'entreprise, avec notre gamme de dispositifs connectés : smartphones, PC, tablettes, accessoires connectés, appareils mobiles à large bande et services de cloud (stockage dématérialisé). Nous sommes également un fournisseur d'infrastructure pour les trois opérateurs nationaux : Tunisie Telecom, Orange et Ooredoo. En tant que premier fabricant

d'équipements télécoms au monde, les premières opérations de Huawei en Tunisie ont commencé avec Tunisie Telecom. Nous avons ensuite élargi notre activité à d'autres opérateurs pour l'internet mobile 3G et 4G et les terminaux qui y sont associés.

Huawei « veut rendre le monde plus intelligent ». Comment comptez-vous vous y prendre ?

Peut-être avez-vous remarqué de nouveaux mots qui deviennent de plus en plus couramment utilisés : IA, pour Intelligence artificielle, IoT, pour Internet of Things, c'est-à-dire Internet des objets, ou encore technologies 5G. Nous sommes en plein dans la quatrième révolution industrielle : la digitalisation. Huawei contribue à cette révolution et rend de ce fait le monde plus intelligent. Ainsi, nous consacrons plus de 15% de notre revenu annuel à la recherche & développement.

Où en est Huawei sur les marchés tunisien et africain et vis-à-vis de ses concurrents ?

Après bientôt vingt ans en Tunisie, nous avons grandi ensemble avec nos clients et nos partenaires. Nous croyons que nous devons être un moteur essentiel de l'industrie des TIC. Nous ne serons pas seulement un partenaire industriel et économique des intervenants du secteur des TIC, mais aussi un groupe investi dans la responsabilité sociale, permettant aux talents potentiels de s'exprimer grâce à la mise en place de programmes de formation.

Nous sommes fiers d'être des partenaires stratégiques du ministère des Technologies de la communication et de l'Economie numérique pour sa stratégie nationale «Tunisie Digitale 2020», à laquelle le gouvernement tunisien attache une grande importance, particulièrement depuis début 2018. Nous nous positionnons en Tunisie en tant que membre le plus important du secteur des TIC. Partant de ce fait, nous pouvons parler de notre position sur le marché africain. Il y a l'accord passé entre Huawei et l'Union africaine. En effet, en janvier 2015, Huawei et l'Union africaine ont signé un protocole d'accord (MoU) pour la coopération entre les deux parties dans le domaine des TIC et le renforcement des capacités pour le continent africain.

Quelle implication dans les projets à accomplir en Tunisie ?

Nous nous considérons comme un membre important dans le secteur des TIC en Tunisie. Nous ne parlons pas seulement des activités économiques en tous genres car nous prévoyons de nous investir dans le social. Et nous mettons en œuvre tout ce que nous avons et nous savons : en quoi sommes-nous les meilleurs ? Comment contribuer à la société ? Quelle est la meilleure manière de le faire ? La meilleure manière de contribuer au développement du secteur des TIC tunisien est la transmission du savoir.

Habib Bourguiba, fondateur de la république tunisienne, avait bien dit : «Notre force réside dans notre capital humain». Et c'est pour cela que nous sommes engagés depuis plusieurs années à travers les programmes «Seeds for the Future» et «Huawei ICT Academy». Le programme Huawei ICT Academy en Tunisie a permis de former des centaines d'étudiants depuis le début du programme en décembre 2017 : en février 2018, ils étaient 800 étudiants inscrits aux cours dispensés dans sept universités réparties sur tout le territoire tunisien. Et, bien sûr, nous avons le programme «Seeds for the Future».

Lors des quatre dernières années, nous avons offert plus de 40 opportunités aux étudiants pour qu'ils suivent leur formation dans notre centre à Shenzhen. S'agissant de l'industrie proprement dite, nous mettons à disposition de tous une plateforme OpenLab. Il s'agit d'une plateforme d'élaboration de solutions et de vérifications de partenaires, permettant d'améliorer la compétitivité des produits, de générer davantage de valeur commerciale pour les clients et de proposer des solutions industrielles uniques inédites sur le marché traditionnel.

Quelle contribution de Huawei à «une vie meilleure» ?

Nous nous investissons dans la concrétisation d'une vie meilleure selon un programme en trois axes : combler le fossé numérique, promouvoir la protection environnementale et construire un écosystème industriel sain. Comblant le fossé digital, le terme regroupe l'ensemble de nos activités pour connecter ce qui ne l'est pas. Huawei s'engage à faire profiter chaque personne de la révolution digitale, l'introduire dans chaque maison et chaque organisme pour un monde pleinement connecté et intelligent. Maintenant, nous regardons vers l'avant, vers le futur : comment faire mieux, et comment mieux contribuer au développement de la société !

Epargne الخير

Du 1^{er} Novembre au 31 Décembre 2018

Taux d'intérêt exceptionnel de



Epargne الخير

ATB
البنك العربي لتونس

Des professionnels pour vous.

Pour bénéficier du taux d'intérêt exceptionnel de 6,5%* sur les dépôts d'épargne du 4^{ème} trimestre 2018, il vous suffit de :
- Soit souscrire à un compte Epargne El Khir ATB **
- Soit augmenter votre épargne de 50%*** et plus durant la période considérée.

سبب الخير... تلقى الخير بزايد.

*Taux d'intérêt actuel : 5% **Dépôt final supérieur à 500dt au 31/12/2018.
***Evolution minimale de 500dt au 31/12/2018.

www.atb.tn



ATB TUNISIE

FCAI



53

International

Retour de Shanghai Le dragon chinois et les autoroutes du futur

ACTIVATE
INTELLIGENCE
+智能, 见未来

Par Abdelhafidh Harguem



Shanghai - De l'envoyé spécial de Leaders, Abdelhafidh Harguem De nuit, la terrasse du 21^e étage du Wanda Reign, l'un des nombreux palaces de Shanghai, offre une vue féérique sur le Bund, boulevard jalonné de gratte-ciel et de somptueux édifices, au cœur de l'ancienne concession internationale de la ville ainsi que sur la ligne d'horizon du district de Pudong, sur la rive Est de la rivière Huangpu. →

urnommé le «Manhattan de Shanghai», ce nouveau quartier des affaires, construit au début des années 1990, après avoir été une zone où pullulaient les cabanes de riziculteurs et les hangars désaffectés, est aujourd'hui l'un des symboles les plus éloquentes des succès économiques de la Chine. Les scintillements des buildings, au milieu desquels trônent majestueusement la tour de télévision, appelée «la Perle de l'Orient», ainsi que les guirlandes lumineuses des bateaux

promenades émettant des sons stridents de musique imprimant sur les eaux de la rivière des plaques cristallines.

La splendeur du panorama éveille en moi des souvenirs d'un premier voyage en Chine, il y a 35 ans. Souvenirs toujours vivaces dans leurs moindres détails, indélébilement gravés dans la mémoire. Tant il est vrai que l'opulence et la grandeur de l'héritage de l'ère impériale dans un pays communiste où l'austérité était de rigueur ne pouvaient que marquer l'esprit du visiteur.

Leaders

N°90

Novembre

2018

Comment ne pas me rappeler encore cette foule dense d'ouvriers chinois qui, en se rendant à leur travail dans un impressionnant cortège de bicyclettes, investissaient, par un matin froid de décembre 1983, la place Tian'anmen? Spectacle singulier que j'observais du balcon de ma chambre à l'hôtel de Pékin à l'allure plutôt austère, mais luxueuse pour l'époque. Comment ne pas garder aussi en mémoire cette capitale plongée, de par l'architecture de ses bâtiments et la nonchalance de sa vie quotidienne, dans son histoire ancienne, ses artères dégagées, où les rares automobiles privées attiraient les regards admiratifs des passants?

Pour mieux appréhender les données du présent, il n'y a rien de mieux qu'une vue rétrospective de la situation dans laquelle se trouvait le pays, il y a quatre décennies. Auteur du célèbre livre *Quand la Chine s'éveillera le monde tremblera*, Alain Peyrefitte disait à juste titre : «*La Chine d'aujourd'hui ne prend son sens que si on la met en perspective avec la Chine d'hier*».

Au début des années 1980, le pays, faut-il le rappeler, venait de s'ouvrir au monde extérieur après avoir opté, sous la conduite de Deng Xiaoping, pour une politique économique plus libérale et mis en œuvre «des quatre modernisations» dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'éducation et des sciences, ainsi que dans le domaine de la défense et ce après le retentissant chaos engendré par «la Révolution Culturelle» de Mao Zedong. Ce fut le substrat du plan de développement de la Chine et les premières origines du prodigieux essor économique et des formidables progrès scientifiques et technologiques qu'elle connaît de nos jours. En 1983, un ouvrier chinois gagnait à peine 10 yuans par mois, le PIB était aux alentours de 230 milliards de dollars pour une population de 1,023 milliard d'habitants alors qu'en 2017, le PIB a atteint 12,24 billions de dollars et le revenu par tête d'habitant est passé de 225 dollars en 1983 à 16 760 dollars en 2017 pour une population de 1,386 milliard d'âmes. «*Nous n'avons pas perdu notre temps dans les palabres et les discussions oiseuses. Bien au contraire, nous nous sommes fixé un objectif : développer notre pays et le hisser au pinacle de la maîtrise scientifique et technologique dans le monde. Nous avons travaillé d'arrache-pied et dans la plus grande discrétion pour y parvenir*» explique, dans un français parfait, Philippe, cadre

supérieur au sein d'une grande entreprise chinoise, représentatif de cette jeunesse solidement formée et hautement qualifiée, qui prend aujourd'hui une part active au développement de son pays. Située à distance presque égale (un peu plus de 1 200 km) entre Pékin au nord et Hong Kong au sud, Shanghai est, sans conteste, la perle de la Chine du 21^e siècle, avec ses immeubles de verre, ses complexes commerciaux, son infrastructure routière, son réseau de transport public ultramoderne, ses zones de loisirs et d'attraction touristique, ainsi que son pont suspendu, celui de Yangpu, sur la rivière Huangpu. Reliant le district de Yangou à la nouvelle zone du district de Pudong, cet ouvrage est parmi les plus grands ponts à haubans dans le monde avec une travée centrale de plus de 600 mètres.

Dans la capitale économique de la Chine, l'une des villes les plus encombrées et les plus peuplées de la planète, avec plus de 24 millions d'habitants, ce qui attire l'attention, outre l'harmonie de l'architecture d'ensemble et la propreté de l'espace public, c'est l'absence quasi-totale du cash dans les transactions commerciales. Le paiement par carte de crédit ou smartphone est aujourd'hui une pratique répandue partout en Chine. Même les mendiants se sont mis à l'heure du numérique ! Notre accompagnateur Huang nous exhibe, non sans fierté, l'image de l'un d'eux tendant son portable à la quête de l'aumône. Autre fait remarquable dans cette mégapole : la police brille par son absence physique. Même si l'auto-discipline est une attitude commune aux citoyens chinois, on en vient à se demander comment la sécurité publique est assurée. Point d'énigme à cela. La plupart des villes, villages et bourgs chinois sont dotés de systèmes de surveillance vidéo. C'est là l'une des applications de l'Intelligence Artificielle dans laquelle le gouvernement chinois et la compagnie Huawei ne cessent d'investir généreusement depuis les années 1990 pour tirer parti des énormes opportunités qu'offre cette haute technologie. Et ce n'est nullement un hasard si cette compagnie a choisi l'AI comme thème du grand événement qu'elle a organisé les 10 et 11 octobre dernier à Shanghai (Huawei Connect 2018) et auquel ont été invitées plus de 20 mille personnes entre clients, partenaires et experts originaires de plus de 150 pays. Exemple emblématique de cette Chine qui dame le pion

aux puissances technologiques et scientifiques dont notamment les États Unis d'Amérique, Huawei tient à être un acteur primordial de la promotion de l'IA à l'échelle mondiale. Fournisseur global de solutions dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), deuxième pourvoyeur mondial de téléphones mobiles en termes de vente, cette compagnie, présente sur les marchés de près de 140 pays, se place dans la perspective du grand tournant technologique à l'orée duquel se trouve l'humanité.

«*À l'horizon 2025, il y aura 40 milliards d'appareils intelligents de par le monde. 86% des multinationales adopteront l'Intelligence Artificielle et le taux d'utilisation des données atteindra un taux jusqu'ici inégalé de 80%. L'Intelligence Artificielle sera, alors, aussi partagée que l'air que nous respirons*», lit-on dans une note de présentation de «Huawei Connect 2018». Abritant pour la troisième fois consécutive dans son centre d'exposition et palais des congrès le méga-événement de Huawei, Shanghai devient, en plus de son poids économique, une capitale technologique de premier plan. Cette stature, ajoutée à son occidentalisation à outrance, aggrave les disparités régionales en Chine où les provinces de l'ouest restent à vocation essentiellement rurale, accusant un important retard de développement. Avec cette occidentalisation, l'admirateur de la civilisation chinoise, notamment dans son attribut architectural, en arrive à regretter les altérations qu'elle a subies sous les coups de boutoir d'un modernisme débridé. Afin de retrouver cet univers authentiquement chinois, il faut quitter Shanghai pour se rendre à Xitang, à 90 km au sud-ouest de la ville. Même s'il est touristique, ce pittoresque village d'eau est une miniature de cette Chine exotique qu'on aime tant voir et visiter, avec ses anciennes maisons en pierre, ses ponts arqués, ses corridors et ses ruelles pavées, fermées à la circulation automobile.

Comment concilier authenticité et modernité, être à la pointe des progrès scientifiques et technologiques en poursuivant résolument la marche sur les autoroutes du futur, sans pour autant tomber dans les travers de la déculturation et de la standardisation des modes de vivre, de penser et d'agir? Tel me semble être le défi que le pays du dragon se doit de relever pour demeurer cette machine à fabriquer de la civilisation. 

Abdelhafidh Harguem

QNB Fidelity, un placement évolutif avec une rémunération progressive.

Un compte de placement ouvert avec un taux de rémunération évolutif sur une période de 5 ans pouvant atteindre 11% du placement initial.

Pour plus d'informations, contactez l'une de nos agences la plus proche de vous.



Impressions de voyage

Moscou bien illuminée sous mille feux et lumières



• Par Mounir Ben Miled

Ce n'est pas tous les jours que le visiteur peut voir Moscou sous toutes les couleurs orchestrées par une musique superbe et des jets d'eau sous toutes les lumières. Ce n'est qu'à l'occasion du festival annuel des lumières que l'on peut admirer Moscou sous les jeux des eaux et des lumières et sous les feux d'artifice.

La superbe Moscou est la plus grande ville d'Europe :

- avec une population estimée, d'après les derniers sondages, à 13 millions d'habitants à l'intérieur de

la ville, et 13 millions dans la banlieue auxquels il faut ajouter le chiffre record de l'année 2018 de 30 millions de visiteurs dont 5 millions de touristes étrangers et le reste venant de la Fédération de Russie.

- avec ses 2 511 km², ses 3 périphériques et ses espaces verts qui occupent 40 % de la superficie totale de Moscou.

Les visites se suivent et ne se ressemblent pas dans le Grand Moscou, qui vous surprend et vous enchante par ses monuments et ses attractions multiples avec

ses festivals variés et ses représentations culturelles très riches, que ce soit au théâtre Bolchoï ou dans le parc Gorki. Nous commencerons d'abord par la manifestation événementielle de septembre, à savoir :

- L'ouverture du Grand Festival des Lumières «Circle of Light». Cette manifestation annuelle change chaque année de place, de thème et de décor. C'est l'occasion idéale pour les architectes et les experts en audiovisuel du monde entier de donner libre cours à leur imagination et leur créativité et transformer l'apparence architecturale de la capitale en un centre d'attraction grandiose par des jeux de lumières et

de fontaines variés et bien colorés et des feux d'artifice, sous une musique très bien orchestrée. La clôture est pyrotechnique avec des jeux de feux d'artifice époustouflants.

Le spectateur apprécie à sa juste valeur les talents de tous les architectes et les différents experts qui ont fait preuve de beaucoup de créativité et d'imagination ainsi que d'une maîtrise parfaite de l'informatique et des techniques les plus avancées des spectacles. C'est un festival très réussi.

Le visiteur ne peut s'abstenir de se rendre à la Place Rouge qui porte d'ailleurs bien son nom, car elle s'appelait autrefois Kaciva ou Krasny, c'est-à-dire la place belle. C'est la place la plus célèbre du monde, avec ses 400m de long et 120m de large, elle est également le lieu de célèbres défilés militaires, et c'est depuis cette place que l'on peut visiter le Kremlin et la basilique colorée la Basilique de Basile Le Bienheureux, construite par Ivan le Terrible (Ivan IV). L'ensemble formé par la Place Rouge, le Kremlin et les autres monuments historiques furent déclarés, en 1990, patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.

- Le mausolée de Lénine et le Grand magasin Goum. Ce centre commercial a connu 3 phases dans sa vie, sous les tsars d'abord qui ont voulu s'inspirer de l'architecture de la gare Victoria de Londres. Puis sous le communisme où le centre était toujours vide. La 3e période se situe au cours de ces dix dernières années où le centre a vraiment connu une véritable renaissance et une reprise des activités pour devenir l'un des centres le plus chic du monde, avec des galeries espacées et des noms de marque les plus luxueuses en habits, bijoux, cuir et chaussures, couronné par un des grands magasins ouvrant sur la Place Rouge, en face du mausolée de Lénine, comme pour le défier, et qui abrite la marque la plus chère au monde: Louis Vuitton.

- Le Bunker 42 ou le musée de la Guerre froide qui raconte une partie de l'histoire de la Guerre froide des années 60. Il a été construit sur 7 000m² de surface et 65 m de profondeur -l'équivalent de 20 étages - pour servir de siège de communication et d'abri pour les habitants en cas d'éventuelles attaques nucléaires des Etats-Unis. Il a été transformé depuis les années 80 en musée historique, exposant les échantillons de bombes et les équipements de communication de l'époque de la Guerre froide.

- L'Université de Moscou, édifiée à environ 15 km

de la ville, est parmi les 7 monuments construits par Staline depuis 1947, s'inspirant de l'Empire State Building et qui ont été affectés le premier au ministère des Affaires étrangères, le deuxième à l'Université. Deux autres bâtiments ont été transformés en hôtels et trois autres en bureaux.

La visite se poursuit avec :

- Une croisière sur la rivière de Moscou «Moskva», qui dure 3 heures. Cette rivière longue de 500 km dont 70 km dans Moscou. Elle permet au visiteur de découvrir la plupart des sites et des grands monuments vus de la rivière, tels que le Kremlin, le Novadevichi couvent, le monument de Pierre le Grand, la Cathédrale Saint Basile, la Maison blanche qui abrite le bureau du Premier ministre, ainsi que le Stade Luzhniki.

- Le Stade Luzhniki, construit en 1960, a été rénové une première fois en 1980 pour les Jeux olympiques, puis une deuxième fois en 1995 et une troisième fois en 2017/2018 à l'occasion de la Coupe du monde de football, suivant les normes les plus exigeantes de la Fifa, et qui a abrité la finale de cette même coupe.

- Le Zaryadye Parc, en plein centre de Moscou et qui est un parc naturel de 11 ha, avec plus de 100 000 arbres, arbustes et fleurs, ainsi que des lieux de jeux pour enfants. Son concept unique inclut différentes zones climatiques recréées artificiellement et un « pont flottant » au-dessus de la Moskova. Un véritable havre de paix et de joie de vivre.

A Moscou, l'ancien et le moderne coexistent, il suffit de visiter le quartier de Moskva-City, qui est constitué d'un ensemble de buildings modernes, dont l'un est le plus haut d'Europe avec 90 étages, appelé La Tour Fédération avec une vue de 360 degrés sur la capitale.

Le visiteur ne peut rester insensible à la joie de vivre du peuple russe qui est très fier de son histoire. C'est un peuple très chaleureux, accueillant, bien équilibré malgré la diversité des ethnies. Il est très respectueux des autres, discipliné, surtout au niveau de la circulation, et la propreté n'est pas seulement un slogan mais c'est quelque chose qui frappe le visiteur, que ce soit dans les parcs, les rues ou sur les voies. Moscou est si accueillante et son peuple est si charmant qu'ils vous donnent l'envie de revenir. **L**

M.B.M.



CESSION DE 100% DU CAPITAL DE LA SOCIETE ARCHEVECHE - SA ET DE 56,43% DU CAPITAL DE LA SOCIETE CLUB ELYSSA

Objet de l'Appel à Manifestation d'Intérêt :

AL KARAMA HOLDING, agissant pour le compte de l'Etat Tunisien (le «Cédant»), envisage de procéder, sur Appel d'Offres, à la cession des participations publiques directes représentant 100% du capital de la société ARCHEVECHE SA et 56,43% du capital de la société CLUB ELYSSA (la « Société » ou les « Sociétés »).

FICOM CONSEIL a été retenu comme Conseiller Exclusif d'AL KARAMA HOLDING pour la réalisation de l'ensemble de l'opération de cession envisagée (l'«Opération»).

Les investisseurs peuvent soumissionner pour l'acquisition de (i) soit 100% du capital de l'ARCHEVECHE, (ii) soit 56,43% du capital de CLUB ELYSSA (iii) soit 100% du capital de la société ARCHEVECHE SA et 56,43% du capital de la société CLUB ELYSSA.

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt (l'« AMI ») a pour objectif (i) d'informer les investisseurs de cette Opération, (ii) de décrire le processus de cession et (iii) de renseigner les investisseurs intéressés sur les modalités de retrait du dossier de pré-qualification (le « DPQ »).

Considérations Clés :

L'ARCHEVECHE SA est une société anonyme créée en 2007. Son capital s'élève à 900 000 DT pour 90 000 actions. La société a pour objet principal (i) la création d'un centre culturel et de loisirs (ii) une salle de sport (iii) un salon de coiffure et (iv) thalassothérapie. Elle dispose d'un terrain de 2 000 m² faisant l'objet d'une concession d'une durée de 60 ans sur lequel elle a construit un centre de Spa comprenant une piscine couverte, un hammam, des salles de massages, d'esthétique et de sport.

CLUB ELYSSA est une société à responsabilité limitée créée en 2007. Son capital s'élève à 155 500 DT pour 15 550 parts sociales. La société a pour objet principal l'exploitation de restaurants et d'espaces de loisirs ainsi que toute activité commerciale, immobilière ayant trait à son objet social. La société exploite un bâtiment, en location, comprenant une salle de fête/séminaire, un club, un restaurant, etc.

Les deux sociétés sont implantées au Parc de Sidi Bou Saïd.

Processus de cession :

Le processus de cession comprend une phase de pré-qualification des candidats suivie d'une phase d'offres financières ouverte à tous les candidats pré-qualifiés.

Eligibilité

Tout investisseur de nationalité tunisienne ou étrangère désirant participer à ce processus peut être (i) une personne physique ou morale ou (ii) un consortium dirigé par un chef de file.

Phase de Pré-qualification :

Les investisseurs intéressés sont invités à retirer, à partir du **Jeu** **25 Octobre 2018 à 10h00** au siège de Al Karama Holding, sis au rue du Lac d'Annecy, passage du Lac Malawi - Les Berges du Lac, Tunis, un dossier de pré-qualification, relatif aux deux Sociétés, qui définit le processus et les critères de pré-qualification.

Le retrait du DPQ est conditionné par (i) la présentation à la société Al Karama Holding d'un accord de confidentialité (l'«**Accord de Confidentialité**»), dûment signé et comportant le cachet le cas échéant, téléchargeables sur le site web www.alkaramaholding.com et (ii) le paiement d'un montant non restituable s'élevant à mille (1 000) dinars tunisiens par chèque certifié libellé au profit d'Al Karama Holding, par virement bancaire ou en espèces.

Al Karama Holding se réserve le droit, à tout moment du processus, de ne pas retenir un ou plusieurs investisseurs pour participer au processus de cession, en cas de non-respect par le/les investisseur(s) intéressé(s) de la réglementation en vigueur, des règles d'ordre public ou des dispositions du présent Appel à Manifestation d'Intérêt.

Les investisseurs intéressés devront faire parvenir leurs dossiers de Manifestation d'Intérêt directement par porteur contre décharge ou par courrier express (le cachet du bureau d'ordre ou celui de la poste faisant foi) et ce au plus tard le :

Vendredi 30 Novembre 2018 à 17h

à l'adresse suivante :

**Al Karama Holding,
Rue du Lac d'Annecy, Passage du Lac Malawi, Les
Berges du Lac, 1053 Tunis.**

Phase d'offre financière

Les candidats pré-qualifiés seront notifiés, et auront à leur disposition un Dossier d'Appel d'Offres, comportant (i) le Règlement d'Appel d'Offres incluant un projet du contrat de cession et (ii) le Mémoire d'Information comportant une présentation de la Société objet de leur manifestation d'intérêt, de son environnement socio-économique et du secteur dans lequel elle opère.

Travaux de due diligence

Les candidats pré-qualifiés (i) auront la possibilité d'effectuer des travaux de Due Diligence dans le cadre d'une Data Room (ii) visiter les locaux de la Société objet de leur manifestation d'intérêt (iii) rencontrer son management (iv) poser leurs questions par écrit et proposer des amendements au projet d'acte de cession selon un calendrier et des modalités qui seront définies dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Les candidats intéressés peuvent prendre contact avec FICOM CONSEIL pour tout complément d'informations sur cette opération.

✉ 51 Avenue Alain Savary 1002 Tunis. ☎ +216 71 281 827 – FAX 71 785 561

M. Foued ROUISSI
foued.rouissi@ficom-conseil.com

Mme. Dhouha MECHERGUI
dhouha.mechergui@ficom-conseil.com



Comment la Turquie réussit sa percée en Afrique

Istanbul - De l'envoyé spécial de Leaders, Mohamed Ibrahim Hsairi.

Lorsque j'ai assisté aux travaux de la deuxième édition du Forum économique et d'affaires Turquie-Afrique qui s'est tenue les 10 et 11 octobre 2018 à Istanbul, et qui a vu la participation à ses travaux de près d'un millier d'hommes d'affaires et plus de 30 ministres venant de 49 pays du continent africain, à côté de près de 2 000 entrepreneurs turcs, j'avoue que j'ai été surpris tant par l'ampleur des performances accomplies par la Turquie dans le cadre de sa politique d'ouverture à l'Afrique que par le pouvoir d'attraction qu'elle peut exercer sur les Africains. →

Organisé conjointement par le Conseil turc des relations économiques extérieures (DEIK) et la Commission de l'Union africaine, ce forum avait pour objectif et pour ambition d'être un accélérateur qui renforce et dynamise davantage les relations commerciales et économiques entre la Turquie et les pays africains.

C'est ce que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a tenu à souligner, encore une

fois, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture des travaux du forum, en présence notamment de son homologue éthiopien Mulatu Teshome. L'Afrique, a-t-il affirmé, revêt une grande importance pour la Turquie et les Turcs se réjouissent de leur partenariat «stratégique» avec le continent africain. Ils veulent y accroître leurs investissements et développer leurs échanges avec l'ensemble de ses pays, d'autant plus qu'ils remarquent que leurs «frères africains» sont animés de la même volonté. Faisant état du bilan de la coopération de son pays avec l'Afrique, il s'est notamment félicité de la croissance →



→ du volume des échanges commerciaux avec les pays africains qui, grâce à la politique d'ouverture à l'Afrique lancée par Ankara seulement depuis une quinzaine d'années (précisément en 2003), ont quintuplé, dépassant actuellement les 20 milliards de dollars. Il est à signaler qu'avec ce volume d'échanges, la Turquie talonne les autres pays émergents tels que le Brésil ou la Corée du Sud, qui se sont investis dans les économies africaines et sont venus concurrencer les partenaires historiques, pour ne pas dire les anciens colonisateurs des pays africains.

Parallèlement, la présence industrielle turque s'est aussi amplifiée avec des investissements considérables dans les domaines de la construction d'infrastructures, de l'énergie, du textile, de la machinerie, des meubles, des appareils domestiques et des mines... Selon les données officielles de la Turquie, l'Afrique représente aujourd'hui 21% du chiffre d'affaires des entrepreneurs turcs qui ont pu, ces dernières années, réaliser 1 150 projets pour une valeur cumulée de 65 milliards de dollars dans différents pays africains.

Le diplomatique, l'économique et l'aérien

Quels sont donc les secrets de cette prouesse ou de cette «success story» turque ?

Le premier secret semble être la stratégie rationnelle et pragmatique minutieusement mise au point par le Parti de la justice et du développement (AKP) qui, arrivé au pouvoir en 2002, a voulu mettre en application la « politique d'ouverture à l'Afrique » adoptée en 1998 par son prédécesseur, le Parti de la vertu (en turc : Fazilet Partisi ou FP).

Pour un pays fort de son développement économique (17^e puissance économique mondiale) et qui ambitionne de peser de tout son poids dans le monde multipolaire qui est en train de voir le jour progressivement, cette stratégie conjugue, à la fois, offensive

diplomatique et offensive économique. Elle multiplie les démarches qui vont des fréquentes visites présidentielles dans les différents pays africains (24 visites) à l'augmentation du nombre des ambassades turques sur le continent (de 12 en 2009 à 42 ambassades aujourd'hui), en passant par l'accroissement du budget d'aide au développement, la création de nouvelles lignes aériennes reliant les capitales africaines aux principales villes turques (la compagnie nationale turque, Turkish Airlines, qui ne desservait que 4 destinations en 2008, propose aujourd'hui 51 destinations dans 33 pays du continent) et même le développement de la coopération militaire (après la base militaire en Somalie, dans la Corne d'Afrique, c'est au Soudan, en mer Rouge, que la Turquie installe sa deuxième base en Afrique).

Par ailleurs, cette stratégie qui s'inscrit dans le cadre de ce que Ahmet Davutolu, le théoricien et ancien ministre des Affaires étrangères de la Turquie, appelle la « redéfinition de l'identité internationale de la Turquie afin de passer du statut d'allié de l'Occident au rôle actif et constructif d'acteur global », combine l'humanitaire et le profit et a pour socle une philosophie de la coopération qui associe l'idéalisme au pragmatisme. A cet égard, tant les démarches des hommes politiques que celles des acteurs économiques sont, souvent, accompagnées d'un large cortège d'opérateurs humanitaires turcs. La « Turkish International Cooperation and Development Agency » (TIKA) et plusieurs autres réseaux humanitaro-religieux constituent l'un des moteurs de l'expansion turque en Afrique.

L'humain

De même, la Turquie aime affirmer et réaffirmer que ses relations avec le continent africain sont fondées sur le principe de gagnant-gagnant et qu'elle est prête à établir des relations équilibrées et partager son expérience de développement avec l'Afrique. En outre, et estimant que la croissance durable et la prospérité des pays en développement sont tributaires de la résistance

économique aux pays occidentaux qui ne cessent de montrer à l'égard de l'Afrique une logique de profits à sens unique, le président turc, dont le pays a fait l'objet, récemment, de pressions économiques et d'attaques spéculatives, a lancé un véritable réquisitoire contre ce qu'il a appelé «de néocolonialisme» par lequel certaines puissances mondiales s'obstinent à imposer un modèle unique de développement qui s'avère néfaste pour les pays les moins avancés.

Dans ce contexte, il a appelé les pays africains à commercer et à créer des entreprises communes avec la Turquie en utilisant les monnaies locales, afin d'échapper au diktat des devises étrangères. «Sauvons notre commerce des risques posés par les devises étrangères», a-t-il fermement recommandé à ses « frères et amis africains » et à ses compatriotes. C'est là, me semble-t-il, un discours en quelque sorte « révolutionnaire » qui, combiné avec les multiples et efficaces actions patiemment et continuellement déployées par la Turquie sur tous les plans et dans tous les domaines, en a fait un partenaire préféré de l'Afrique.

Aussi, et pour conclure, il faut noter que le deuxième Forum économique et d'affaires Turquie-Afrique s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une prochaine manifestation beaucoup plus importante, celle du troisième sommet de partenariat entre la Turquie et l'Union africaine qui se tiendra, pour la seconde fois, à Istanbul en 2019. Ce sommet sera une nouvelle occasion pour Ankara de montrer qu'elle est bien décidée à renforcer son partenariat avec le continent africain, car elle croit fermement que ce partenariat est voué à un avenir prometteur, et qu'il constituera une plateforme solide qui favorisera la promotion d'une coopération mutuellement bénéfique et de longue durée entre la Turquie et l'Afrique.

A ceux, donc, qui veulent réellement promouvoir leurs relations avec le continent africain de bien contempler cette « success story » turque afin d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

M.I.H.



استري للتأمين
ASTREE ASSURANCES

avec
EPARGNE PLUS

assurez votre avenir
en toute tranquillité

La BANQUE DE TUNISIE en partenariat avec ASTRÉE ASSURANCES, vous propose le contrat «ÉPARGNE PLUS» qui vous permet, ainsi qu'à vos proches, d'avancer dans la vie en toute sécurité tout en bénéficiant d'une fiscalité optimisée.

Les Tunisiens au BI-MU, le plus important salon italien sur la robotisation

Des partenariats en perspective



Milan – De l'envoyée spéciale de Leaders, Najeh Kharrez. La pointe de la technologie en machines-outils et automatisation industrielle est impressionnante, avec cette robotisation poussée. Plus de 60 000 visiteurs professionnels ont pu le mesurer à la faveur du Salon Bi-MU, le plus important d'Italie, dédié à la robotisation, et l'un des plus grands au monde, qui s'est tenu du 9 au 13 octobre dernier à la Foire de Milan, RHO. Organisé par Ucima, l'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE) et le ministère du Développement économique, il a réuni pas moins de 1 056 exposants, dont presque la moitié provient de 27 pays. →



En grande première sont présentées les dernières innovations en machines-outils pour l'automatisation des robots ainsi que les nouveautés en composants, solutions de soudage et d'assemblage et autres. De plus, nombre de stands sont consacrés à la construction de machines, la fabrication d'outils, l'impression 3D, l'industrie, la technique d'automatisation, au traitement des métaux, à l'usinage des métaux et autres.

Faisant partie de délégations de 22 pays venues de divers continents visiter le salon, la délégation tunisienne a pu évaluer toute l'étendue du potentiel de coopération et d'échanges commerciaux avec les exposants du salon suite à des rencontres B2B. Elle était composée de :

- Bechir Boujdai, P.D.G. de Coldeq – Hydroméca, groupe spécialisé dans le matériel frigorifique
- Inès Ben Salha, tradanalyst à l'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE)
- Fayçal Achour, P.D.G. de Centrax, société spécialisée dans les travaux d'usinage, de tôlerie et d'assemblage et la chaudronnerie s'appliquant aux secteurs de l'automobile ou encore des satellites systèmes
- Wissam Dormek, directeur commercial de Revolon, société spécialisée dans la distribution des produits métallurgiques, des aciers spéciaux et des fournitures industrielles

Elle était invitée par l'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE), l'agence gouvernementale qui contribue à l'internationalisation des entreprises italiennes, sous l'égide du ministère du Développement économique. L'ICE a pour mission de faciliter et promouvoir le développement international des PME et leurs exportations, des associations professionnelles et des consortiums. L'ICE soutient l'exportation des biens et services "Made in Italy" à l'international. Son siège est à Rome, elle dispose d'un bureau à Milan et d'un réseau de bureaux dans le monde rattaché aux ambassades et consulats ; elle offre des services d'information, d'assistance, de conseil, de promotion, de formation et de coopération dans les secteurs de l'industrie, des biens de consommation et des services.

Rendez-vous tous les deux ans avec BI-MU. La prochaine édition se tiendra du 13 au 17 octobre 2020. 🇮🇹

N.I.K



LA FIAT PANDA À PRIX MALIN

À PARTIR DE 34 500 DT +3 ANS DE GARANTIE



ITALCAR
Représentation de matériel de transport

FIAT TUNISIE

Tunis : Showroom les Berges du Lac : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 531 - 31 363 250 / Fax : 71 655 407 .Showroom Megrine : Zone Industrielle Megrine route de Sousse GP1 5.5 km – Tél.: 31 363 250 / Fax : 71 297 177. **S.A.V.** : Cité El Khadra, Avenue Louis Braille, 1003 Tunis – Tél. : 71 773 322 / Fax : 71 733 399 .**Bhar Lazreg** : Aerocar Service Rue Ibn El Jazzar Bhar Lazreg, 2076 La Marsa Tunis - Tél. : 31 401 282 / Fax : 32 401 282 .**Ezzahra** : Eurocar Services, Ezzahra -Tél. : 31 505 019 .**Mnihla** : Société Tunicar, route de Bizerte Sanhaji El Mnhla, 2094 Ariana – Tél. : 70 527 806 / Fax : 70 527 816 .**Bizerte** : L'expert Automobile : Hafer Moher km3, route Menzel Bourguiba, Bizerte 7000 - Tél. : 72 510 366 / Fax : 72 510 366 .**Béja** : ABM 2, Rue El Yasmine, Cité des agents de la sûreté, Sidi Fradj 9029, Béja Sud Tél. : 78 453 820 / Fax : 78 455 198. **Nabeul** : Cap Bon Motor's : Avenue du Maghreb Arabe, 8000 Nabeul - Tél.: 72 272 702 – 72 272 708 Fax : 72 272 699 .**Sousse** : Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse – Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089 .**Monastir** : Zone Industrielle Ghedir, 5000 Monastir - Tél. : 73 425 932 Fax : 73 425 933 .**Mahdia** : Société Alfatimya Cars, route de Boumerdes Ezzahra, Mahdia - Tél. : 73 671 630 - 98 771 683 / Fax : 73 425 933 .**Sfax** : Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax – Tél. : 74 287 381 – 74 287 382 / Fax : 74 287 375 .**Kairouan** : Gharbi d'Equipement Général, Avenue de l'environnement 3100 Kairouan - Tél. : 77 300 575 - 77 300 574 / Fax : 77 304 453. **Gafsa** : Auto Sud, Cité El Menzeh Gafsa Aéroport 2151 - Tél. : 76 217 632 / Fax : 76 217 016 .**Gabès** : Thabti Auto Services : Avenue Abou El Kacem El Chebbi, 6011 Gabès - Tél. : 75 293 205 / Fax : 75 293 225 .**Djerba** : Djerba Tourism Services : Km 2, Route Houmet Souk, 4116 Djerba Midoun – Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 / Fax : 75 764 552. **E-mail**: italcar@italcar-sa.com.

Un master class de la bonne gouvernance et de la démocratie participative

Les élus des 350 municipalités de Tunisie étaient conviés, jeudi 4 octobre dernier, à la première journée nationale des collectivités locales qui fera désormais date. Elle marque en effet un nouveau jalon sur la voie de la mise en œuvre du processus de décentralisation en Tunisie consacré par la Constitution et les textes juridiques afférents dont la promulgation du code des collectivités locales.

Deux grandes thématiques étaient à l'ordre du jour : les nouvelles approches de la gouvernance locale (transparence, reddition, performance et coopération internationale...) et la gestion municipale, gouvernance locale, planification et innovation. L'appui des pouvoirs publics est substantiel comme l'affirmera le chef du gouvernement Youssef Chahed, annonçant une série de mesures en faveur des collectivités locales. De son côté aussi, le ministre des Affaires locales et de l'Environnement, Riadh Mouakhar, rappellera la feuille de route initiale qui sera celle des nouveaux conseils municipaux. En outre, ces assises ont été l'occasion de décerner une série de prix nationaux.

Durant un mandat de cinq ans, les élus portés par le scrutin de mai dernier sont appelés à prendre en charge, en particulier, la responsabilité de l'aménagement de l'espace territorial, l'environnement, l'éducation et le secteur de la santé des citoyens dans les villes, villages et bourgades. Une mission d'autant plus enthousiasmante que la constitution post-révolution faisant évoluer le concept de la déconcentration vers une décentralisation octroie davantage d'autonomie et d'attributions aux collectivités locales et régionales.

De la supervision à la prospective

Le ministre des Affaires locales et de l'Environnement l'a d'emblée souligné : «*Nous sommes dans une phase à dimension institutionnelle, prélude à la promotion du cadre de vie des citoyens et la modernisation des prestations de proximité*». Et d'ajouter que les nouvelles attributions accordées aux collectivités locales «*posent des défis inédits et des questions en suspens qu'il importe de relever par un diagnostic de la situation de chaque municipalité et ses capacités d'ordre humain, financier et organisationnel. Nous avons dépassé le stade de la supervision vers celui de la prospective*».

Les lauréats

Prix de la commune la plus propre

- Al Guettar (Gafsa)
- La Marsa (Tunis)
- Matmata al kadima (Gabès)
- Hergla (Sousse)
- Kélibia (Nabeul)

Prix de la réalisation des investissements

- Chihia (Sfax)
- Regueb (Sidi Bouzid)
- Foussana (Kasserine)

Prix de la transparence

- Mahrès (Sfax)
- Zriba (Zaghouan)
- Chenini Nahal (Gabès)

Prix de la performance

- 3 communes ex aequo :
- Dar Allouch (gouvernorat de Nabeul)
 - Chihia (gouvernorat de Sfax)
 - Al Maagoula (gouvernorat de Béja)

De son côté, Chahed s'est félicité du succès du dernier scrutin municipal «*en dépit, dit-il, du faible taux de participation alors que l'alternance et la transition démocratique se mettent en place, grâce à tous ceux qui croient en la démocratie, aux valeurs de la République et au respect des droits de l'Homme. Nous n'avons pas emprunté la voie de la facilité mais plutôt celle plus difficile de la démocratie participative, convaincus que la démocratie se construit avec des démocrates et que le consensus ne rime pas forcément avec l'unanimité*».

Exprimant la détermination du gouvernement à mener «*graduellement*» le processus de décentralisation, Chahed a annoncé dans la foulée que l'Etat prendrait en charge la dette d'une trentaine de municipalités, à hauteur d'un montant de 100 millions de dinars.

Une société civile vigilante

Attaché aux acquis constitutionnels relatifs à la gouvernance locale, un collectif d'associations de la société civile a pris part activement aux débats de cette journée. Dans une déclaration commune, le collectif s'est félicité du déroulement du dernier scrutin municipal et a appelé l'Isie à fixer la date du scrutin des collectivités régionales. Il recommande notamment aux nouveaux édiles d'épargner l'action municipale des «*dissensions partisans et idéologiques*» pour se consacrer à leur mission fondamentale, à savoir promouvoir le cadre de vie des citoyens.

Le collectif met également l'accent sur l'approche participative et citoyenne de la gestion municipale dans un esprit d'équité (droits et devoirs) et la transparence (libre accès à l'information).





Khayreddine en Allemagne

Dans le chapitre consacré à la Prusse, et en soulignant les mérites du roi Frédéric II en matière de justice et d'Etat de droit, l'auteur de *Aqwam al-masâlik fi ma'rifati ahwâl al-mamâlik*, Khyreddin at-tûnisî, cite comme exemple révélateur le cas du meunier de Potsdam qui refusa de céder son moulin au besoin de l'aménagement du château royal de Sansouci et eut gain de cause devant le roi et la justice prussienne. Khayreddine conclut en précisant qu'il s'était bien assuré de la véracité des faits en voyant de ses propres yeux ce moulin à sa place dans la banlieue de Berlin.

La visite dont il est question remontait à avril/mai 1863. Il s'agissait d'une mission diplomatique auprès de la cour prussienne, au fait la deuxième dans la même direction. Une première rencontre de Khayreddin, en qualité d'émissaire du Bey de Tunis, avec le roi de Prusse eut lieu, deux ans plus tôt, mais bien loin de la capitale de la Prusse, exactement à Baden-Baden, la célèbre station thermale dans le Grand-duché de Bade, au sud-ouest de l'Allemagne.

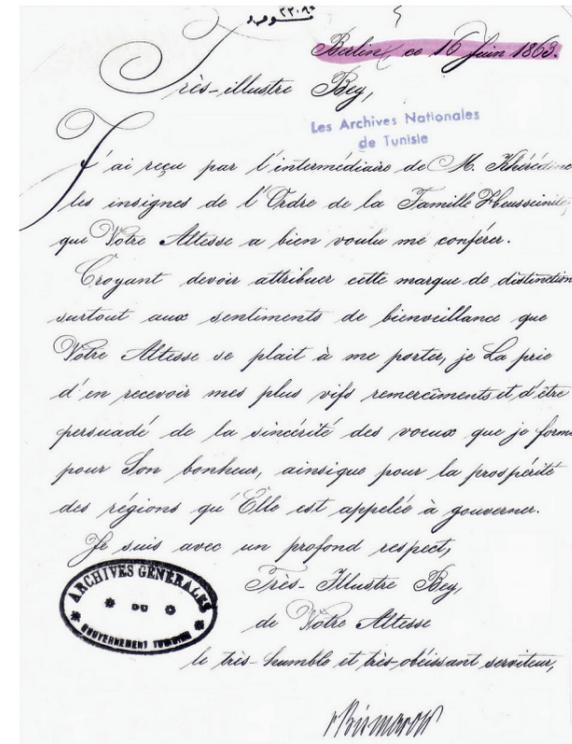
L'apôtre d'une régénération du monde de l'Islam, qu'il fut, Khayreddine n'était sans doute pas resté à l'écart des sentiments d'admiration et de haute considération envers l'Allemagne, naguère et longtemps encore largement répandus dans le monde arabo-musulman, notamment depuis la victoire éclatante des forces allemandes sur la France en 1870. Il n'est certainement pas demeuré insensible à la percée sensationnelle de la nation allemande au courant de la seconde moitié du 19^e siècle et l'émergence de l'Allemagne comme nouvelle puissance militaire, politique et industrielle de premier ordre. Jusqu'à la parution de «Aqwam al masalik» en 1867/68, c'était bien entendu l'Etat prussien qui, avant la réunification, incorporait essentiellement cette dynamique allemande. Déjà l'anecdote évoquée au début force à admettre que les chapitres qui y sont consacrés à cet Etat ne s'appuyaient pas uniquement sur les sources, essentiellement françaises, que l'auteur avait pu consulter, mais certainement aussi sur des observations directes et impressions immédiates résultant des visites évoquées.

Dans l'histoire de la Régence de Tunis précoloniale, l'an 1861 est, comme on le sait, marqué par la proclamation d'une Constitution moderne. Aussitôt après son entrée en vigueur, le 13 avril, des messages de félicitations à l'adresse de Sâdaq Bey affluèrent en provenance de diverses Cours européennes. Sâdaq Bey, dans un élan de gratitude certes, mais sans doute aussi pour ne pas rater une aussi précieuse



• Par Mounir Fendri

opportunité de se faire traiter en pair par ces monarques de l'Europe civilisée, et marquer ainsi sa souveraineté contestée, s'empressa d'organiser une ambassade pour faire parvenir à leurs Majestés les expressions et signes de sa reconnaissance.



Dans sa tournée européenne de 1861, Khayreddine avait effectivement été reçu par tous les souverains auxquels il était adressé, mais aussi, et en plus de l'Empereur autrichien, par le Roi de Prusse, Guillaume 1^{er}, le futur chef d'Empire. Non programmée, la rencontre fut au fait le fruit d'une improvisation en cours de route. Contrairement aux autres monarques, le Roi de Prusse n'avait pas pensé congratuler le Bey de Tunis. A son départ, Khayreddine n'avait donc pas de consignes relatives à ce prince et son gouvernement. Khayreddine quitta Tunis le 23 juin à bord du vapeur beylical «El Beji». Il était accompagné, selon Ahmad Ibn Abi Dhiaf, de «Muhammad, le fils du Ministre Mustapha Khaznadar, du secrétaire Mohammad Baccouche, d'El Arbi Zarrouq, le vice-président du Conseil Municipal, et d'autres personnes.» Il faut y ajouter notamment Charles Tulin qui, dès 1865, succéda à son père en tant que Consul Général du royaume de Suède, et Chargé d'affaires du royaume de Prusse, avant d'être nommé en octobre 1870 Consul général de la Confédération de l'Allemagne du Nord, puis du Reich, proclamé (à Versailles) le 18 janvier 1871. Il sera officiellement l'interprète de l'ambassade beylicale. Il jouera particulièrement un rôle d'intermédiaire dans les prises de contact du chef de la mission avec les Cours sollicitées, plus particulièrement celles de Stockholm puis de Berlin.

Le 5 juillet, et après s'être rendu compte que ni l'Empereur, Napoléon III, ni le ministre des Affaires étrangères, Thouvenel, n'étaient sur place pour



le recevoir, Khayreddine et ses compagnons quittent Paris pour se rendre à Stockholm. Ils durent traverser l'Allemagne par train jusqu'à Stettin au nord-est, d'où ils s'embarquèrent pour traverser la mer Baltique. Le 15 juillet 1861, Khayreddine écrit à Mustapha Khaznadar pour l'informer qu'ayant quitté la Suède, il venait tout juste de débarquer à Lübeck au Nord de l'Allemagne, et qu'il comptait prendre, le jour même, la direction de Baden-Baden, afin d'y rencontrer le roi de Prusse, «car, ajouta-t-il, nous avons appris qu'il y est allé pour changer d'air.»

Ayant reçu l'aval du Bardo pour se rendre au lieu indiqué, l'Envoyé et ses compagnons se mirent en route. Une lettre de la main du même Mohammad Baccouche nous renseigne sur l'itinéraire suivi, à partir de la prestigieuse ville hanséatique de Lübeck. On y lit :

«وفي اليوم الذي كتبنا من لبيك سافرنا منها لبلد هامبور احدى قاعدات ممالك المانياه المستقلة في نفسها وبتنا بها ليلتين وسافرنا منها في الساعة السادسة من صبيحة يوم السبت لبلد كاسيل وبتنا بها ليلة واحدة وسافرنا منها صبيحة اليوم المذكور الى بلد فرانكفورت وهي قاعدة مستقلة في نفسها ايضا اذ هي محل اجتماع العصبة الجرمانية وبتنا بها ليلة وسافرنا منها صبيحة يوم الاثنين الى بلد ميانس ومكثنا بها بعض ساعات ثم سافرنا منها لباريس حيث لم يتيسر التوجة لبادن باد ووصلنا لباريس قبل زوال امس بساعة ومن هنا نرجعوا للبلجك واولانده.»

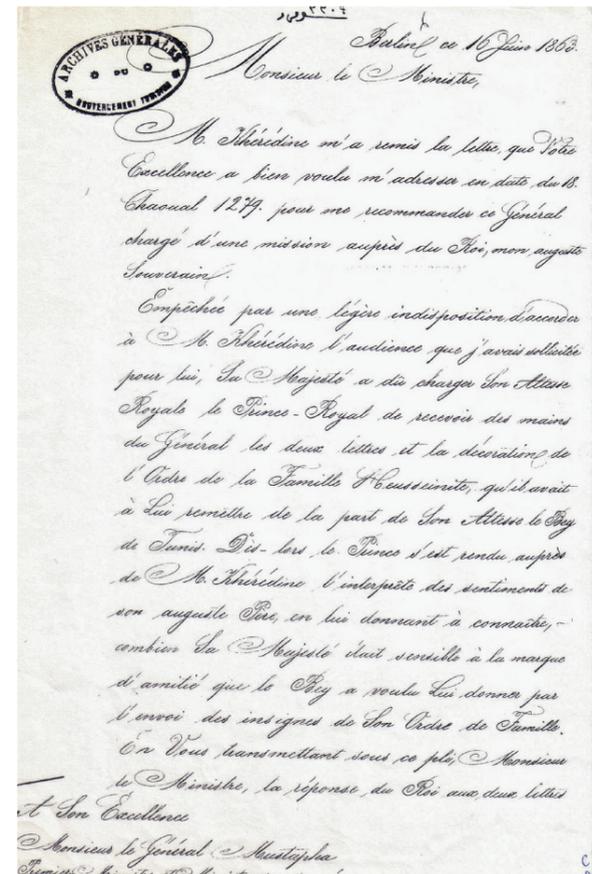
«Le jour où l'on [vous] a écrit de Lübeck, nous l'avons quittée pour Hambourg, l'une des capitales des royaumes allemands souverains. Nous y avons passé deux nuits puis nous l'avons quittée à six heures au matin du samedi pour la ville de Kassel où nous avons passé une seule nuit. Au matin, nous avons pris la direction de la ville de Francfort qui est également une capitale autonome. Car elle est le siège de la diète de la Confédération Germanique. Nous y avons passé une nuit, et le lundi matin, nous sommes partis à la ville de Mayence où nous sommes restés quelques heures. Comme il ne nous a pas été donné d'aller à Baden-Baden, nous avons pris la direction de Paris où nous sommes arrivés à une heure avant midi de la journée d'hier. D'ici, nous comptons retourner en Belgique et en Hollande.»

L'intention de se diriger droit sur Baden-Baden montre que ladite rencontre a été déjà mise au point à Stockholm et qu'un accord de principe avec Berlin était d'ores et déjà acquis. En effet, le 24 muharram (1278/1961), Khayreddine informa son chef hiérarchique, Mustapha Khaznadar, de Paris :

«بعد ان عرفتمكم بالعزم على التوجه لبادن باد لمقابلة راي البروسيه بها بمقتضى ما وقع بيني وبين وزير السويد وامبادور البروسيه باستكولم من الاتفاق على ذلك وكتبوا للوزير بيرلان بذلك واجابهم بان عمل الشروط امر جزئي يقع عملها بتونس بواسطة قنصلهم اما مقابلة الراي تكون ببادن فظهر لي اني نوجه ابن القنصل تولان لبادن اولاً حتى نرى كيفية الاحوال هناك فبقيت بفرانكفورت وارسلته لبادن...»

«Après vous avoir fait part de l'intention de partir pour Baden-Baden pour y rencontrer le Roi de Prusse, conformément à ce qui a été convenu entre moi, le ministre suédois et l'ambassadeur prussien à Stockholm, qui avait écrit à ce propos au ministre à Berlin, lequel a répondu que la signature d'un traité serait une affaire de détails à régler à Tunis par l'intermédiaire de leur consul, tandis que l'audience avec le Roi se déroulera à Baden, il m'a paru bon de commencer par envoyer le fils du Consul Tulin à Bade pour y scruter les circonstances ; ainsi, je suis resté à Francfort et je l'ai envoyé.»

Il s'avère ainsi que le Bardo aspirait précisément à la signature, avec l'Etat prussien, d'un traité d'amitié et de commerce, un soi-disant «المودة والخلطة». Les documents d'archives allemandes révèlent que de ce côté, on avait retenu essentiellement le désir de nouer des rapports commerciaux. Mais les autorités prussiennes avaient des réticences. Il fallut d'abord beaucoup de tractations pour se décider enfin à accorder l'audience sollicitée par la partie tunisienne, et elle eut lieu en dehors du territoire prussien. A ce moment, Guillaume 1er, depuis octobre 1858 Régent à la place de son frère Frédéric Guillaume IV, et depuis le 2 janvier 1861 son successeur sur le trône prussien des Hohenzollern, se trouvait en effet à Baden-Baden, célèbre ville thermale au sud-ouest de l'Allemagne. Située sur le territoire



du Grand-duc de Bade, Frédéric II, au même titre que le roi de Prusse, membre souverain de la «Confédération Germanique» (Deutscher Bund), Baden-Baden était, dix ans avant l'unification de l'Allemagne, encore effectivement l'«étranger» pour la politique souverain prussienne. Ce fait avait sans doute favorisé l'aval de Berlin pour qui le Bey de Tunis était alors non un prince souverain mais juste un vassal du sultan ottoman. Quoique visiblement tenté par un éventuel élargissement du marché national sur les côtes nord-africaines, on voulait cependant éviter toute mésentente avec la Porte. Comme le révélera plus tard une note de Bismarck, Berlin dut mettre en branle son appareil diplomatique et déclencher toute une enquête auprès de ses ambassades à Londres, Paris et Vienne, pour s'enquérir de la position de ces gouvernements à cet égard. Ce n'est qu'à l'appui des divergences et des nuances révélées qu'on finit par accéder à la requête tunisienne, tout en maintenant l'option de Baden-Baden. Malgré ces précautions, la réaction contestataire d'Istanbul ne tarda pas à venir. Bientôt après la rencontre de Khayreddine avec Guillaume 1er de Prusse à Baden-Baden, Berlin dut accuser réception d'une note des autorités turques, en date du 18 septembre 1861, faisant valoir leurs objections «contre les tentatives des Pachas de Tunis» de s'arroger des droits qui ne leur appartenaient pas, et en appelant aux « Cours amies et alliées, afin de ne laisser aucune équivoque sur nos sentiments à ces égards». Le compromis de Baden-Baden n'avait donc pas suffi pour s'assurer le consentement tacite d'Istanbul. La réaction désapprobatrice avait sans doute été une raison majeure pour expliquer le revirement de la partie prussienne, après avoir donné lieu à Kheyreddine de croire à un succès de sa mission. En effet, après maintes péripéties et autant de suspense, l'audience eut lieu le 3 août 1861 et se déroula à sa satisfaction. C'est ce qui ressort du rapport qu'il envoya aussitôt au Bardo :

الصدر الهمام جناب الوزير الاكبر امير الامراء سيدي مصطفى خزندار ادام الله عزه وحرس كماله وفوزه اما بعد اهداء مزيد السلام التام المودي لحسن المقام واداء ما يجب من الاجلال والاکرام فالمنهي لجنابكم السامي انا سافرننا صبيحة امس التاريخ من باريس الى بادن باد ووصلنا لها في الساعة التاسعة بعد الزوال فكاتبت صبيحة يوم التاريخ وزير البروسيه نعلمه بقدمي لمقابلة الراي فاجابني في الحين باننا نقابل الراي ماضي ساعتين من زوال يوم التاريخ فتوجهنا في الوقت المذكور لمقابلته فاستقبلنا بسرور ثم خاطبته مشافهة بما يصل لجنابكم نسخه داخل هذا مما كلفني به مولانا ايده الله (...). فاجابني بانّه يشكر لطف مولانا دام علوه على التهنية الذاتية اولاً ثم على مراده في عقد الخلطة والمودة بين الدولتين وانه سيكلف وزيره في الخارجيه بان يكون واسطة في عقد الخلطة والمودة بين دولته ودولة مولانا ويومل انها تنتهي على احسن حال ثم اطال في الكلام معنا بما حصله السؤال عن سفرنا وقدمنا اليه بكلمات وجيزه حسنة وبعد ذلك رجعتنا من عنده ويظهر لجنابكم السامي من تعجيل قبولنا وحسن القبول مع كونه في غير مملكته وليس معنا مكتوب مولانا له الذي يقتضي التعريف بوجهتنا انا لا نومل احسن مما وقع منه في حسن القبول هذا والمرجو من السيادة التقبيل بيد المعظم مولانا ايده الله ودمتم ودام لكم الاسعاد وبلوغ المراد والسلام من الفقير لله تعالى امير الامراء خير الدين وزير البحر - في 27 المحرم الحرام ببادن سنة 1278

«Le jour précédant la date (de cette lettre), nous sommes partis, le matin, de Paris vers Baden-Baden, où nous sommes arrivés à la 9e heure après midi. A la date de la lettre, j'ai écrit au ministre de la Prusse pour l'informer de mon arrivée pour rencontrer le Roi. Il m'a répondu sur le champ que l'audience est fixée à 2

ARRIZO 5

UN SENTIMENT DE CONFORT ET DE SÉCURITÉ

CHERY
FUN TO DRIVE

ARRIZO 5



Son intérieur **sport chic** avec volant multifonction se distingue par sa console en forme de «t», par les lignes chromées sur le tableau de bord.

Le conducteur et le passager bénéficieront également d'un **écran tactile** 7 pouces, du **Bluetooth** d'une **caméra de recul**, de la radio avec connexions **USB, SD Card** et **iPod**.



Showroom STA Tunis : Z.I Borj Ghorbel - 2096 Ben arous Tunisie
Tél. : +216 31 390 290 - Fax : +216 31 390 301
E-mail : contact@stautos.tn
www.chery-tunisie.com

Showroom STA Sfax : 30 rue Taleb Mhiri, immeuble 4 saisons
Tél. : +216 31 390 290 - Fax : +216 31 390 301
E-mail : contact@stautos.tn

Showroom DISTRICARS Sfax : Rue Pavlov, Z.I Poudrière 1 Sfax
Tél. : +216 74 286 285 - Fax : +216 70 032 800
E-mail : contact@districars.tn



البنك الوطني الفلاحي
Banque Nationale Agricole

TUNISIE

L'Identité d'une Banque Universelle

Depuis sa création en 1959, la BNA n'a cessé d'être à l'avant-garde de la scène économique et financière, et s'impose aujourd'hui sur la place non seulement comme une banque de financement de l'agriculture, mais s'affirme comme une banque universelle, citoyenne et plus proche de ses clients. Banque moderne, son savoir-faire et son expertise n'ont fait que la consolider comme un acteur incontournable de la réussite personnelle et professionnelle, particulière et nationale.

www.bna.tn

f BNA - Banque Nationale Agricole

🌐 BNA - Banque Nationale Agricole

Adress : 5 Rue de Syrie -1002 - Tunis Belvédère - Phone : +216 71 831 000 / +216 71 831 200 - BNAPHone : 88 40 00 20 - Email : bna@bna.tn - Toll-free number : 80 100 505

de l'après-midi de ce même jour. A l'heure indiquée, nous sommes allés à sa rencontre. Il nous a reçu agréablement ; je lui ai parlé pour lui dire de vive voix ce que notre Seigneur m'a chargé de transmettre, et que vous trouvez consigné ci-joint [...] Il m'a répondu qu'il remercie notre Seigneur [...] pour sa délicatesse, d'abord pour les vœux [Kh. félicita le Roi de Prusse, au nom du Bey, d'avoir échappé à un attentat terroriste dans les rues de Baden-Baden] puis pour son désir de conclure un traité de commerce et d'amitié entre les deux Etats et qu'il va charger son ministre des Affaires étrangères de mettre au point des liens de bons rapports et d'amitié entre son Etat et celui de notre Seigneur, et qu'il espère que cela s'achèvera dans les meilleures conditions. Ensuite, il prolongea l'entretien avec nous, au sujet de notre voyage et la visite que nous lui rendons, en des termes concis et amènes [...] Aussi, il apparaît clairement à Votre Excellence, de l'empressement à nous recevoir et de la bonne réception, bien qu'il soit en dehors de son royaume, et que nous n'avions pas en main la lettre de notre Seigneur à son adresse, qui l'aurait éclairé sur notre objectif, que nous n'aurions pu espérer mieux que ce qu'il nous a réservé comme réception...».

Un addenda à la même missive dégage davantage l'objectif politique de la mission. Il y est question d'une entrevue, à la suite de l'audience du Roi avec son ministre des Affaires étrangères (von Schleinitz), qui, relativement au Traité brigué par le Bardo, fit savoir que Berlin n'y voit pas une chose urgente, «vu le peu de commerce que leurs sujets entretiennent avec nous, et qu'en tout cas, son Gouvernement s'apprete à envoyer un nouveau Consul en Espagne et qu'il sera chargé par le Roi de se diriger d'abord sur Tunis, tant pour rendre la visite à notre Seigneur que pour des consultations à propos du Traité, et que le cas échéant celui-ci serait conclu sur le même pied que celui de l'Autriche avec nous.

Le rapport de Khayreddine sur sa prestation diplomatique du 3 août 1861 semble avoir suscité beaucoup de satisfaction au Bardo. Dans un message du 11 safar 1278, Mustapha Khaznadar combla l'Envoyé d'éloges, en lui assurant entre autres :



وعلما من كتابكم المؤرخ في 28 محرم رحلتكم من باريس لبادن باد وبلوغكم لها على خير وما تلقاكم به الدولة من التجميل الذي ذكرتم أنه لا يومل أكثر منه وما خطبتم به عند الري مما اطلعنا على نسخته ولقد استحسنت كل الاحسان في تهنية جنابه بالعافية مما اراده من رام قتله وما تكلمتم به في شان عقد الشروط في اجتماعكم الخصوصي بالوزير وهو من المقاصد المهمة ونرجو من الله تعالى اتمام ماموريتكم على وفق غرض مولانا دام عزه واستحسنا اسراعكم بالارتحال للسبب الذي شرحتموه

«... Et tu as très bien agi en félicitant Sa Majesté pour son rétablissement [...] ainsi qu'en ce qui concerne ce que vous avez dit relativement à la conclusion d'un traité lors de votre audience privée avec le Ministre, ce qui constitue l'un des principaux objectifs».

Toutefois, et aussi sincère l'engagement prussien puisse avoir été, l'affaire demeura sans lendemain. Le traité si convoité par le Bardo ne vit pas le jour et la nomination d'un consul général de Prusse/Allemagne ne se fit qu'en octobre 1870, en marge de la guerre franco-allemande. La seule visite importante en provenance de Berlin, après cette première mission de Khayreddine fut celle qu'effectua en octobre 1862 le Prince Héritier Frédéric Guillaume, le futur (et éphémère) Empereur Frédéric III, à Tunis, en compagnie de son épouse, la princesse anglaise Victoria et son beau-frère, le Prince de Galles, mais qui – en dépit de l'accueil distingué dont l'entoura le Bardo, selon Ibn Abi Dhiab – ne dépassa vraisemblablement pas le cadre touristique. Il n'eut pas de nouvelle convention entre les deux parties, et la représentation diplomatique de la Prusse à Tunis continua à se faire au niveau d'un simple chargé d'affaires de nationalité suédoise. Cette réticence va s'accroître avec l'arrivée de Bismarck à la tête du gouvernement prussien en octobre 1862. C'était donc à lui que Khayreddine aura à faire lorsqu'il sera de nouveau mandaté par le Bardo en vue d'établir des rapports officiels entre Tunis et Berlin.

En avril 1863, Khayreddine fut de nouveau chargé de remettre un message au roi Guillaume 1er. Contrairement à la précédente, plutôt improvisée, cette seconde mission vers l'Allemagne prussienne fut dûment mise au point. Il serait long de spéculer sur les motifs réels qui ont alors amené le gouvernement de Sâdaq Bey et Mustapha Khaznadar à ambitionner avec insistance le rapprochement avec l'Etat germanique. L'on sait toutefois qu'en 1863, c'était d'abord les difficultés financières et la question des emprunts étrangers qui dominaient les préoccupations de ce gouvernement. Il n'est pas exclu qu'on eût pensé qu'un traité officiel avec la Prusse serait à même de créer des conditions favorables pour contracter des emprunts en dehors des sphères françaises ou anglaises. Les Erlanger, Bamberger et Oppenheimer, avec lesquels on finira par s'arranger, étaient d'abord, et

*Nous Guillaume, Prusse,
Par la grâce de Dieu Roi de Prusse,
et. et. et.
Par ces présentes Savoir faisons:
Que Nous, au nom de la Confédération
de l'Allemagne du Nord, ayant jugé
bon de nommer un Consul Général de la
Confédération de l'Allemagne du Nord,
en Tunisie, avons gracieusement choisi et
nommé à ce poste Notre ami et fidèle
Charles Tulin de la Tunisie (ou égard
à ses connaissances en matière Consulaire
et aux autres bonnes qualités qui le
distinguent.
Nous l'avons nommé en considération
de ce qui précède, et afin qu'il protège
et favorise le plus possible les intérêts de la
Confédération de l'Allemagne du Nord,
notamment en ce qui concerne ses relations,
son Commerce, et sa Navigation; qu'il veuille
à l'exécution des Traités et des Conventions,
qu'il donne aux Résidents des Etats de la
Confédération et de ceux d'autres Etats alliés
conseil et assistance dans leurs affaires;
qu'en général il exécute et il observe tout
ce qu'il lui est prescrit par les Lois de la
Confédération et par ses Instructions,
comme il appartient à un Consul Général
loyal, habile et fidèle, et que Nous avons
jugé digne de Notre très-gracieuse confi-
ance.*

*En outre, Nous requérons par ces
présentes de quiconque les verra, ou auquel*

avant d'être Français, sujets allemands.

Un rapport de Bismarck, alors ministre-président et ministre des Affaires étrangères de la Prusse, au Roi Guillaume 1er, en date du 27 avril 1863, nous renseigne sur la réaction de Berlin, à l'annonce de la visite de l'émissaire du Bardo et de sa position vis-à-vis de son objectif. Aussitôt qu'il fut mis au courant (par Charles Tulin, déjà à Berlin) de l'arrivée imminente de l'ambassade tunisienne avec Khayreddine à sa tête, Bismarck écrit : «*Je suis encore dans l'ignorance des desseins profonds de cette ambassade*». Ayant certainement consulté le dossier de la mission précédente, il présuma toutefois : «*Il est probable qu'il sera de nouvelle question de l'établissement d'un traité de commerce, sujet pour lequel le Général Khereddine était déjà venu en mission à Votre Maj.* en 1861, lorsque Votre Majesté, afin de prévenir d'éventuelles réclamations de l'Ambassade de Turquie, avez daigné le recevoir non ici mais dans le cadre du séjour à Baden.» En vue d'aviser à «*l'accueil à réserver au Général Khereddine*», Bismarck s'appliqua d'abord à élucider la question : «*Si le Bey de Tunis est à considérer comme un Prince indépendant, et de ce fait, et en termes de droit international, s'il se trouve en droit de dépêcher des envoyés, autrement dit, sur la situation de Tunis par rapport à la Porte*». La conclusion à laquelle aboutit le ministre-président et futur Chancelier d'Empire, au terme d'une mise au point à la lumière des résultats de l'enquête menée en 1861 pour déterminer la position des puissances européennes envers Tunis, ne fut pas à l'avantage de la partie tunisienne. Il opta toutefois pour le compromis suivant : «*Je me permettrais plutôt de suggérer humblement que Votre Majesté déclineriez tout accueil officiel du Général Khereddine comme Envoyé du Bey et le recevriez éventuellement juste comme un haut officier tunisien, sans le moindre caractère diplomatique. Dans ce cas aussi, il est possible que l'Envoyé turc à Berlin prétende à un rôle d'intermédiaire. Une telle prétention pourrait être prévenue par la précaution de n'accorder aucune véritable audience au Général, et de se contenter, au lieu de cela, de l'inviter*



occasionnellement à table par Votre Majesté.» Ainsi, les conditions d'accueil de l'ambassade beylicale à Berlin ne s'annonçaient pas à souhait. Khayreddine, qui se trouvait encore à Paris, en prit connaissance par une lettre de Charles Tulin, resté à Berlin. L'Envoyé tunisien en fut frustré ; néanmoins il crut avoir encore une carte à jouer, pour faire changer les Prussiens d'attitude. Etant donné que ceux-ci se référaient à l'exemple d'autres puissances européennes à l'égard de Tunis, il jugea utile de se tourner d'abord vers l'Autriche, un pays avec lequel la Régence entretenait depuis longtemps des liens diplomatiques. Il ajourna donc Berlin et prit le train pour Vienne, où il fut dignement reçu. Dans sa correspondance avec le Bardo, Khayreddine relate tous les honneurs et sollicitudes dont il fut entouré, y compris de la part de l'Empereur François-Joseph. Fort de ce succès, dont il avait pris le soin de mettre à témoin l'envoyé prussien à Vienne, il prit le train pour Berlin, espérant que l'accueil y sera plus favorable. Mais la suite ne semble pas avoir été aussi parfaite que prévue. Khayreddine n'eut pas d'audience officielle avec Guillaume 1er et dut se contenter de remettre les insignes de l'Ordre hussaynite au prince héritier, donc conformément au scénario initialement mis au point par Bismarck.

Qu'est-ce qui explique ce dédain de Bismarck à l'égard de la Régence de Tunis et son rejet catégorique de l'initiative du Bey de Tunis. Il est vrai que le risque d'une brouille avec Istanbul y fut pour quelque chose. Mais on imagine mal Bismarck, le père de la Realpolitik, dès lors le véritable et intransigent décideur de la politique prussienne, reculer devant une telle perspective, s'il y avait vu un intérêt solide pour la Prusse – cette Prusse qu'il était d'ores et déjà, depuis sa nomination à la tête du gouvernement, en train de propulser avec habileté et beaucoup de circonspection à la tête d'une Allemagne réunifiée. Dans cette perspective, un engagement accru du côté de Tunis risquait même d'être préjudiciable à ses plans. L'objectif majeur qu'il s'était assigné entre 1862 et 1870, la réunification de l'Allemagne sous la tutelle de la Prusse, devait impérativement tenir compte de la France de Napoléon III et prévenir ses réactions. Jusqu'à l'acte final de 1870, il s'imposait autant que possible de ménager ce voisin et éviter de susciter ses susceptibilités. Un accord ostensible avec le Bey de Tunis et une présence prusso-allemande plus marquée dans ce pays limitrophe à l'Algérie française, et où les Français, au su de tout le monde, se comportaient déjà en maîtres, recelaient bien ce risque.

Quant à l'émissaire lui-même, notre Khayreddin, qui aura longtemps encore affaire à Bismarck, celui-ci l'avait déjà définitivement catalogué comme étant «*l'homme des Français*».

Mounir Fendri

Prof. de Littérature et Civilisation allemandes (retraité)
Publications et travaux de recherche sur le thème des relations culturelles et sociales entre l'Allemagne et la Tunisie/le Maghreb

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...

Saint Augustin, évêque d'Hippone



Après la conversion au christianisme, le petit groupe d'Africains était désormais attiré par la vie monastique. Mais ils ne pouvaient la vivre que chez eux en Afrique. On prit donc le chemin de Thagaste (aujourd'hui Souk Ahras); mais l'usurpateur Maxime bloquait Ostia, l'avant-port de Rome, et on dut s'y arrêter. Ce fut alors que se déroula la scène bien connue d'Ostie : Augustin et Monica, accoudés à une fenêtre donnant sur le jardin intérieur de la villa qui les abritait, eurent une sorte d'extase admirablement racontée dans les *Confessions*. Ce fut aussi au cours de cette halte que, quelques jours plus tard, mourut Monica: «Parce que j'étais privé en elle d'une si grande consolation, mon âme était blessée et ma vie comme mise en pièces; ma vie qui n'avait fait qu'une avec la sienne». →

A Thagaste, Augustin et ses amis s'installèrent dans la part de l'héritage familial qui lui revenait pour vivre leur idéal de vie parfaite : celle des moines «serviteurs de Dieu». Mais ils ne pouvaient, maintenant qu'ils étaient chez eux en Afrique et non plus vivant en étrangers à Milan, se détacher des problèmes qui se posaient dans la ville comme dans sa région. Alypius ne tarda pas à être harcelé par les habitants de Thagaste qui le réclamaient à la tête de leur évêché; parent de Romanianus, le riche patronus de la cité, il ne faisait que continuer ainsi une tradition municipale fort ancienne, même si son habillement était désormais chrétien. De son côté, Augustin était sollicité pour intervenir contre ses anciens amis manichéens. Un beau jour à Hippone, alors qu'il visitait quelque connaissance, la foule le reconnut et le força, à la demande de son évêque, d'accepter d'être ordonné prêtre de l'église catholique, celle de leur grande cité, l'ancestrale Hippo Regius, toujours florissante et prestigieuse depuis les temps immémoriaux de la Carthage punique. Le moine se doubla ainsi d'un prêtre, et le philosophe contemplatif se mua en un ardent défenseur du catholicisme, en un lutteur voué à la défense de l'église par la plume comme par l'action.

De 392 à 394 se succédèrent débats et commentaires anti-manichéens avec également un traité sur «la vraie religion», qui interférait

avec un autre sur «l'utilité de croire». A la mort de l'évêque d'Hippone, Augustin fut bien évidemment son successeur tout désigné; quoique s'adonnant pleinement aux luttes et aux multiples tâches de son ministère, il commença la rédaction des *Confessions*, racontant jusque vers 400 l'expérience et le cheminement spirituel d'une âme dont la quête avait abouti à une conversion éclatante. En apparence, l'œuvre adoptait un canevas néoplatonicien, celui d'une prière pour que la conscience humaine reçoive l'illumination de la source divine et commence son ascension pour la rejoindre. Elle se muait par la suite rapidement en un effort d'introspection, en une autobiographie intellectuelle, une incitation à la vie intérieure: «*les hommes s'en vont admirer la hauteur des montagnes, les vagues géantes de la mer, les fleuves glissant en larges nappes d'eau, l'ample contour de l'Océan, les révolutions astrales; et ils se laissent eux-mêmes de côté, ils ne s'émerveillent pas devant eux-mêmes.*»...Devant leur vie intérieure...

Le temps, pourtant, lui était compté pour s'adonner à l'émerveillement de l'introspection; car l'évêque était constamment sollicité à l'intérieur comme à l'extérieur de son diocèse. A l'intérieur de l'évêché, l'administration et les sermons du haut de la chaire l'accaparaient autant que l'exercice d'une justice, où le juridique rejoignait l'humain; il défendait le droit d'asile et les droits du prévenu et, sans cesse, il dénonçait la torture: «*Matin et soir, je suis pris dans l'engrenage des affaires humaines.*» De surcroît,

il y avait les multiples questions, auxquelles il devait répondre oralement; comme il devait également répondre, par la voie épistolaire, aux questions adressées par des correspondants de plus en plus nombreux à l'extérieur du diocèse. On avait ainsi recensé plus de 150 correspondants, sans tenir compte des réponses aux collectivités locales, chrétiennes ou pas, ni des lettres perdues, ni de celles qu'on vient de découvrir récemment dans ces échanges innombrables avec les papes, évêques, clercs et moines, laïcs, donatistes et autres hérétiques, manichéens et païens. A tous, il répondait quotidiennement; et ses réponses variaient de la dimension du simple billet à celle d'un véritable livre.

La voie épistolaire ne pouvait cependant pas égaler la conférence-débat, indispensable pour confondre les contradicteurs. Aussi sillonnait-il non seulement la Zeugitane, mais également la Numidie et la Byzacène, s'aventurant même une fois jusqu'en Maurétanie, à l'intérieur de l'Algérie profonde, alors qu'en cette fin de l'Antiquité les routes étaient loin d'être sûres, et qu'à une occasion au moins, celle d'une embuscade tendue par les Circoncillions, il ne dut la vie sauve qu'à l'erreur de son guide. Malgré cette activité débordante et ces obligations épistolaires, le nombre des ouvrages d'Augustin tient du prodige: il en avait lui-même passé en revue 93, en 252 livres, tout en laissant de côté une douzaine d'autres, dans une révision générale de ses travaux qu'il avait intitulée les *Retractations*. A l'exception de ses trois grandes œuvres, *Les Confessions*, *La Cité de Dieu* et l'ouvrage sur *La Trinité* qui l'accaparèrent des années durant, l'ensemble de sa production était dicté par les circonstances: celles de ses méditations comme celles de ses

luttes. On pourrait ainsi regrouper les titres des ouvrages écrits à l'occasion d'une remise en ordre de ses idées, soit au cours de la retraite de Cassiciacum, soit plus tard, à l'époque de sa conversion: il s'agit de ses considérations sur l'Utilité de croire et sur la Vraie religion. De même, on pourrait regrouper les titres qui concernent ses préoccupations éthiques, et ceux où il expose sa doctrine sacramentaire et liturgique; réunir aussi les ouvrages d'une méditation ininterrompue sur l'âme, sa nature, son origine et sa destinée, ou encore sur l'interprétation de la Genèse, dans l'Ancien Testament, selon la lettre et selon l'esprit. On pourrait regrouper, enfin, les écrits de combat et d'affrontement, tant avec le paganisme et le donatisme, qu'avec le manichéisme et, à la fin de sa vie, le pélagianisme.

Célèbre, réclamé et acclamé partout, le vieil évêque redoutait cependant le pouvoir qu'exerçaient les honneurs et les louanges: «*quiconque n'a pas eu à combattre cet ennemi ne peut savoir combien il est puissant*». D'autant, ajoutait-il, que ni le pouvoir de l'évêque, ni sa place, ne manifestent une suprématie. En permettant seulement de remplir une fonction, d'exercer un service, ils ne justifient nullement une préséance, car tout en enseignant les fidèles, l'évêque se trouvait lui-même enseigné; il n'était qu'un *cooperarius*, un ouvrier travaillant avec d'autres, une brebis dans le troupeau que régit un Bon Pasteur unique. Il faut cependant s'empresse d'ajouter que chaque fois qu'il fallut faire preuve d'autorité, Augustin ne marqua aucune hésitation. Il interdit ainsi les laetitia, ces célébrations joyeuses de l'anniversaire des martyrs et n'évita, à cette occasion, les protestations et les manifestations de la foule qu'en dosant fermeté et persuasion. Puis lorsqu'il

engagea une lutte sans merci contre les donatistes, il la mena à son terme avec une résolution implacable.

Arrêtons-nous un instant à ce long et âpre conflit qui ébranla l'église africaine; si on le considère non pas du point de vue du théologien mais de celui de l'historien, on constate que catholiques et donatistes étaient confrontés à un problème fondamental, celui de la relation à établir entre l'église et la société, entre le religieux et le social. Pour les donatistes, en simplifiant un tant soit peu leurs thèses, la religion, celle de l'église, devait veiller surtout à sa pureté. Menacée par la persécution puis par les compromissions avec le pouvoir, elle devait rester l'église des «Justes» et des «Saints» et devait mettre ainsi la société en face d'une alternative: demeurer en dehors de la «vraie religion», ou accepter l'obligation d'innocence, de pureté rituelle et de souffrance méritoire. L'importance de cette notion de pureté était telle que le simple contact avec l'impur, qu'il fût une personne ou un objet, entraînait la perte de toute puissance spirituelle. Or cette attitude, qui en arrivait à prétendre que les donatistes constituaient une minorité tranchant par sa pureté et sa sainteté sur l'ensemble des chrétiens, révoltait Augustin. Non seulement elle réduisait à la seule Afrique proconsulaire le domaine de la «véritable» église, mais elle instituait également l'«intégrisme» d'une communauté religieuse condamnée à demeurer isolée, agitée par le souci de conserver son identité, de veiller constamment à la préservation de sa pureté.

Pour les catholiques, et notamment pour Augustin, l'église était devenue au contraire, après la fin des persécutions et la victoire finale



sur le paganisme, une puissance capable d'assimiler la société et le monde, tout en gardant son identité. Elle pouvait ou devait plutôt absorber les âmes sans discrimination ; car elle avait désormais pour mission de guider l'empire de Rome, c'est-à-dire l'ensemble du monde civilisé, et même de convertir les Barbares et d'assimiler les composantes diverses des sociétés les plus hétéroclites. Cette idée de l'expansion et de l'évolution de l'église se conjuguaient, dans la conception d'Augustin, avec l'existence d'une autre église, une église idéale et inaccessible ici-bas, qui était la « Jérusalem céleste », dont l'église réelle, terrestre, n'était quant à elle que l'ombre imparfaite. On retrouve ainsi, en d'autres termes, l'idée de l'église conquérante d'Ambroise, l'évêque de Milan auquel Augustin devait son baptême ; une église universaliste, appuyée par le pouvoir et destinée non pas à défier la société mais à la conduire. Et on décèle surtout, dans cette conception chrétienne d'Augustin, un mode de pensée néo-platonicien qui considère « que le monde visible » n'est qu'une hiérarchie de formes imparfaitement réalisées, dont le « devenir », et partant la « qualité », dépend de leur participation au « monde intelligible » des formes idéales.

Dans l'église d'ici-bas coexistent ainsi des pécheurs, qui s'évertuent sans jamais y parvenir parfaitement à atteindre la sainteté, « comme une image qui s'efforce d'atteindre à la ressemblance de la réalité », réalité qui est celle de la « Jérusalem céleste ». Point n'était besoin donc, comme l'exigeaient les donatistes, d'être un « Saint » et un « Pur », pour administrer les sacrements de l'église – baptême des catéchumènes ou ordination des prêtres – puisque la main qui les administre n'est pas celle de Pierre ou de Paul, mais celle du Christ. Grâce à ces sacrements, à cette « marque indélébile » qu'ils confèrent, le chrétien comme le prêtre doivent en ce bas-monde faire face à une triple tâche : se sanctifier par les rites de l'église catholique ; coexister avec les pécheurs de la communauté avec humilité et intégrité, se préparer enfin à réprimander et à corriger les pécheurs. Déterminé, Augustin mena donc la lutte contre le donatisme ; et lorsque la violence fit rage entre l'église catholique et l'église dissidente, l'autorité dont il fit toujours preuve devint véhémence et la fermeté opiniâtre,

afin de mener à son terme une destruction réfléchie du donatisme, sans aucune hésitation ni recul devant les mesures policières les plus impitoyables.

Jusqu'à la veille de sa mort, Augustin épuisa ses forces dans la lutte. Le dernier combat fut mené contre les Pélagiens : leur doctrine introduisait dans le christianisme une philosophie d'inspiration stoïcienne qui pourrait être résumée en une phrase « du moment que l'homme est capable d'atteindre la perfection, celle-ci devient pour lui une obligation. » Ils concédaient cependant que la bonté naturelle de l'homme avait été réduite par les désirs coupables, par le poids des mauvaises habitudes contractées ou héritées comme par la corruption de la société. Mais la « rémission des péchés » accordée par le baptême pouvait permettre au chrétien de recouvrer son libre arbitre, sa pleine liberté d'action, suspendue un moment par l'ignorance et la routine.

Pour Augustin, par contre, l'essentiel résidait dans la grâce divine, et celle-ci n'était acquise qu'à « l'élu », à celui à qui Dieu voulait bien l'accorder. Inconcevable était donc, pour lui, l'optimisme des Pélagiens, car la nature humaine, faible et plongée dans un abîme d'incertitudes, est irrémédiablement compromise par le « péché originel ». Elle ne pouvait être guérie que par la lumière de la grâce afin que, dans un futur lointain, sa transformation totale et glorieuse succédât à la misère actuelle de l'homme. La vie chrétienne était ainsi, pour Augustin, et ne saurait être qu'un long et difficile processus de guérison. A la conception augustinienne de la grâce s'ajouta la doctrine de la prédestination, qui rendait le monde beaucoup plus intelligible : tout événement était chargé d'une signification précise, qu'il fût acte délibéré de Dieu, acte de miséricorde envers l'élu, ou acte de jugement pour les réprouvés : l'histoire trouvait ainsi son explication dans la Providence. Les derniers ouvrages Sur la prédestination des saints et Sur le don de persévérance furent expédiés à ses correspondants outre Méditerranée vers la fin de 429. Messages ultimes, incitant les chrétiens à trouver la force de persévérer à travers les épreuves qui s'abattaient sur eux et tentatives d'explication de ces épreuves par la volonté divine, par l'affirmation passionnée

que Dieu seul pouvait fournir aux hommes une charpente intérieure irréductible.

Au cours de l'été 429 et au printemps 430, les Vandales submergèrent les provinces de Maurétanie et de Numidie et en août, alors qu'ils assiégeaient Hippone, Augustin mourut, emporté par une fièvre soudaine. Ainsi disparaissait ce génie universel dont la vie et la personnalité avaient fait briller d'un dernier éclat la culture romano-africaine, qui est ou sinon devrait être partie intégrante de notre culture. Sait-on qu'en reniant Augustin, on renierait l'héritage de plus d'un millénaire de notre histoire ? Millénaire qui fit de la Carthage punique puis romano-africaine l'un des pôles principaux de la culture antique. Sait-on qu'avec ce reniement on entérine implicitement les desseins de la politique coloniale : en procédant à une destruction progressive de notre identité, celle-ci commença par s'approprier, en nous en dépouillant, le legs de notre histoire ancienne. Sait-on enfin qu'il est vain de renier Augustin, car l'humanité tout entière et l'Occident en particulier véhiculent, consciemment ou non, des concepts augustinien. « Parfois même », écrit A. Mandouze, « elle parle Augustin sans le savoir... » Or c'est, peu ou prou, notre culture des IVe et Ve siècles qui irrigue l'œuvre d'Augustin, et partant irrigue le tissu de toute l'humanité.

Rappelons enfin à ceux qui persistent à rejeter Augustin ce qu'il écrivait au grammairien Maxime de Madaure, romanisé au point de renier ses ancêtres et sa propre culture : «... Jusqu'à quel point as-tu pu t'oublier toi-même, toi un Africain, écrivant à des Africains, alors que nous sommes l'un et l'autre établis en Afrique, pour penser devoir tourner en dérision des noms puniques !... si tu désapprouves cette langue, tu dois nier que beaucoup de choses ont été transmises avec sagesse par les livres puniques, comme le rapportent des hommes très savants. Assurément, tu regrettes d'être né là où demeure vivace le berceau de cette langue ». Certes notre religion est l'islam et notre langue l'arabe ; mais en quoi l'adoption de cette langue et de cette religion justifierait-elle le reniement du legs de nos ancêtres, le reniement de notre culture ancienne ? ■

A.M.

www.salim-ins.com



مع

Horizon - Epargne Retraite

تحمي روحك
وتبني مستقبل
ليك و لصغارك



Hôtel de Charme

Borj Dhiafa Sfax



Remarquable consécration. En obtenant la classification par le ministère du Tourisme dans le groupe d'hôtels de charme, Borj Dhiafa Sfax (5*****) voit ses efforts de développement récompensés et ses performances soulignées. Pour accéder à cette catégorie, l'arrêté ministériel du 29 juillet 2013 pose des exigences élevées. L'hôtel de charme est construit, stipule le texte, afin de préserver les attraits architectural et historique authentique de l'édifice ou de son site d'implantation et doit fournir à sa clientèle résidente des prestations personnalisées. Aussi, la capacité maximale d'hébergement de l'hôtel de charme ne peut dépasser cinquante (50) lits.

Toutes ces exigences et plus sont satisfaites par Borj Dhiafa, situé à 2.5 km seulement du centre-ville et à 5 km de l'aéroport de Sfax-Thyna. Son cachet architectural est inspiré du style arabo-andalou et ses espaces marient harmonieusement marbre et sculptures. Des meubles et pièces d'art authentiques y ajoutent une note attractive. Partout, dans le café, restaurants, salles de réunion et chambres, l'hospitalité est de règle. Autant Borj Dhiafa est connu pour son bon accueil et le soin particulier qu'il apporte à tout un chacun, autant il se distingue par sa table exceptionnelle. Ses restaurants offrent en effet les mets les plus exquis, qu'il s'agisse de plats typiques sfaxiens ou de cuisine européenne et internationale, préparés par des chefs talentueux.

L'hébergement aussi y trouve ses lettres de noblesse. Les chambres sont vastes, bien équipées, offrant télévision par satellite et connexion internet. Pour vous souhaiter la bienvenue, corbeille de fruits, pâtisseries sfaxiennes et eau minérale vous sont offerts. Quant aux produits d'accueil, ils sont de grandes marques. Tout pour rendre ainsi votre séjour aussi confortable qu'agréable.

Le secret de réussite de Borj Dhiafa, c'est le soin du moindre détail et l'accomplissement au service du visiteur. Depuis le voiturier qui conduit votre véhicule au parking jusqu'aux hôtes d'accueil, au desk de réception et à la direction générale, vous serez traité en hôte d'exception. La certification aux normes ISO 9001 et ISO 22000 ne fait que confirmer un état d'esprit partagé par tous : bien recevoir.

Un autre aspect important et bien des moindres, la sécurité. Tout un dispositif de gardiennage et de sécurisation est mis en place, dès l'abord de l'hôtel et dans ses différentes enceintes, ce qui fait de Borj Dhiafa l'un des hôtels les mieux sécurisés. Un atout fort apprécié par de grandes compagnies tunisiennes et étrangères, notamment pétrolières, qui l'ont plébiscité pour y héberger leurs équipes.

En séjour touristique, professionnel ou d'affaires, Borj Dhiafa est l'hôtel de référence pour tous ceux qui se rendent à Sfax. Classé désormais hôtel de charme, il gagne en attractivité et performances. Séjourner dans ce cadre architectural pittoresque, travailler dans ses salles de réunion bien équipées et déguster ses mets savoureux constitue une expérience inoubliable, exceptionnelle. 

Exigez l'excellence



Borj Dhiafa

Hôtel de Charme

Route de la Soukra, km 3 - 3052 Sfax
Tel. +216 74 677 777
Fax: +216 676 777
Email: sfax@hotelborjdhiafa.com

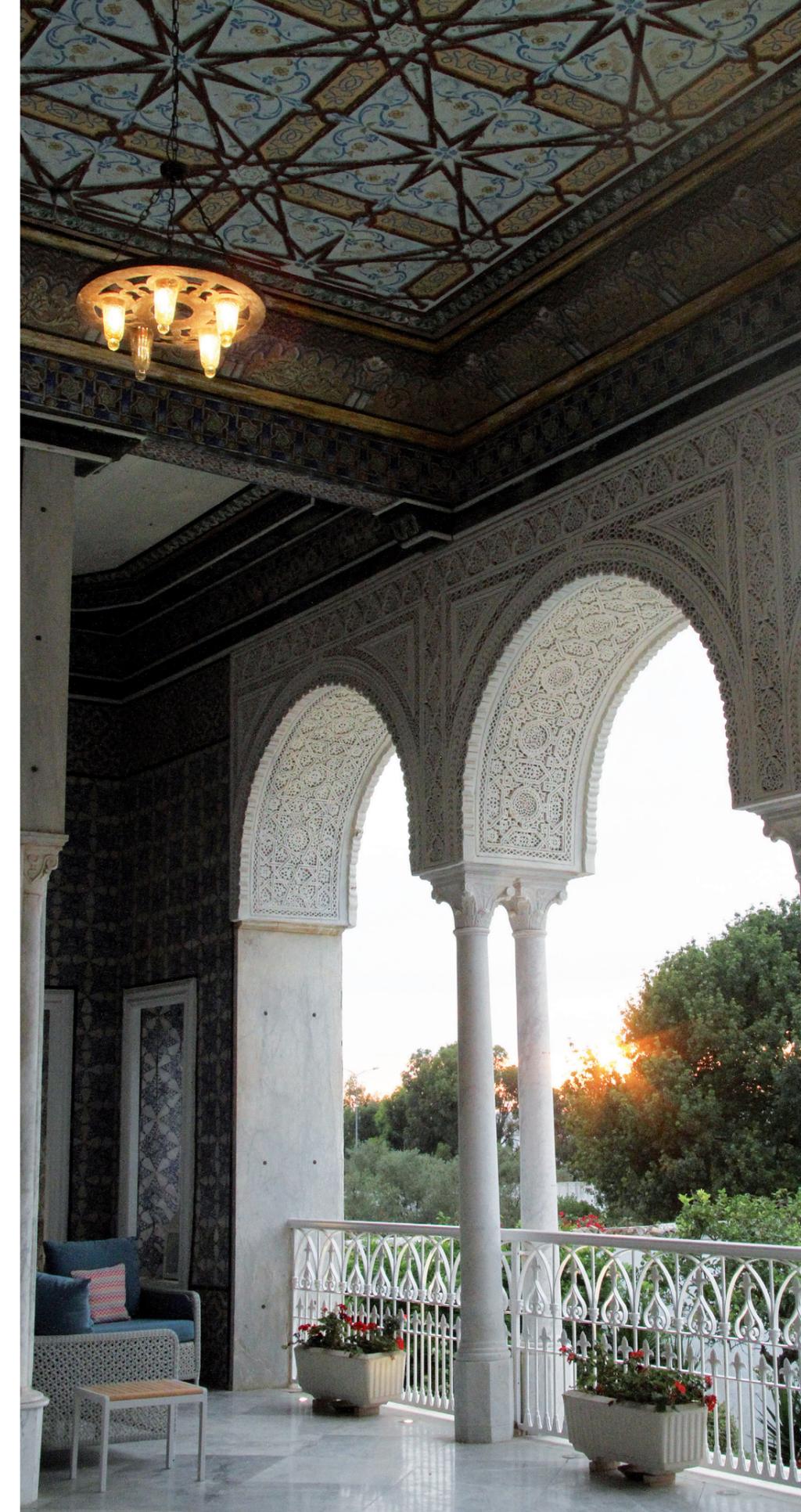


Aux origines, le palais Ben Ayed

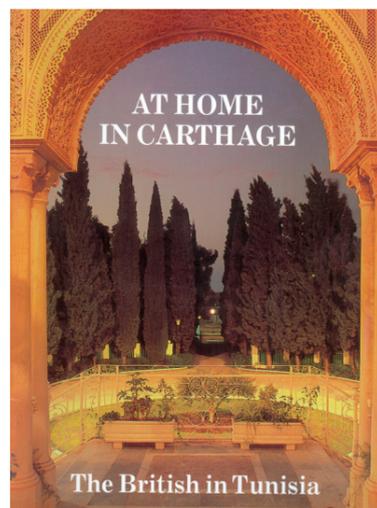
Jacques Revault écrit : « Après avoir bénéficié, au milieu du siècle dernier, de l'hospitalité momentanée du bey, à la grande Abdalliya (1), le consul d'Angleterre obtint, en 1858, une faveur semblable à celle qui avait déjà été accordée au consul de France, Léon Roches, avec l'octroi d'une résidence de campagne à La Marsa.

Ayant acquis, route de Tunis, un borj appartenant à Abd el-Jil ben Ayed, Mhamed bey mit ce bâtiment et les jardins qui l'entouraient à la disposition du consul britannique, Richard Wood, afin de lui permettre d'y demeurer l'été, à proximité du palais beylical.

Edifiée, à l'origine, par Mohamed ben Ayed—dont nous connaissons le borj de Gamarth— la maison de plaisance concédée à Wood dut lui paraître insuffisante, dans ses proportions originelles, pour représenter dignement l'un des plus grands pays d'Europe. Il ne pouvait que cette représentation fût inférieure à celle qui avait été généreusement concédée au consul de France. Aussi verrons-nous ajouter aux parties anciennes retenues pour l'installation →



Résidence de Grande-Bretagne Le nouveau charme discret



Magnifique palais dans la série des résidences prestigieuses qui s'est égrenée au fil des siècles derniers à La Marsa, la résidence de Grande-Bretagne bénéficie d'un coup de fraîcheur et de design moderne. Sans toucher à l'essentiel, mais en lui ajoutant plus de charme et d'ambiance, tout le projet porté par l'ambassadrice Louise De Sousa s'avère saisissant par son raffinement. La talentueuse Helen Hookway, architecte d'intérieur, a su mettre les lieux au goût du temps, en valorisant la noblesse du site. Elle nous en fera la visite et répondra à nos questions. L'histoire de cette résidence, édifiée au milieu d'un vaste jardin de 2,5 ha, est exceptionnelle. Dans son livre *Palais et résidences d'été de la région de Tunis (XVIe - XIXe)*, publié au Cnrs en 1974, Jacques Revault l'évoque avec force détails. De son côté, et pour y avoir lui-même résidé, l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne, Stephen Day (1987-1992), lui consacre tout un chapitre dans son excellent livre intitulé *At Home in Carthage, The British in Tunisia*, rédigé conjointement avec sa fille Philippa, publié en 1991 et qui sera réédité. En attendant de faire plus ample connaissance avec cette résidence dans un prochain numéro, sous la plume de notre spécialiste le Pr Mohamed El Aziz Ben Achour qui a gratifié les lecteurs de *Leaders* de superbes présentations de palais tunisiens (El Abdellia, la Kasbah, le Bardo...), rappelons brièvement son historique. →





→ du logement consulaire, des constructions neuves destinées principalement aux réceptions.

Arrivé à Tunis en 1856, Wood se serait plaint auprès du gouvernement britannique

des offres dérisoires par lesquelles on répondait à ses demandes fondées, disait-il, sur des raisons de dignité et de santé (constructions en ruines ou trop exiguës). Aussi Léon Roches se chargea-t-il d'héberger provisoirement son collègue

anglais et sa famille dans sa propre résidence de La Marsa puis dans une dépendance de la Chapelle Saint-Louis à Carthage...

Dans une correspondance postérieure à ses fonctions de consul à Tunis (1885-1892),

Wood précise les conditions dans lesquelles furent exécutées, suivant ses indications, les nouvelles salles de réception. Financés par le bey (12 000 livres), ces travaux auraient été exécutés par des constructeurs et artisans →



→ tunisiens avec probablement le concours d'un entrepreneur italien.

À la suite du Congrès de Berlin (1878) et après l'accord intervenu sur la politique de la France en Afrique du Nord, Wood fut remplacé à son poste de consul en Tunisie par R. Reade (né à l'Abdalliya), fils de son, (Henri Cambon, Histoire de la Régence de Tunis.

Premier coup d'oeil

«Aujourd'hui l'aspect extérieur de la Résidence Anglaise semble être demeuré inchangé depuis le siècle dernier, poursuit l'auteur. En l'absence de tout bâtiment important à cet endroit, cette résidence continue à marquer, avec le Dâr el-Bahri qui lui fait presque face, le début de La Marsa, sur la route de Tunis. Ses hauts murs de clôture blanchis à la chaux, que dépassent les frondaisons des arbres du jardin, s'arrêtent comme autrefois aux deux piliers massifs de la grille d'entrée. Celle-ci laisse apercevoir, bordée d'une double rangée de cyprès, l'allée conduisant à la cour d'honneur qui précède l'élégante galerie surhaussée de la façade principale. Entouré de palmiers et de cyprès, ce rond-point a remplacé par un massif de fleurs le bassin qui devait en orner le centre. Au-delà s'élèvent les escaliers d'accès à l'étage de l'ancien borj, contourné, à l'Ouest, par une allée menant aux jardins, et desservi à l'Est par une porte cochère flanquée»





L'héritier du trône, le Prince Charles, Prince de Galles, y séjournera quatre jours en visite privée en mars 1990. D'autres illustres membres de la famille royale ont été reçus, tout comme de grands dirigeants politiques et chefs de guerre dont Sir Winston Churchill, le général Dwight David Eisenhower, qui deviendra le 34^e président des États-Unis (1953-1961), Lord Harold Macmillan, et les généraux Alexander, Patton et Montgomery...[L](#)



→ de deux hautes niches à fond plat donnant sur le chemin du Consulat.

Comme les autres borj de La Marsa, celui-ci se compose de deux parties superposées : communs formant soubassement et construction surélevée affectée aux appartements (habitation et réception).»

La Reine d'Angleterre, le Prince Charles, Churchill, Eisenhower...

L'ambassadeur Stephen Day, pour sa part, nous révèle d'autres aspects de cette résidence. Il mentionnera notamment comment Sa Majesté royale, la Reine d'Angleterre Elizabeth II, plantera un olivier à l'entrée de la résidence lors de sa visite d'Etat à Tunis en octobre 1980.





La résidence revisitée

Revenons au relooking intérieur, avec les explications de l'architecte-décoratrice Helen Hookway. Interview.



Pourquoi cette rénovation ?

L'ambassade est un bel exemple d'architecture tunisienne historique et témoigne de la relation tuniso-britannique. Les meubles ne suivent pas la beauté de l'extérieur, avec les carreaux remarquables qui tapissent les murs intérieurs et les plafonds peints extraordinaires.

Le mobilier était assez ancien et n'avait pas été changé depuis de nombreuses années. Nous avons jugé important de montrer que le Royaume-Uni est un pays moderne et dynamique à travers l'ameublement, et que la modernité peut s'installer confortablement au sein d'un contexte historique. Nous voulions également parler au sujet de la relation chaleureuse, tournée vers l'avenir et positive dont bénéficie le Royaume-Uni avec la Tunisie, et qui est reflétée dans la manière dont nous avons cherché à marier les éléments tunisiens et britanniques de l'architecture et du design d'intérieur.

Comment a été conçu ce relooking ?

Il était important de ne pas intervenir sur les fondations du bâtiment, car nous sommes très respectueux de l'histoire qu'elles portent. Madame l'Ambassadrice travaille avec un architecte local qui donne des conseils sur la rénovation historique, mais cela n'était pas nécessaire pour ce projet en particulier.

Son Excellence m'a fait remarquer que la partie la plus récente de la résidence a été conçue par Richard Wood dans les années 1800 à des fins de divertissement. J'ai donc cherché à la recréer dans un style contemporain.

Quels sont les principaux réaménagements ?

La terrasse n'était pas mise à son avantage, les seuls sièges disponibles étaient des sièges officiels. J'ai ajouté des sièges plus confortables pour servir lors de réceptions plus décontractées. Ils encourageront



RESIDENCE LA BRISE Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très HAUT STANDING abritant 17 appartements S+1, S+2 et S+3 ainsi que 2 Duplex et un grand parking sous sol.



Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn



29 921 011 / 29 921 009

Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...



- * Piscine privée
- * Piscine publique
- * Rénovation des piscines
- * Vente et installation SPA

- * Structure en Béton Armé
- * Filtration sans Local Technique
- * Toutes Formes, toutes Dimensions



28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie

les gens à s'asseoir et à mieux apprécier les magnifiques détails architecturaux des arches ou du plafond.

La grande salle est un endroit très spacieux, mais elle n'était pas assez utilisée, puisqu'il s'agissait seulement d'un lieu de passage. J'ai conçu le grand hall pour qu'il puisse être ensuite utilisé pour des réunions restreintes et de grandes fêtes, en mélangeant les espaces assis et debout. Il y a tellement de choses à voir dans cette pièce avec la beauté des murs, des fenêtres et du plafond, et bien sûr le portrait de la reine Victoria. Je voulais un point focal qui ne soit pas trop haut sur le mur, alors nous avons choisi une belle table centrale en laiton et en verre avec un design basée sur celui d'une ruche. Le salon est une pièce étroite, nous étions donc limités dans la disposition des meubles. Nous avons choisi d'en faire un espace confortable pour des réunions plus restreintes.

Vous êtes intervenue sur la peinture et les finitions intérieures ?

Il n'y avait pas besoin de cela car nous travaillions avec les jolis carreaux préexistants sur les murs.

Comment avez-vous choisi les meubles et les autres matériaux ?

Nous avons acquis de nouveaux meubles rembourrés du Royaume-Uni. J'ai sélectionné des tissus avec Madame l'Ambassadrice. J'ai visité Sidi Bou Saïd et la médina de Tunis et j'ai été inspirée par les couleurs que j'y ai vues. Il y a une déclinaison de bleus à travers l'ensemble du design – bleu ciel sur la terrasse, bleu roi dans la grande salle, un bleu plus subtil dans le salon et bleu océan dans la salle à manger. Avant, le salon, le bureau et la salle à manger étaient des pièces assez sombres, alors nous avons utilisé des rideaux

blancs avec des touches de bleu et de vert et des broderies de perles pour capter la lumière. Les tapis plus légers aident également. Il est important pour nous de montrer le design et l'artisanat britanniques. Je rends visite aux artisans et visite aussi les salons et les foires.

Pour mettre en avant les atouts du design et du savoir-faire britanniques, nous avons acquis la plupart des éléments au Royaume-Uni. Mais, nous avons pu intégrer dans le design certaines lampes en verre et des objets en argent fabriqués en Tunisie.

Des talents tunisiens ont-ils été mis à contribution ?

Oui ! J'ai découvert une créatrice, HEND KRICHEN, qui est tunisienne de naissance, mais qui a grandi en Grande-Bretagne, dont la céramique est influencée par le design tunisien traditionnel. Nous avons mis en avant son travail dans la résidence et espérons trouver des artisans similaires dans l'avenir.

Vous avez pu bénéficier d'œuvres d'art britanniques

Nous attendons avec impatience une vague de fraîcheur de l'art exposé à l'Ambassade, avec quelques œuvres plus contemporaines concernant la Tunisie, qui seront fournies par les collections d'art du gouvernement britannique.

Qu'est-ce qui vous a facilité la tâche ?

L'engagement de Mme l'Ambassadrice. Elle a entièrement porté le projet avec passion et beaucoup de goût. De plus, toutes les personnes rencontrées et avec lesquelles j'ai travaillé en Tunisie étaient très collaboratives, amicales et travailleuses. Cela a rendu mon expérience très agréable. 



SORTIR DU CHAOS les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient

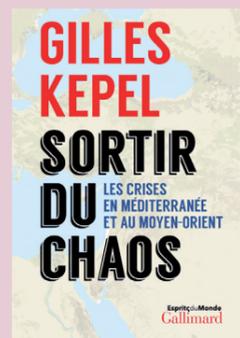
L'analyse-recette de Gilles Kepel

Depuis quand le chaos a-t-il commencé dans notre région, sapé ses fondements et porté partout ses ravages ? Fin observateur depuis 40 ans de ces décennies tumultueuses, témoin direct de nombre d'événements marquants, proche connaisseur d'acteurs significatifs, Gilles Kepel nous met en perspective toutes ces années chaotiques. Dans son livre *Sortir du chaos, les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient* qui vient de paraître chez Gallimard, il pousse son analyse à l'interprétation des "événements advenus à partir de l'hiver 2017-2018, dans la période qu'ouvrent la chute de Daesh et la défaite annoncée de l'insurrection syrienne, pour prendre la mesure des bouleversements tectoniques."

Il s'interroge sur le futur du jihadisme et du salafisme, la fracturation du « bloc sunnite », l'attitude de l'Iran dans son bras de fer avec Trump, les arbitrages de la Russie de Vladimir Poutine bien impliqué dans la question syrienne, et la position de l'Europe, au cœur d'une zone de crise

La conclusion de Gilles Kepel est nette. "Le désintérêt de la superpuissance américaine, désormais productrice majeure de pétrole et gaz de schiste, pour la région Moyen-Orient-Méditerranée, engagé sous la présidence Obama et confirmé de manière spectaculaire par son successeur Donald Trump, écrit-il, contraint l'Europe à assumer de plain-pied ses responsabilités. Dans cette configuration, la régénération du Levant est un enjeu cardinal."

En illustration de ses propos, des cartes inédites de Fabrice Balanche facilitent la compréhension des enjeux. 



Sortir du chaos

Les crises en Méditerranée
et au Moyen-Orient de Gilles Kepel
Cartes inédites de Fabrice Balanche
Collection Esprits du monde, Gallimard,
528 pages + 8 p. hors texte,
octobre 2018



Tombeau pour la Syrie

Quatre décennies avant la rédaction de ce livre, en 1977-1978, je passai une année en Syrie, boursier de langue arabe à l'Institut français de Damas. C'était une étape obligée pour les arabisants en herbe, le sésame qui nous introduirait dans la caverne où étaient celés les secrets grammaticaux et phonologiques de l'Orient qui nous passionnait. À de rares exceptions près, nul n'entraîna alors dans la carrière s'il n'avait séjourné au « Shâm » comme nous disions entre nous, utilisant le vieux terme sémitique encore usité dans le dialecte local qui signifie à la fois le Levant et sa capitale traditionnelle. Dans la géographie musulmane où l'on fait face à La Mecque à partir de l'Occident, le Shâm désigne la gauche, ou le Nord, et son opposé le Yémen, la droite, ou le Sud.

Aucun de mes camarades ni moi n'aurions pu imaginer que, quarante ans plus tard, ce même terme de Shâm deviendrait le cri de ralliement des jihadistes des banlieues françaises rejoignant les rangs de l'« État islamique » (ou Daesh) pour y massacrer les « apostats » – et notamment les alaouites, cette confession ésotérique à laquelle appartenait Hafez al-Assad, le président syrien (son fils Bashar avait douze ans à l'époque) – avant de revenir tuer leurs propres concitoyens « infidèles », au Bataclan ou au Stade de France. Et dans mes pires cauchemars je n'avais jamais songé que je me retrouverais en juin 2016 condamné à mort en tant qu'arabisant chevronné par un daeshien franco-algérien de Roanne et Oran, installé dans la ville syrienne de Raqqa où l'« État islamique » avait établi son éphémère capitale. La sentence avait été prononcée via l'application Facebook.live utilisée par un affidé du premier, assassin franco-marocain d'un policier et de son épouse à Magnanville, dans les Yvelines. Et que je serais par voie de conséquence contraint de vivre à Paris, en plein Quartier latin, sous protection policière. Bien sûr, à l'époque Internet était inconnu, inenvisageable, impensable, et l'atlas en deux dimensions donnait à voir des États confinés par des frontières correspondant à autant de territoires délimités par d'épais traits noirs. Telle était la carte de l'Empire romain accrochée au-dessus du tableau dans la classe de Lettres supérieures en 1974 qui suscita mon rêve d'Orient et me poussa à embarquer l'été suivant sur un bateau à Venise pour Istanbul, le Levant et l'Égypte, afin de découvrir les contrées charnelles qu'elle dessinait.

On ne pouvait aucunement anticiper l'infini carambolage que la toile numérique et les réseaux sociaux introduiraient dans les esprits et les représentations du monde, la confusion mentale qui irait de pair avec l'effacement de la distance et de la perspective, la disparition des repères de l'espace et du temps qui nous a fait perdre la boussole quarante ans plus tard.

Pourtant, si Damas elle-même était calme en cette fin des années 1970, le chaos n'en avait pas moins ravagé déjà le Liban voisin. La guerre civile, avec son cortège d'atrocités intimes, y faisait rage selon des lignes politico-confessionnelles témoignant de l'embrouillement de ces deux identités, entre « islamo-progressistes » et « chrétiens conservateurs ». Ces appellations hybrides exprimaient le conflit qui, autour de la présence armée des réfugiés palestiniens au Liban, opposait pour le pouvoir des maronites en déclin démographique, majoritairement pro-occidentaux, et des sunnites plutôt attirés par le camp socialiste – d'où leur épithète, qui paraît aujourd'hui saugrenue ou désuète, de « progressistes ». Bien

peu d'observateurs percevaient alors le jeu des pétromonarchies de la péninsule Arabique et du wahhabisme saoudien, fabuleusement enrichis depuis les lendemains de la guerre d'octobre 1973 par l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole qui ferait d'eux l'acteur principal de la réislamisation virulente de la région et viserait à raser l'esprit cosmopolite du Levant de ma jeunesse. Et personne n'imaginait que la révolution iranienne surgirait dans la foulée, faisant des chiites autrefois marginaux, mais radicalisés à leur tour par une doctrine islamiste concurrente, la force politique majeure du Liban puis d'un vaste croissant de territoires traversant Syrie et Irak jusqu'à la Perse.

Mes camarades à l'Institut de Damas et moi étions fascinés par cette civilisation levantine où nous projetions nos fantasmes mêlés. Nous avions peu lu en règle générale, et n'étions guère familiers du corpus des voyageurs en Orient depuis Volney ou Chateaubriand, nos prédécesseurs oubliés. Nous étions pour la plupart imbus d'un gauchisme sommaire dont l'idéologie régnait sur le microcosme étudiantin dans la décennie écoulée depuis Mai 68.

En dix ans, il avait toutefois perdu son dogmatisme originel et il en restait une doxa approximative, une vision brouillonne du monde, articulée autour de quelques certitudes, dont l'anti-impérialisme et l'antisionisme constituaient les clés de voûte. En attendant qu'elles ne s'écroulent, la Syrie de Hafez al-Assad, fer de lance de la résistance à Israël et champion du progressisme arabe, recevait a priori nos suffrages. J'ai assez rapidement déchanté. J'aimais beaucoup la campagne syrienne – qui me rappelait le village familial de l'arrière-pays niçois des vacances enfantines et aussi la geste de l'Odyssee tout juste étudiée en classe préparatoire où j'avais accompli mes humanités gréco-latines. Mais cette récurrence romantique ne put occulter bien longtemps la brutalité d'un régime et la violence d'une société que j'ai retrouvées parfaitement décrites et illustrées dans les albums parus en 2014 de Riad Sattouf (lui-même né cette année 1978) *L'Arabe du futur* – exactement comme je les avais vécues ou observées moi-même. Avec mes camarades dont la liberté n'avait souffert, au Quartier latin, aucune entrave, nous apprîmes à baisser la voix en public, à nous méfier de chacun, découvrant l'ordinaire d'une dictature « de gauche », évitant de parler de ceux qui avaient disparu dans les geôles comme de fréquenter leurs proches. Et surtout, je fis la connaissance à l'Institut français de Damas du chercheur Michel Seurat, de huit ans mon aîné (il naquit en 1947). Excellent arabisant et sociologue inspiré par Alain Touraine, il consacrait ses travaux à l'analyse du régime syrien. Résidant par la suite au Liban avec sa femme et ses petites filles, il paierait de sa vie ses recherches, enlevé le 22 mai 1985 à l'aéroport de Beyrouth comme otage par une évasive « Organisation du jihad islamique » diligentée depuis Téhéran et Damas, et mourut en détention en 1986, vilipendé par ses assassins comme « chercheur espion spécialisé ».

Avant même ce traumatisme qui a marqué mon existence et profondément influencé mon regard, c'est la désillusion née du choc de la réalité syrienne qui me poussa, de retour à Paris et inspiré par l'admiration que je vouais à Michel Seurat, à délaissier les humanités classiques et la civilisation arabe ancienne qu'elles avaient hybridée pour des études politiques destinées à élucider ce drame qui se jouait au Moyen-Orient et avait mis à mal mes certitudes simplistes.

À peine admis comme élève à Sciences-Po en 1978, j'avais été confronté à cet autre paradoxe : le déclenchement de la « révolution islamique » →

→ iranienne. Malgré l'année passée à Damas, je n'avais pas le recul qui m'aurait permis d'inscrire en perspective l'islamisation «révolutionnaire», chiïte et anti-impérialiste de Téhéran avec son pendant «réactionnaire», sunnite et antisocialiste à Riyad.

Pourtant, c'est dans ces années 1970 que commença le cycle du chaos dont les deux moteurs furent la croissance faramineuse de la rente pétrolière et l'exacerbation de l'islamisme politique – et qui démolirent le Levant. La corrélation de ces deux phénomènes a structuré le demi-siècle écoulé, couvrant l'histoire de deux générations. C'est dans le pays du Shâm qu'elle a atteint son paroxysme monstrueux, avec la proclamation, le 29 juin 2014, au début du Ramadan, du «califat» de Daesh. Cette année-là connut une chute inouïe de 70 % du prix du brut, contraignant à repenser les scénarios à moyen et à long terme pour le développement de la région, ses modèles politique, économique, social – jusqu'à la place de la religion en son sein. Cet événement était dû à plusieurs causes : l'exploitation du pétrole de schiste aux États-Unis, qui redevint l'un des trois premiers producteurs mondiaux, avec la Russie et l'Arabie saoudite. Mais également la transformation des comportements des consommateurs des pays de l'OCDE, avec la perspective de la généralisation des véhicules électriques – tirant les cours vers la baisse à terme par réduction de la demande. Ces phénomènes simultanés questionnent l'économie rentière telle que nous l'avons connue au cours du demi-siècle écoulé au Moyen-Orient, ainsi que la pérennité de son corollaire, l'hégémonie de l'islamisme politique propagé tant par les pétromonarchies arabes que par leurs rivaux iraniens sur la rive opposée du golfe Persique.

Un événement trivial en apparence témoigne de ce découplage inédit entre les dynasties de la péninsule et l'establishment salafiste qui a fourni durant ces décennies la légitimation religieuse de leur pouvoir, tout en se diffusant grâce à leur aval à l'ensemble du monde musulman sunnite : le décret du roi Salman d'Arabie saoudite le 26 septembre 2017 autorisant à la fin du Ramadan 2018 les femmes à conduire malgré les protestations des oulémas au nom de leur conception rigide de la morale.

Ce décret passe vingt-sept ans – une génération – après que, le 6 novembre 1990, des Saoudiennes qui avaient pris le volant à Riyad y furent poursuivies et vilipendées.

Confronté à la nécessité de réorganiser le marché du travail et d'y faire entrer la population féminine en permettant sa mobilité, afin d'assurer l'ère postpétrolière, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, âgé de trente-deux ans, une première dans cette monarchie gérontocratique, incrimine en novembre 2017 la surenchère à l'extrémisme dans laquelle le pays s'est engagé selon lui depuis 1979.

En effet, cette année charnière commença par le retour de Khomeyni à Téhéran et s'acheva par l'invasion soviétique de l'Afghanistan, prélude au jihad dans ce pays – lequel ouvrit la boîte de Pandore d'un terrorisme islamiste international qui perdure depuis lors. C'est l'essence même du système saoudo-wahhabite qui est ainsi remise en question, tel qu'il avait dominé le Moyen-Orient depuis la victoire de l'arme des hydrocarbures dans la guerre d'Octobre opposant Israël aux États arabes – dont les surnoms de «guerre du Kippour» ou «guerre du Ramadan» disent aussi combien elle serait emblématique de l'engorgement à venir de l'espace politique par le dogme religieux. Les pages qui suivent sont

consacrées à mettre en perspective ces décennies chaotiques – puis à envisager les voies de sortie qui se dessinent. Parce que ce demi-siècle a coïncidé avec l'expérience de l'auteur, qui en a été sur le terrain le témoin, l'observateur et un chroniqueur, jusqu'à être aspiré dans son objet d'étude lui-même par la sentence de mort de Daesh à son encontre, elles revendiquent une interprétation personnelle qui guidera et organisera les faits, mêlant des événements simples qui me paraissent éclairants avec le recul aux scissions de la «longue durée».

Les quatre premières décennies, depuis la guerre d'octobre 1973 jusqu'aux soulèvements connus comme «printemps arabes» qui adviennent en réalité à l'hiver 2010-2011, sont synthétisées de manière généalogique dans la première partie du livre. On y suivra la montée en gamme de l'islamisation du politique, et la spirale du jihad qui envahit peu à peu la planète – à partir de l'année 1979 où la belligérance en Afghanistan, grâce aux boute-feux américains, répond à la révolution iranienne, et aboutira à la chute de l'URSS dix ans plus tard. On y verra les trois phases successives de ce jihadisme qui passera par le 11 septembre 2001, frappant les États-Unis en un retour de manivelle aussi stupéfiant que dramatique – qui marque spectaculairement le début d'un millénaire chrétien auquel se superpose un improbable millénaire islamiste. Cette rétrospective se nourrit de la demi-douzaine d'ouvrages publiés sur le sujet, depuis *Le Prophète et Pharaon* (1984) jusqu'à *Terreur et martyre* (2008), n'en retenant et organisant que les matériaux qui m'ont paru pertinents pour interpréter les phénomènes contemporains cruciaux survenus durant les années 2010.

Cette décennie paradoxale, objet de la deuxième partie du livre, commence par l'espoir immense des «printemps arabes» de 2011 mais se prolonge par la proclamation de l'«État islamique» de Daesh et la généralisation du terrorisme islamiste jusque sur le territoire européen, s'achevant par la chute du «califat» en automne 2017 avec la reconquête de Raqqa, après Mossoul. L'analyse de cette contradiction – qui voit des soulèvements démocratiques ayant engendré tant d'attentes aboutir à l'horreur absolue de Daesh, d'un côté, et à la remise en selle de régimes autoritaires, de l'autre, tandis que prospèrent États rognés et zones de non-droit – s'alimente des enquêtes et recherches sur le terrain menées des deux côtés de la Méditerranée.

Nourries des questionnements posés dans *Passion arabe* (2013) comme dans *Terreur dans l'Hexagone* (2015), elles passent en revue la situation dans les six pays qui ont vécu une «révolution arabe» – respectivement la Tunisie, l'Égypte, la Libye, Bahreïn, le Yémen, et la Syrie –, à laquelle s'ajoutent des considérations sur l'Irak, car c'est à l'articulation entre ces deux derniers États qu'est né et a grandi le monstre Daesh. Grâce à la chute de celui-ci à la fin de 2017, on dispose du recul nécessaire pour appréhender l'ensemble des événements de cette période tragique. Je me suis efforcé de dresser un tableau global d'une masse de faits que nous venons de connaître – ou de subir violemment – au premier degré, d'en tirer les enseignements en inscrivant l'histoire immédiate dans la mémoire longue des décennies précédentes. Le Levant et particulièrement la Syrie, auxquels sont consacrées les pages les plus nombreuses, constitue le cœur de ce livre, tant il me paraît que dans cette région se sont cristallisées et ont été portées au paroxysme les crises qui secouent la Méditerranée et le Moyen-Orient.

On proposera enfin en dernière partie d'interpréter les événements advenus à partir de l'hiver 2017-2018, dans la période qu'ouvrent →



Réalisation des projets clé en main en fournitures, montage et calorifugeage des tuyauteries, équipements industriels et échafaudages
Realization of turnkey projects in supplies, installation and insulation of pipes, industrial equipments and scaffolding



www.afrikisol.com

Tél: +216 72 570 625 / +216 72 572 498 / Fax: +216 72 571 322 / E-mail: contact@afrikisol.com
Tunisie: Route Menzel Jemil, Menzel Abderrahmene 7035-Bizerte-TUNISIE
France: 15 place notre dame 42410 - Pelussin / Tél: +33 4 74 87 72 47 / Fax: +33 9 55 75 14 40
Allemagne: Pf 2241 Hannover 30022 / Tél: +49 51 13 88 20 48 / Fax: +49 51 13 88 20 49



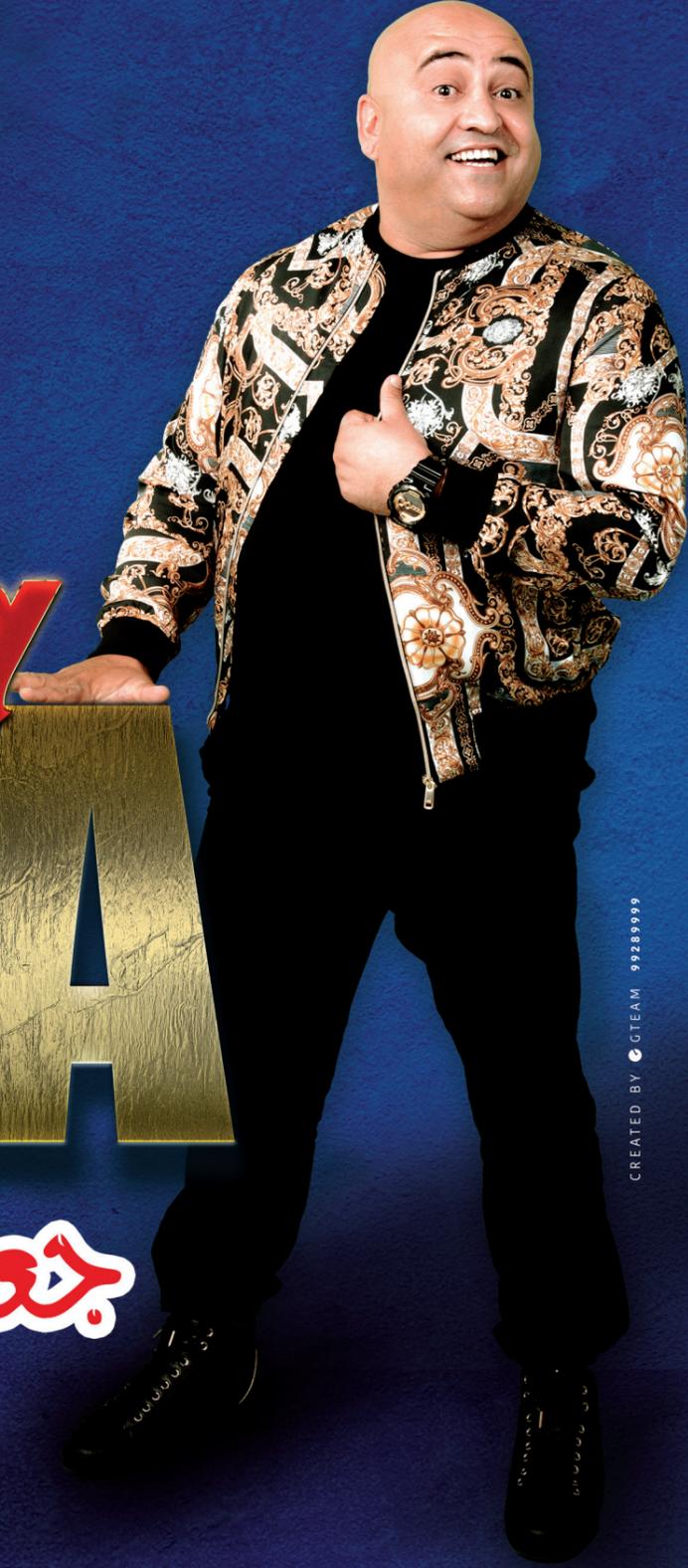
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 17H à 20H

جوهرة

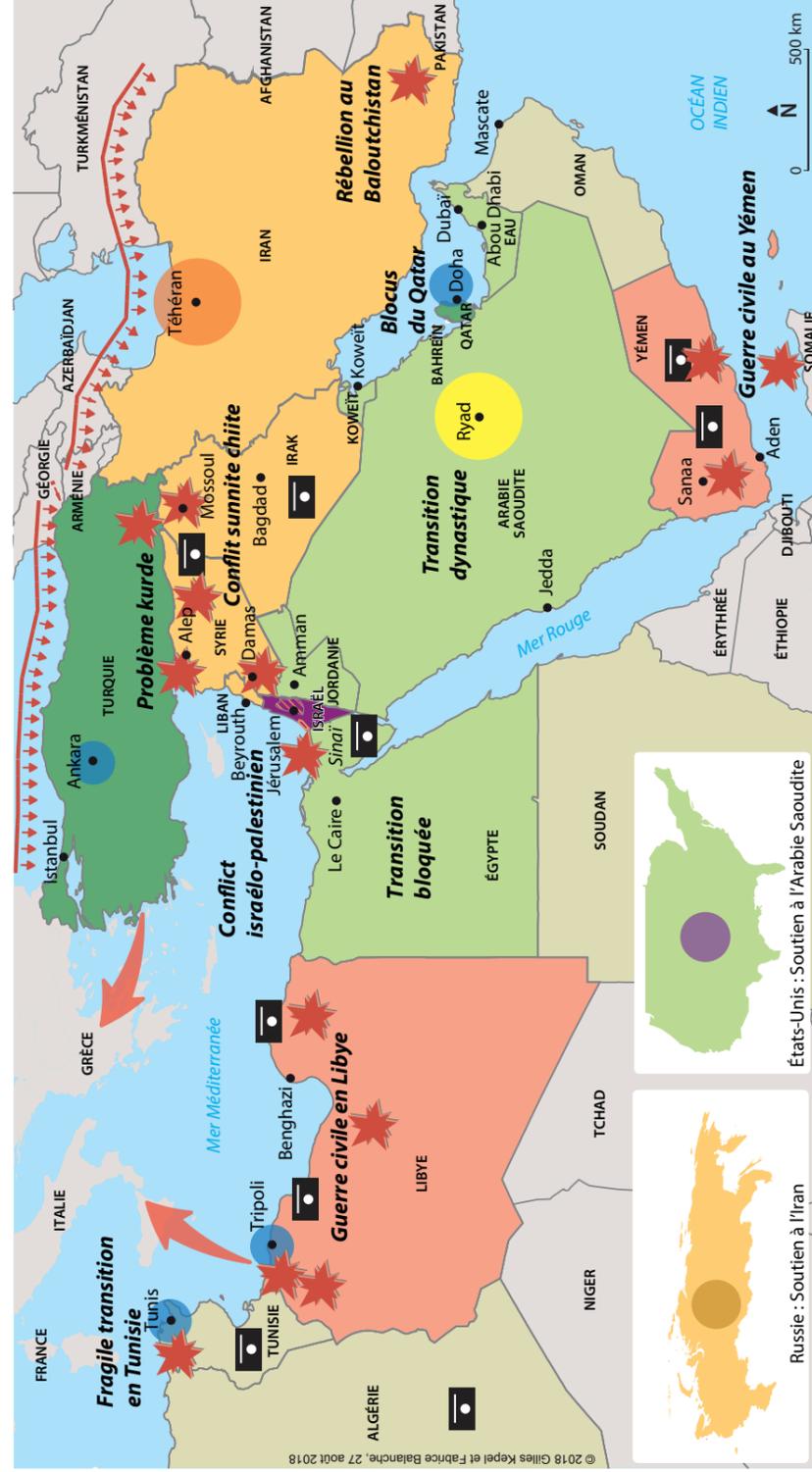
FM
Jawhara

DIGA

DIGA

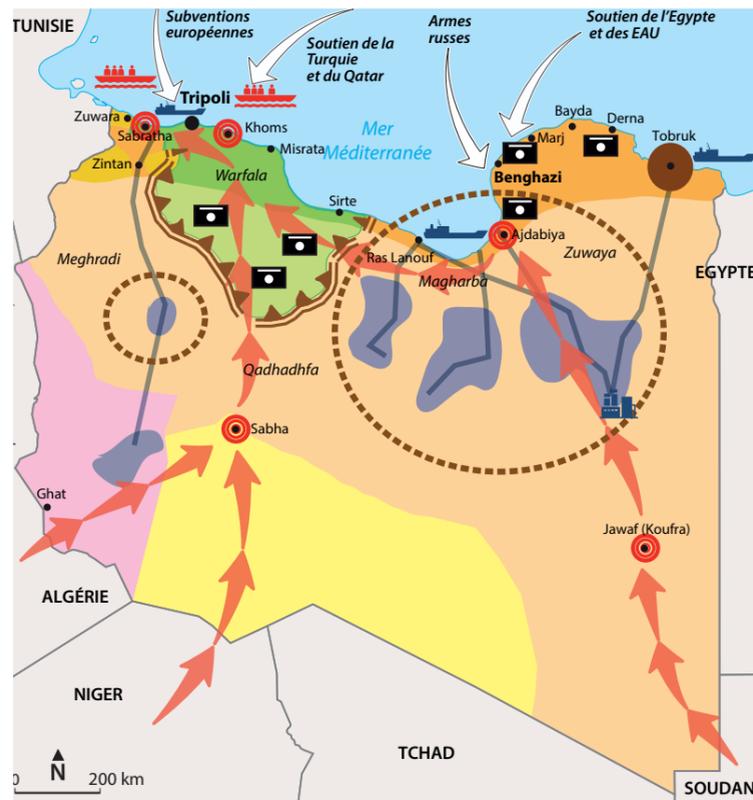


CREATED BY GTEAM 99289999



2018 : conflits sunnite - chiite et intra-sunnites

- Arabe sunnite et alliés
- Concurrents sunnites
- Iran chiite et alliés
- Pays fragmenté
- Etat sunnite neutre
- Israël
- Territoires palestiniens
- Phare du sunnisme
- Phare du chiisme
- Frères Musulmans
- Foyer jihadiste
- Immigration illégale
- Gendarme du Golfe
- Gendarme du Proche-Orient
- Conflit
- Influence russe



→ la chute de Daesh et la défaite annoncée de l'insurrection syrienne, pour prendre la mesure des bouleversements tectoniques dont se précisent les signes avant-coureurs. Ce matériau, dont beaucoup d'éléments ont été recueillis de première main en parcourant l'Afrique du Nord et le Proche et le Moyen-Orient, doit nous permettre d'imputer au mieux les hypothèses de scénarios qui englobent dans un même ensemble les deux rives de la Méditerranée – pour le meilleur ou pour le pire.

Quelles seront les conséquences pour le futur du jihadisme et du salafisme, de la fracturation du « bloc sunnite » et des bouleversements en cours dans la péninsule Arabique? L'Iran assure-t-il l'hégémonie sur la région d'un « croissant chiïte », ou l'affrontement avec l'Amérique de Donald Trump transformera-t-il ses succès en victoire à la Pyrrhus? Quels arbitrages la Russie de Vladimir Poutine, redevenue une grande puissance par son implication dans la question syrienne, fera-t-elle entre des alliés aussi improbables qu'Israël, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran? Et l'Europe, qui se retrouve au cœur d'une zone de crise l'affectant au premier chef par sa façade méditerranéenne que traversent terroristes et réfugiés, parviendra-t-elle à surmonter sa passivité et à s'imposer de nouveau comme protagoniste géopolitique? Inhibée aujourd'hui par le blocage de

ses institutions, elle assiste impuissante à la poussée centrifuge des partis d'extrême droite comme d'un populisme gauchiste mêlé d'islamisme.

Le désintérêt de la superpuissance américaine, désormais productrice majeure de pétrole et gaz de schiste, pour la région Moyen-Orient-Méditerranée, engagé sous la présidence Obama et confirmé de manière spectaculaire par son successeur Donald Trump, contraint l'Europe à assumer de plain-pied ses responsabilités. Dans cette configuration, la régénération du Levant est un enjeu cardinal. Ayant été privé de ses forces vives après que sa population la plus entreprenante eut émigré vers les rives d'un golfe Persique qui devrait être impacté par la baisse structurelle des cours du brut après les massacres qui ont épuisé les adversaires en présence, la réaffirmation du Levant à l'articulation entre l'Europe et le Moyen-Orient et dans leur continuité mutuelle est l'une des voies à frayer pour éviter un affrontement culturel perpétuant les crises vécues durant les décennies passées. C'est à définir les contours de cette exigence nécessaire que ce livre voudrait modestement contribuer pour construire notre avenir – au-delà du chaos.

Stil
DEPUIS 1962
وحدوفي البيت

BOISSON AU JUS SANS CONSERVATEURS
سكينة ستيل

La nouvelle boisson au jus qui fait le bonheur de tous

La famille Stil s'élargit grâce à sa nouvelle gamme de boissons au jus **sans conservateurs**. Tout le savoir-faire de Stil pour des recettes authentiques alliant plaisir du goût et bienfaits nutritionnels. Une large gamme qui répond aux besoins et envies des grands et des petits : une gamme familiale en contenance 1L et 2L, une gamme pour enfants BNINO et une gamme pour jeunes #ENERGY Fruits. Des boissons au jus Stil, **sans conservateurs** produites selon les normes de sécurité les plus strictes et dans un environnement aseptique à 100% sans aucun contact avec l'air jusqu'au moment de leur consommation.

BNINO pour les enfants 25 cl format mini, goût maxi!

BNINO est une boisson au jus **sans conservateurs** qui existe en 2 saveurs : Frutto et Tropical. Une boisson issue d'une sélection des meilleurs fruits qui garde tous leurs goûts et leurs bienfaits nutritionnels. Son format ultra pratique à emporter partout facilite la vie des petits : ils peuvent notamment le ranger facilement dans leur cartable et le consommer à souhait grâce à son bouchon refermable.



#ENERGY Fruits pour les ados

#ENERGY Fruits, la boisson au jus **sans conservateurs** pour les jeunes. Une boisson au jus qui existe en deux saveurs : cocktail et orange. #ENERGY Fruits accompagne les jeunes partout et leur donne l'opportunité de profiter d'un agréable moment de partage entre amis et d'une petite pause gourmande, délicieuse et rafraîchissante.



Facile à ouvrir et refermable



Deux formats disponibles 1L et 2L pour le plaisir de partager en famille ou entre amis.

Du plus petit au plus grand, tout le monde trouve son bonheur autour de cette gamme familiale **sans conservateurs**, qui offre un large choix de saveurs pour le plaisir de vos papilles. Le format 1L existe en 4 saveurs : Ananas, Mangue, Cocktail et orange, le format 2L existe en 2 saveurs Orange et Cocktail, plusieurs formats et goûts pour répondre aux besoins de chacun.



وحدوفي البيت



Centenaire de l'Armistice (1914 - 1918) Ces 86 903 combattants tunisiens pour la France

Leur nombre est impressionnant. Et leurs épreuves sont édifiantes, tout comme l'ampleur de leurs sacrifices et le nombre de morts déplorés. Ils étaient en effet pas moins de 86 903 tirailleurs et travailleurs coloniaux partis de Tunisie, dès le 15 avril 1914, combattre en France, pour un pays qui n'était pas le leur, sur un sol qui ne leur appartenait pas. Sur une population tunisienne à l'époque de près de 1,940 million d'habitants, ils représentaient déjà des effectifs très importants, de surcroît dans la tranche d'âge 18 - 20 ans. Par tête d'habitant, c'est la

Tunisie qui a le plus consenti en hommes au renforcement de l'armée française. Elle en a payé un lourd tribut en pertes humaines. Pas moins de 16 509 Tunisiens, selon les statistiques officielles (au moins), étaient tombés au champ d'honneur. A eux seuls, ils représentaient plus du quart des forces combattantes françaises (26.4%). Quant au nombre des blessés et disparus tunisiens, il reste à ce jour inconnu avec précision.

Au total, la Première Guerre mondiale aura causé pour les deux camps, français et allemand, pas moins de 10 millions



de morts et les 21 millions de blessés et de mutilés ont surtout touché les moins de trente ans. Pour la France, le bilan est d'un million quatre cent mille morts et plus de quatre millions de blessés et mutilés.

"Sans peur et toujours en avant"

La célébration, ce 11 novembre 2018, du centenaire de l'Armistice, mettant fin à la Première Guerre mondiale, nous rappelle leur souvenir. «Sans peur et toujours en avant » dont ils avaient fait leur devise, ils méritent hommage. A Paris, le point d'orgue de la cérémonie à l'Arc de Triomphe, en présence de plus de 120 dignitaires étrangers. Auparavant, le président Macron et la Chancelière allemande se rendront à la clairière de l'Armistice, dans la commune de Compiègne, dans une séquence placée sous la simplicité d'un moment de recueillement et d'hommage.

Plus de 120 dignitaires étrangers sont attendus, Place de l'Etoile, à l'Arc de Triomphe avant de participer au premier forum sur la paix organisé pour l'occasion (voir encadré). Un rassemblement

qui va durer jusqu'au 13 novembre et destiné à avancer des «propositions concrètes sur la paix et la gouvernance mondiales sous tous leurs aspects». La cérémonie d'ouverture comportera une allocution du secrétaire général des Nations unies. Un hommage sera également rendu aux huit maréchaux qui ont dirigé les combats pendant la Première Guerre mondiale et une cérémonie se tiendra aux Invalides où cinq d'entre eux sont inhumés.

A Tunis, la cérémonie de commémoration au cimetière militaire français de Gammarrh prendra ce 11 novembre un caractère particulier. Elle débutera le matin, en présence de militaires tunisiens et français, et sera marquée par la décoration d'anciens combattants tunisiens de la Croix du Combattant. La partie la plus spectaculaire aura lieu en fin d'après-midi, sur le même lieu. C'est ainsi que sous le thème de « cheminement de mémoire », la projection d'un film et des expositions historiques auront lieu. Puis, l'illumination d'un millier de sépultures par des bougies funéraires clôturera cette cérémonie organisée par l'ambassade de France, le Service des anciens combattants et victimes de guerre (Onacvg) et le Souvenir français (Délégation de Tunisie).



Un livre-repère Abdallah, tirailleur tunisien en 14/18

Et si on restituait l'engagement des 86 903 Tunisiens dans la Grande guerre à travers le portrait d'un tirailleur bien identifié? Le mérite revient au lycée français Gustave-Flaubert de La Marsa (avec comme proviseur Bernard Vasseur), à la faveur du démarrage en 2014 de la commémoration du centenaire de l'Armistice. Sous la direction du professeur d'histoire-géographie Pierre-Emmanuel Gillet, six élèves s'y sont investis dans un travail collectif, aboutissant à l'édition d'un livre sous le titre de "Abdallah, tirailleur tunisien en 14/18".



Le Forum de Macron : paix et gouvernance



11-13 novembre 2018

FORUM
de PARIS
sur la PAIX

1^{re} plateforme
Mondiale
des projets
de gouvernance

"Ce qui a conduit l'humanité au malheur dans le passé et ce qui pourrait causer sa perte à l'avenir"

Emmanuel Macron veut avoir son grand rassemblement mondial qui marquera son mandat et accroîtra l'influence de la France à l'international. Le Forum de Paris sur la paix (11-13 novembre 2018) : l'idée a été trouvée, le concept forgé et l'événement monté. Ses émissaires spéciaux avaient été dépêchés partout pour porter les invitations officielles. Jean-Yves Le Drian était venu à Carthage, dimanche 22 juillet dernier, la remettre au président Béji Caïd Essebsi. Macron la réitérera directement lors de son entretien avec BCE le 11 octobre dernier à Erevan (Arménie). La Tunisie y prendra part.

«Le premier Forum de Paris auquel nous vous inviterons le 11 novembre prochain, avait souligné Emmanuel Macron, sera aussi l'occasion de réfléchir à l'organisation du monde en marge des commémorations de la fin de la Grande guerre pour bien souligner quelle est notre responsabilité collective à nous qui devrions savoir mieux que tous nos prédécesseurs ce qui a conduit l'humanité au malheur dans le passé et ce qui pourrait causer sa perte à l'avenir.»

Ce que Davos est pour l'économie, Munich pour la sécurité, la COP 21 pour le climat, le Forum de Paris sur la paix se veut le rendez-vous annuel de la gouvernance mondiale. Il se donne pour ambition de rassembler chefs d'Etat et de gouvernement, élus locaux et nationaux, organisations régionales et internationales, notamment l'ONU, société civile au sens large : entreprises, associations, ONG, fondations, think tanks, médias, syndicats, représentants religieux, philanthropes, experts, etc. L'objectif est de lancer des initiatives formelles, des exercices parallèles, des médiations et des dialogues bilatéraux.

Cinq thèmes ont été retenus :

- Paix et sécurité
- Environnement
- Développement
- Nouvelles technologies
- Economie inclusive

Il s'agit de faire avancer les projets de gouvernance en les faisant connaître, en les soumettant à des débats de formats variés et en faisant se rencontrer les porteurs de projets et les décideurs concernés tels que les États ou les organismes internationaux comme l'ONU, mais aussi le G7, le G20, les BRICS, l'OCDE et beaucoup d'autres. Plusieurs milliers de participants sont attendus et 150 projets seront présentés dans l'espace des solutions.

Quartiers Civils et assés	CAIDATS	Djida	Djida	Alger	Alger	OBSERVATIONS
Report	4477	1485	2112	10570		
Kairouan	274	91	412	412		
Ziana	324	130	321	290		
Hammam-Dahars	149	49	123	157		ARCHIVES GÉNÉRALES
Gafsa	111	47	86	111		
Djerid	146	40	85	103		
Sfax	329	96	146	329		
La Skhirat	57	12	16	37		
Gabès	252	94	140	490		
Matmata		14	63	45		
Ville	151	49				ARCHIVES GÉNÉRALES
Banlieue	260	62	19	147		
Zaghwan	193	40	61			
Cap Bon	274	124	230	280		
<i>d'après</i>	<i>4267</i>	<i>2368</i>	<i>1000</i>	<i>2113</i>	<i>17691</i>	

Nous sommes le 15 avril 1915 à Alger où les tirailleurs d'Afrique du Nord étaient rassemblés pour embarquer sur l'un des paquebots "Ville d'Alger" et "Manouba" à destination du port de Sète, pour être acheminés sur les lignes du front. Abdallah Ben Ahmed Ben Belgacem, originaire de Ghardimaou (sur les frontières tuniso-algériennes), avait alors 20 ans. "Un anonyme parmi tant d'autres, y lit-on. Un simple prénom et aucune photographie. Mais Abdallah, c'est aussi un homme qui fait preuve d'un courage exceptionnel et d'une volonté de fer, un homme qui reçoit éloges et décorations venus récompenser des actions d'éclat, un homme qui souffre quotidiennement et qui endure tous les sacrifices, un homme qui fait honneur à la devise de son régiment «Sans peur et toujours en avant» jusqu'au sacrifice ultime un matin d'octobre 1916."

Récit d'épreuves endurées en plein froid hivernal enneigé, avec très peu de nourritures, dans les tranchées à creuser, et face au feu nourri de l'armée allemande, témoignage de sacrifices consentis et propos de familles de tirailleurs : l'ouvrage, riche en documents, contribue à préserver une part significative, mais peu connue, de notre mémoire.

Taoufik Baccar entre analyses et révélations

Le miroir et l'horizon- *Rêver la Tunisie* est le titre choisi par l'ancien gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Taoufik Baccar, pour son livre qui vient de paraître.

Le titre de l'ouvrage est au cœur de la dialectique du temps : le passé et l'avenir, le souvenir et le rêve, la rétrospective et la projection. L'œuvre se veut une rupture avec la rupture, comme étant la démarche idéale pour tirer les leçons d'un passé tantôt glorieux, tantôt moins et pour construire en traversant les flammes de la rancune et de la passion... Le titre est aussi au cœur de la dialectique de l'espace : l'unicité et la diversité du discours et du comportement politiques, la fermeté et le relâchement, la rigueur et le laxisme dans la gestion de la chose publique, la vision et l'intuition, l'euphorie et la déception...

Le Miroir restitue le parcours d'un pays à travers celui d'un homme et le parcours d'un homme à travers celui d'un pays. Il offre au lecteur un témoignage édifiant où transparaissent en filigrane les couloirs du pouvoir et de la gouvernance de l'Etat et de ses bras séculiers. L'auteur y relate un itinéraire où se mêlent les satisfactions, les épreuves, les réussites, les échecs, les contrariétés et les déceptions. Taoufik Baccar raconte dans son livre ses relations notamment avec le pouvoir d'alors et ses rencontres avec le président Habib Bourguiba, le grand leader Nelson Mandela, Mouammar Kadhafi, Abdelaziz Bouteflika, Jacques Chirac, Rafik Hariri et les prix Nobel d'économie Robert Mundell, James Heckman, Edward C Heckman, Edward C Prescott, etc.

Au titre des épreuves, Taoufik Baccar revient bien évidemment sur la nuit du 14 janvier 2011, mais aussi sur le Programme d'ajustement structurel (PAS), la crise financière internationale de 2007/2008, la relation avec les institutions de Bretton Woods avec ses enjeux multiples et sur les contrariétés dues au contexte intérieur, en particulier le corporatisme et le régionalisme, et au contexte extérieur, surtout lorsque le prix du pétrole grimpa à plus de 100 dollars. L'auteur regrette avec beaucoup d'amertume de n'avoir pas pu achever l'étape de la convertibilité du dinar qui était à deux doigts de se réaliser, de faire accéder le pays à la notation A auprès de toutes les agences de notation et de réussir la transition à Bales II et III et surtout, de n'avoir pas pu, malgré quelques acquis, faire plus et mieux pour le développement des régions moins nanties. Dans ce livre, Taoufik Baccar essaye de mettre ses idées à la disposition de son pays. Il nous dit comment infléchir la courbe ascendante de la dette et améliorer le

rendement économique et social des dépenses publiques, comment procéder afin de faire redémarrer l'appareil de production, améliorer de façon conséquente et sur des bases durables le niveau de vie des Tunisiens et éviter une dérive sociale et une décomposition régionale, de quelle façon reconquérir l'image de la Tunisie et sa notation souveraine d'antan, comment remobiliser le pays autour d'un projet nouveau, des valeurs nouvelles, pour venir à bout du vent de pessimisme qui pèse lourdement sur les opérateurs, comment redonner confiance à la jeunesse du pays, en perte d'espoir...

De nouvelles visions sont également ébauchées dans «l'horizon»: faire de la Tunisie dans son ensemble une bande côtière intégrée, homogène et compétitive, promouvoir une politique de «Real Social» et une diplomatie économique rénovée, au service du développement et capable de permettre au pays de mettre à profit la transition politique et de redorer son image...
S.B.



Radiomed

une vague de bonheur

**NABEUL
HAMMAMET
100.0
FM**

**GRAND TUNIS
93.5
FM**

**CAP BON
GRAND TUNIS
104.1
FM**



WWW.RADIOMEDTUNISIE.COM

🏠 Cité El Wafa Nabeul Jadida 800 Nabeul - Tunisie 📞 (+216) 72 328 500 ☎ (+216) 72 328 560

✉ marketing@radiomedtunisie.com 🌐 www.radiomedtunisie.com

La voix de Bice

La voix de Bice Slama, à l'intonation si particulière, faite d'assurance et d'interrogation, ne résonnera plus à nos oreilles mais nous ne l'oublierons jamais. Car elle contribuait grandement à cette élégance qui caractérisait le personnage, qui l'imposait en s'imposant. Aucun de ceux ou celles qui ont fréquenté le lycée Alaoui dans les années 1950-1960, comme professeur, comme élève ou comme membre de l'administration, ne me contredira.



J'ai pour ainsi dire débuté sous l'égide de Bice et c'est une grande chance ! Elle avait l'art d'animer la salle des professeurs, où elle se rendait, comme la plupart d'entre nous, à chaque récréation. Elle arrivait, entamant dès l'ouverture de la porte une conversation qui, selon les circonstances, évoquait une situation politique, nationale ou internationale, ou le fait divers du jour. Et si rien de tel n'avait retenu son attention, elle parlait de tel ou tel de ses élèves, dont elle vantait les qualités ou déplorait les lacunes sans jamais pour autant désespérer de le voir progresser, tant était grande sa confiance dans la pédagogie... et en la nature humaine. C'est en se rappelant de tels moments que l'on comprend certains témoignages de lycéens, particulièrement sensibles à cette passion dont Bice était habitée et qu'elle communiquait à tous ses interlocuteurs. Nous avions aussi droit à l'occasion à quelques réflexions sur un texte, français ou italien, qui l'avait, en bien ou en mal, frappée. Et l'échange se poursuivait dans la cour avec ceux du moins qui « officiaient » dans une salle voisine. Telle était l'ambiance en milieu professionnel.

Mais nombreux étaient les couples qui, comme le mien, nouèrent rapidement des relations avec celui que Bice formait avec Ivan. De là les sorties, dans Tunis même ou à travers le pays, de Hammamet à Tozeur ou à Jerba, au cours desquelles ces aînés nous parlaient de leur Tunisie de jadis et de naguère, où ils avaient milité et où ils vivaient maintenant ce qu'étaient les joies, les espoirs, les craintes de la récente indépendance, surtout pour les enseignantes que Bice et moi étions. Mais aucune de ces conversations, pourtant des plus sérieuses, ne tournait à l'exposé pesant ou dogmatique. Ne serait-ce que grâce à Ivan dont les histoires drôles avaient l'art de détendre l'atmosphère à point nommé. La lourdeur était du reste ce qui était le plus éloigné de la pensée de Bice. Lors même qu'elle décida de préparer l'agrégation de Lettres modernes, récemment créée, et qu'elle passait une bonne partie de sa semaine à travailler les six textes de littérature française et les trois textes de littérature française ou étrangère qui composaient le programme de littérature comparée, à quoi s'ajoutaient le retour au latin, la phonétique et la stylistique, la légendaire bonne humeur de Bice ne s'en trouvait jamais altérée. Tout au plus avions-nous

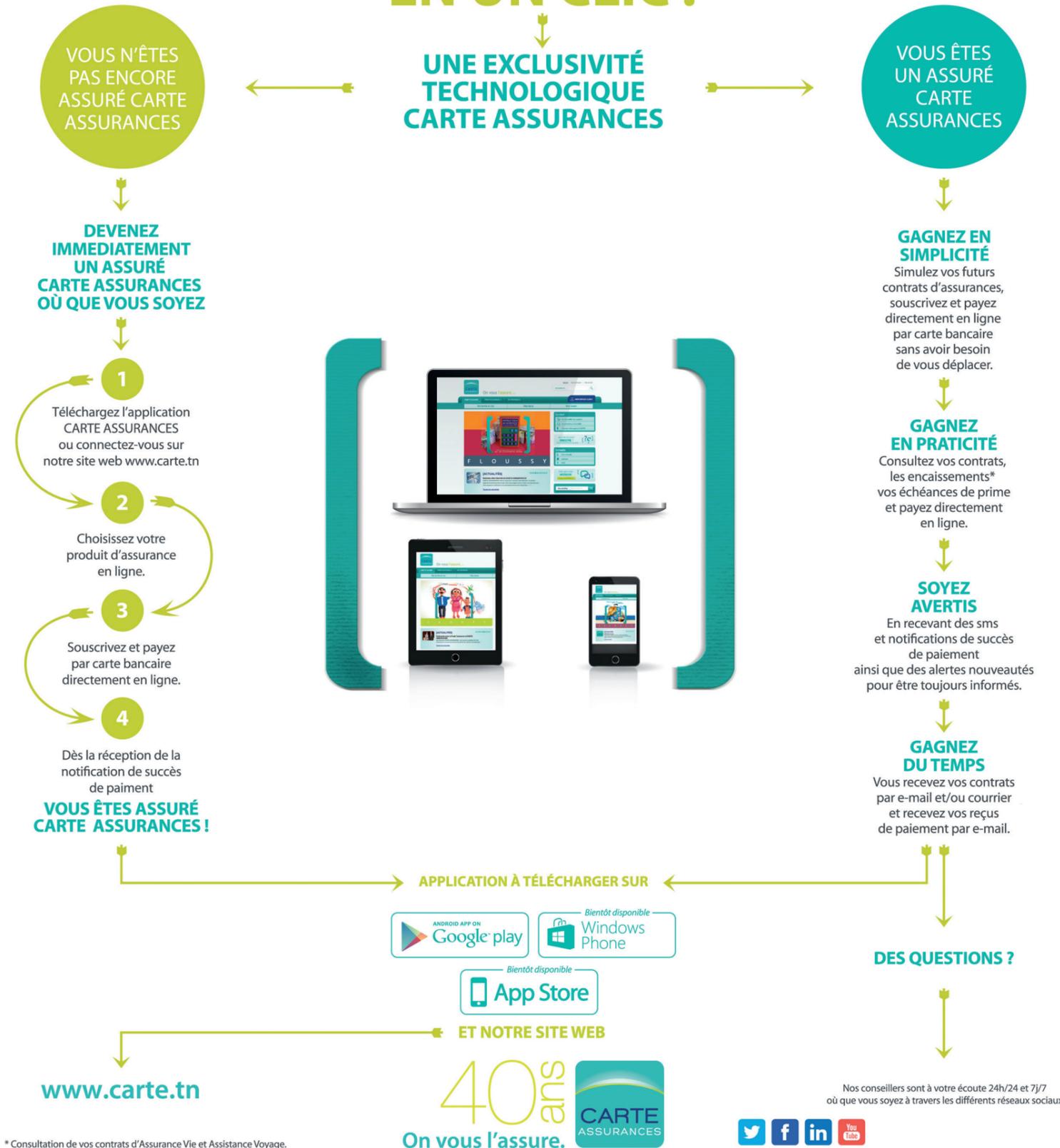
droit parfois à une allusion furtive à cette masse de travail, à une remarque, à un commentaire ou à une question qu'elle se posait à elle-même. Les sorties s'enchaînaient et Bice continuait à s'extasier sur la nature, du désert qu'elle semblait toujours découvrir, à la Méditerranée qu'elle aimait tant. C'est ainsi qu'elle nous retint un jour jusqu'à la nuit profonde sur les routes pour avoir passé des heures à recueillir dans un oued quantité de pierres dont les couleurs lui semblaient toutes plus séduisantes les unes que les autres... pour s'apercevoir le lendemain que, sorties de leur contexte, elles avaient perdu tout éclat, ce qui lui causa une grande déception sans l'empêcher d'émettre toutes sortes d'hypothèses !

La vie nous sépara de longues années. Nous parlons de Bice au gré des rencontres que nous faisons avec les « anciens d'Alaoui » mais ça en fut fini du contact direct. Et puis je l'ai retrouvée, grâce à des manifestations, culturelles ou autres, dans un tout autre décor. De là la reprise des repas, essentiellement chez elle, autour de ses célèbres lasagnes et de ses somptueux desserts, mais aussi la reprise des conversations. Elle me raconta Nanterre, son Mai 68, son enseignement à Vincennes puis à Saint-Denis. Dans le domaine littéraire, j'avais quitté une « généraliste » et je retrouvais une spécialiste de la littérature féminine. Ceux qui ont vu ou verront le beau film que lui a consacré Hager Charf ont pu ou pourront entendre les excellentes présentations qu'elle a données dans ses cours et dans ses séminaires de tous les écrits qui ont retenu son attention, de Christine de Pisan à Simone de Beauvoir, via Colette ou George Sand. Et lorsque la fatigue la gagnant, les échanges par Skype remplacèrent le tête-à-tête, la conversation continua. Presque jusqu'au bout. Elle me parlait de ses innombrables lectures, qui portaient aussi bien sur la littérature, classique ou contemporaine, que sur l'histoire, ou sur la politique. Bice lisait vite, analysait vite et portait des jugements, tous forts et subtils, à coup de formules justifiables et justifiées. « La théorie du genre » notamment retint assez longuement son attention et ce fut une longue succession de remarques faites d'adhésion, de doute, bref, comme toujours, d'interrogations !

Je ne crois pas tomber dans le « bicisme » (prononcer bien sûr bitchisme) — pour reprendre le néologisme créé avec humour par Ivan pour évoquer le danger que représentait la tentation pour telle d'entre nous de céder à une admiration sans bornes de son épouse — en proclamant que Bice Slama était et restera une très grande dame, une Tunisienne d'exception en même temps qu'un esprit universel qui a, à juste titre, marqué plusieurs générations d'élèves, d'étudiants et... de collègues. **Suzanne Guellouz**

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES EN UN CLIC !





LA MATINALE

06:00 - 10:00
DU LUNDI AU VENDREDI

Durant 4 heures Hamza Belloumi entouré de Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughaleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers !
Le tout dans la bonne humeur !

Abdelhamid Gmati, Miduni La plume, le boss, l'ami



• Par Slah Maaoui

Je vais parler de Abdelhamid Gmati, alias Miduni, du temps où je l'avais connu et apprécié. Cette belle époque où le journalisme s'exerçait comme un sacerdoce, avec passion et savoir-faire. A un niveau qui volait bien

Miduni faisait partie d'un «dream team» qui a donné au journal «La Presse», au début des années soixante-dix, sa plus belle période, avec des plumes et des statures exceptionnelles, telles que Youssef Seddik, Hédi Grioui, Elisabeth Badri, Mohamed Mahfoudh. Des hommes et des femmes de grand gabarit qui brillaient par leur culture, leur savoir et leur intelligence, sans pour autant être sortis des grandes universités ou des hauts instituts. C'était l'époque où une équipe de jeunes journalistes, patriotes et enthousiastes prenait la relève de l'ère Smadja et s'efforçait, sous la houlette de Amor Belkhiria, à réussir la «tunisification» du premier quotidien du pays!

Il y avait du sacrifice, du don de soi et de l'effort sans compter. Dans la vieille salle de rédaction, rue Ali Bach-Hamba, qui ressemble à une Agora

où fusent les idées et fleurissent les débats. On œuvrait avec passion, abnégation et souci du travail bien fait !

C'est dans cette équipe que brillait Miduni par son esprit fin, son humour corrosif et sa culture artistique infaillible. On était tous à l'affût de ses réparties cinglantes, ses boutades intelligentes et croustillantes, puisées dans son vieux lexique sadikien!

La plume

Ce qui distinguait le plus Miduni était sa plume qui maîtrisait à la perfection la langue de Molière, ciselée, parfois acerbe, et toujours concise. Son écriture de miro était minuscule, presque illisible, en sciure de mouche. Des phrases courtes couchées sur de petites feuilles, comme des ordonnances de médecin. Un vrai cauchemar de linotypistes!

Son modèle était Exbrayat, le billettiste du «Monde», Robert Escarpit dont il ne cessait de louer l'art de la concision. Il en faisait autant dans ses fameuses télé-critiques où il étrillait sans pitié le monde de la télévision... A telle enseigne qu'un jour Chedly Klibi, alors ministre de l'Information et de la Culture, lança sa fameuse boutade: «Mais ce n'est pas un Miduni. C'est un Duni Kamel!»

Le boss

Miduni faisait partie des pionniers qui donnaient ses lettres de noblesse au journalisme

tunisien. Un journaliste brillant, consciencieux, maîtrisant tout l'art de son métier avec grand panache!

Mais il était aussi un vrai patron de presse qui a si bien dirigé la rédaction de «La Presse», en encadrant, formant et encourageant un grand nombre de jeunes qui lui doivent beaucoup pour la suite de leur carrière, tels Sofiane Ben Farhat, Brahim Oueslati ou Abdeljelil Messaoudi. Il fut un chef exigeant, méticuleux et parfois sévère, mais toujours bien apprécié par ses troupes, parce que proche, généreux, avec un cœur en or!

L'ami

Miduni, c'était surtout l'ami chaleureux et dévoué, bon vivant, appréciant les joutes oratoires et les belles tablées. Déambulant dans la salle de rédaction, tignasse blanche, cigarette au bec et regard malicieux derrière ses épaisses lunettes de grand myope, s'associant à tous les débats, discutant de tout avec finesse et subtilité. Ou voyageant inlassablement entre les cercles matinaux de «L'Univers» et les tablées enfumées des restaurants qui veillent tard sur l'Avenue!

C'était Miduni, l'ineffable, l'unique, l'attachant et l'inoubliable compagnon des bons vieux jours... Paix à son âme! ■

S.M.
Ancien PDG de La Presse&Assahafa,
ancien ministre& ambassadeur

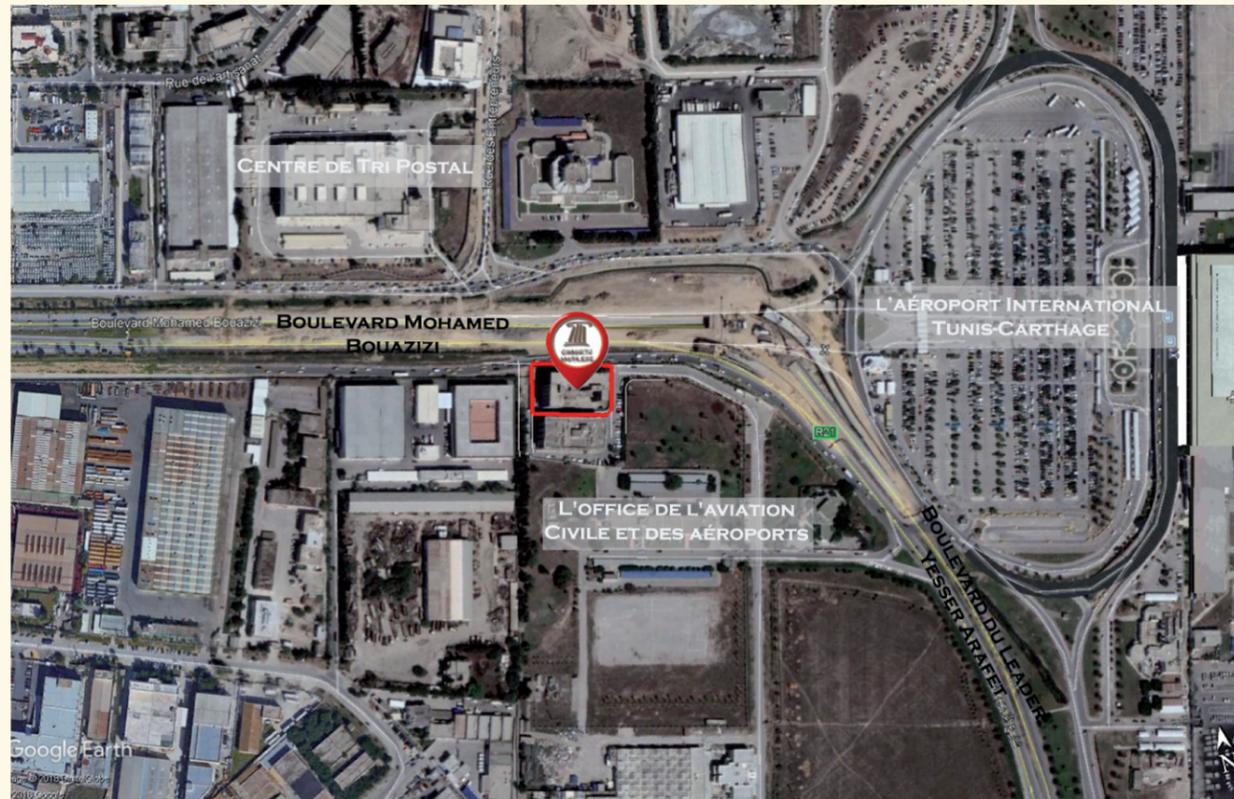


Avis de Vente au plus offrant

A.O N° 42/2018

(Un immeuble non achevé sis au Boulevard Mohamed Bouazizi à proximité de l'Aéroport Tunis-Carthage)

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable pour le compte de L'Etat Tunisien et de la Société «la Société Islam» d'un immeuble non achevé (en Lot unique).



Bien : Houda
Titre Foncier : 134376 Tunis
Parcelle : 06
Surface du TF : 2781m2 y compris la surface à exproprier pour le domaine public routier (dans le cadre du projet de l'échangeur de l'Aéroport) environ 258 m².

Adresse : Boulevard Mohamed Bouazizi

Le bien est situé du côté de la façade Nord sur la Route classée (route X)- Boulevard Mohamed Bouazizi menant vers l'Aéroport et du côté Est sur l'accès menant vers le bien objet du titre voisin 134375 Tunis (Immeuble abritant les services des Ministères de l'Intérieur et de la Justice)

• Situation existante de l'immeuble objet de la Cession:

- Stade de la construction: **Gros et second œuvres** (Structure + maçonnerie)
- Surface totale couverte existante: **environ 5 780 m2 y compris le sous sol**
- Nombre des étages existants: **sous sol, RDC et quatre étages (04)**
- Hauteur existante: **environ 17 m**

(Possibilité de consultation auprès de Gammarth Immobilière des plans approuvés de l'immeuble)

- Répartition des surfaces selon les étages existants:

Étage	Surface totale Couverte environ/ (m ²)
RDC	1045
1er étage	636
2ème étage	899
3 ème étage	899
4 ème étage	907
Sous -sol	1394
Total	5780

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière ou à son bureau à Sousse.

Les biens objets de la cession seront cédés **libres de tous droits ou hypothèques**.

Le bien objet du titre foncier 134376 Tunis relève de la propriété privée de l'Etat Tunisien et inscrit dans le «Domaine de Propriété Privée» de l'Etat. La propriété a été acquise par l'Etat aux termes des décisions de confiscation et en application du Décret-loi n° 2011-13.

L'immeuble objet de la cession et abritant le terrain TF 134376 Tunis relève de la propriété de «la Société Islam».

La vente porte sur les biens immobiliers, meubles et équipements dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers sous sa propre responsabilité.

La vente porte sur les biens dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers sous sa propre responsabilité. Les personnes intéressées par l'acquisition des biens immobiliers objets de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant de leurs vocations et de leurs situations auprès des autorités locales et des services techniques compétents avant de participer au présent appel d'offres.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du **16 Octobre au 03 Décembre 2018**. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200 DT) en

Espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du Lac 1053 Tunis – Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n°42/2018

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenus des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C et fixé forfaitairement à Cent Cinquante mille dinars (150 000 DT).

La date limite de remise des offres est fixée au Mardi 04 Décembre 2018 à 15H00, le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. La séance publique d'ouverture des plis sera tenue le même jour à 15H30 au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant cent quatre-vingt (180) jours à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+216 71 960 100 , +216 73 369 037, + 216 98 910 000)



A vaincre sans péril...

Au risque d'être taxé d'acharnement, me voici une fois de plus en train de pérorer sur l'Uggt et ses dérives, alors que je croyais avoir épuisé le sujet. C'était sans compter avec le boutefeu de la centrale, Samy Tahri, dont «la petite phrase» prononcée au cours d'une réunion syndicale n'a pas manqué de m'interpeller. Qu'a-t-il dit de si grave ? «*Critiquer l'organisation de Hached revient à comploter contre les objectifs de la révolution, à savoir la liberté, la dignité et l'emploi*». Ainsi, les lignes rouges de la centrale ne se limitent plus aux entreprises publiques, mais s'étendent aussi aux critiques visant la centrale. Maniant le paradoxe, Tahri défend la liberté d'expression, mais appelle à la restreindre quand les syndicats sont mis en cause, comme si l'Uggt...

Que celle-ci soit aujourd'hui la force la plus importante du pays, c'est l'évidence même ; que son rôle déborde largement sur l'espace politique pour des raisons historiques, personne n'en disconvient. Ce qui fait problème, c'est sa propension à se présenter constamment comme le parangon du patriotisme, à se considérer comme le défenseur patenté du peuple, l'interprète de ses aspirations et le chantre de la souveraineté nationale. Lors d'un débat avec un journaliste sur une chaîne de télévision, un cadre de l'Uggt a manqué s'étrangler en écoutant son interlocuteur égrener quelques griefs contre l'Uggt. Au lieu de s'employer à en faire justice, il lui conseille sur un ton menaçant de ne plus critiquer «l'organisation de Hached», sinon... Car critiquer l'Uggt, ces défenseurs désintéressés de la veuve et de l'orphelin, ces tenants de la justice sociale, ces tribuns de la Plèbe, reviendrait à renforcer les rangs des exploités au détriment de la classe laborieuse, faire acte d'ingratitude, commettre un sacrilège, ce serait tout bonnement s'écarter du politiquement correct. Evidemment, il n'oublie pas de citer le nom de Hached,

c'est l'argument d'autorité auquel les cadres de la centrale ont souvent recours pour clouer le bec de leurs contradicteurs. On connaît la célèbre phrase attribuée à Jean-Paul Sartre : «*Il ne faut pas désespérer Billancourt*» (siège de Renault considéré comme le lieu emblématique de la classe ouvrière). Beaucoup de Tunisiens, notamment les idiots utiles de l'Uggt, n'en pensent pas moins : «*Il ne faut pas désespérer la place Mhammed-Ali*».

La puissance appelle toujours davantage de puissance. Adulée par la gauche, respectée par les autres partis parce qu'elle constitue l'ultime rempart contre les visées hégémoniques d'Ennahdha, la centrale a tendance à pousser son avantage au point d'outrepasser outrancièrement ses prérogatives. On l'a vu ces derniers temps lorsqu'elle a sommé à plusieurs reprises le chef du gouvernement et ses ministres de démissionner, ou quand elle s'est commise dans des querelles politiciennes en prenant parti pour Hafedh Caïd Essebsi contre Youssef Chahed.

Comment réagir à ces dérives ? En se débarrassant de cette peur qui nous inhibe à chaque fois qu'il s'agit de l'Uggt, en exerçant notre esprit critique face à la ferveur revendicatrice qui mène le pays à sa perte, la pression exercée pendant des mois sur le gouvernement en agitant la menace d'une grève générale, les augmentations arrachées avec le revolver sur la tempe qui risquent de nous entraîner dans une spirale infernale salaires-prix, la morgue des nouveaux riches dont l'Uggt a fait preuve en déposant le préavis de grève dans la fonction publique le jour même de la signature de l'accord dans le secteur des entreprises publiques pour humilier le gouvernement et l'Etat. Les mentionner, les condamner serait un acte de salubrité publique. 

H.B.